

# ETUDES

# n° 1

# BRESILIENNES

- LES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE 1974 ET LES MOMENTS POLITIQUES
- DIX ANS DE PROGRES RÉACTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE par *Fabriccio Conceição*
- LE CONTROLE DES MASS-MEDIA AU BRÉSIL par *Fernando Perrone*
- CULTURE ET IDÉOLOGIE par *Guilherme Marques*
- LE « MIRACLE » ECHAPPE-T-IL A LA CRISE DU MONDE CAPITALISTE par *Georges Fournial*
- LES SCIENTIFIQUES BRÉSILIENS ET LEUR SOCIÉTÉ par *Michel PATY*
- INSURRECTION NATIONALE LIBÉRATRICE DE 1935
- 1974 : NETTE REPRISE DU MOUVEMENT OUVRIER
- 15 NOVEMBRE 1974 : DÉFAITE ÉLECTORALE DE LA DICTATURE
- PROGRAMME POLITIQUE DU MDB
- LA SITUATION DE LA SANTÉ A SAO PAULO
- RÉPRESSION : DIRIGEANTS COMMUNISTES DISPARUS
- PROCLAMATION DE LUIS CARLOS PRESTES AU PEUPLE BRÉSILIEN
- LE MDB FACE A LA CONJONCTURE POLITIQUE ÉLECTORALE

70 p 6805

QUESTIONS ACTUELLES DE LA REALITE



# ETUDES BRÉSILIENNES

ANNÉE I

JANVIER 1975

no1



## Editorial

- *LES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE 1974 ET LE MOMENT POLITIQUE* P. 3

## Articles

- *DIX ANS DE PROGRES RÉACTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE* par Fabricio Conceição P. 6
- *LE CONTROLE DES MASS-MÉDIA AU BRÉSIL* Par Fernando Perrone P. 20
- *CULTURE ET IDÉOLOGIE* par Guilherme Marques P. 33
- *LE « MIRACLE » ECHAPPE-T-IL A LA CRISE DU MONDE CAPITALISTE* par Georges Fournial P. 41

## Rapports et témoignages

- *LES SCIENTIFIQUES BRÉSILIENS ET LEUR SOCIÉTÉ* par Michel Paty P. 45

## L'évènement

- *INSURRECTION NATIONALE LIBÉRATRICE DE 1935* P. 53

## Actualité en bref

- *1974 : NETTE REPRISE DU MOUVEMENT OUVRIER* P. 56
- *15 NOVEMBRE 1974 : DÉFAITE ÉLECTORALE DE LA DICTATURE*
- *PROGRAMME POLITIQUE DU MDB*
- *LA SITUATION DE LA SANTÉ A SAO PAULO*
- *RÉPRESSION : DIRIGEANTS COMMUNISTES DISPARUS*

## Livres et revues

P. 72

## Documents

- *PROCLAMATION DE LUIS CARLOS PRESTES AU PEUPLE BRÉSILIEN*
- *LE MDB FACE A LA CONJONCTURE POLITIQUE ÉLECTORALE*

P. 79



## ÉDITORIAL

L'élément le plus important du bilan politique de 1974 est la défaite subie par la dictature aux élections du 15 novembre.

Les résultats parus dans la presse brésilienne et mondiale sont trop éloquents et ne laissent pas de place aux spéculations : l'écrasante majorité de l'électorat brésilien (33 millions à peu près) a voté pour les candidats présentés par la seule force politique d'opposition ayant existence légale dans le pays, le M.D.B. (Mouvement Démocratique Brésilien). Ce parti a obtenu 62 % des voix doublant le nombre de ses sièges à la Chambre des Députés par rapport aux élections de 1970 ; il a gagné 16 des 22 sièges en jeu pour le Sénat. Et finalement le M.D.B. contrôle désormais les assemblées législatives de plusieurs états de la Fédération, ces États étant les plus peuplés sont ceux qui ont le plus grand poids politique et économique. La défaite du parti gouvernemental indique l'isolement dans lequel se trouve le gouvernement Geisel face aux principaux secteurs groupes et classes qui composent la société brésilienne. En plus de la classe ouvrière des grands centres urbains et industriels, ont noté contre le gouvernement le prolétariat rural, les couches moyennes et même certains secteurs de la bourgeoisie.

On pourrait à première vue, être surpris par l'ampleur de la victoire remportée par les forces d'opposition au Brésil. Cependant, les indicateurs d'une reprise de la lutte populaire, exprimée surtout par les mouvements revendicatifs de la classe ouvrière étaient déjà évidents en 1974. Ces élections doivent être analysées, donc, dans le cadre du processus global en cours au Brésil. Les résultats électoraux ne peuvent pas être interprétés comme le signe d'un changement brusque dans l'attitude et le comportement du peuple brésilien. Au contraire, la victoire de l'opposition est un élément qui s'ajoute à toute une série d'actes isolés et partiels de résistance à la politique de la dictature. La préparation des élections semble avoir joué le rôle d'un catalyseur des actions de résistance des masses en ouvrant une voie qui permettait une expression politique de ces mêmes actions. Par la voie électorale les actes de résistance ont pu converger de façon unitaire avec l'objectif commun de vaincre la dictature. On peut donc parler d'un



changement qualitatif dans le cadre politique nationale à partir de ce moment. La portée de la victoire, cependant, doit être analysée dans l'ensemble des facteurs qui conditionnent la lutte politique au Brésil et qui restreignent de façon brutale l'action des forces démocratiques. Il faut se rappeler que les élections au Brésil sont limitées par un certain nombre d'aspects qu'il serait inutile de signaler.

D'abord, les forces les plus conséquentes de l'opposition politique brésilienne se trouvent dans la clandestinité et n'ont pas la possibilité de participer directement à la lutte électorale. Elles ne peuvent pas présenter des candidats sortis de leurs propres rangs et elles ne peuvent pas non plus faire ouvertement un travail de propagande anti-gouvernementale qui aurait pu influencer de façon plus décisive les grandes masses du pays. Même la propagande des candidats de l'opposition tolérée par le gouvernement est contrôlée sévèrement par la censure. Deuxièmement, le peuple brésilien a une conscience assez claire que la victoire de l'opposition ne peut pas, dans le cadre institutionnel présent, changer l'essence du régime. En réalité, le gouvernement de Geisel dispose d'un ensemble d'instruments d'action qui bloquent n'importe quelle mesure venant de l'opposition susceptible de provoquer un changement dans les fondements du régime. L'acte institutionnel 5 continue à peser sur toutes les forces politiques du pays et il permet au gouvernement d'annuler un mandat parlementaire sans possibilité de recours et d'ordonner la fermeture du Congrès. La loi de sécurité nationale qui place tous les citoyens à la merci d'un terrible appareil de répression policière, complète le dispositif juridique duquel s'est entouré le gouvernement et qui a comme but principal l'anéantissement des avant-garde révolutionnaires et la main-mise sur le peuple.

Troisièmement, il faut encore tenir compte des limitations du M.D.B. en tant qu'instrument d'opposition. Le M.D.B., même s'il pouvait dès maintenant devenir un instrument d'une relative efficacité dans le combat contre la dictature, ne joue pas encore ce rôle. C'est un parti hétérogène dans lequel coexistent plusieurs tendances. On peut y trouver des groupes sincèrement préoccupés de la redémocratisation du pays, et d'autres qui cherchent à neutraliser et même à saboter les efforts des groupes plus avancés.

Malgré cet ensemble de faits qui pèsent de façon négative dans l'analyse des élections, une conclusion s'impose : les masses populaires ont démontré sans équivoque qu'elles n'acceptent pas la politique menée par la dictature. Elles ont utilisé pour cela, l'instrument qui était à leur portée, même si elles comprennent les limitations de cet instrument. La signification des voix populaires a été donc, celle d'une protestation contre la situation qui règne dans le pays.

Néanmoins, il y a déjà des analystes politiques des parlementaires des intellectuels et des hommes publics qui essayent de déformer la signification de cette protestation. Il s'agit, selon eux de séparer le gouvernement Geisel des gouvernements antérieurs, avec l'objectif de sauvegarder l'image du nouveau dictateur. Ce qui aurait été en jugement pendant les élections ce n'était pas « l'administration Geisel », parce que cette « administration », était encore trop récente pour être soumise au jugement du peuple.

L'objectif de telles analyses est assez clair. On cherche à donner un crédit de confiance au peuple pour que la dictature puisse confirmer de faire ce qu'elle a toujours fait. On prétend aussi ranimer la confiance dans les rangs de l'ARENA. (parti gouvernemental) et arriver à la réunification des forces réactionnaires du pays autour de Geisel. Il est peu probable que cette manœuvre soit couron-



née de succès. Le peuple brésilien a suffisamment de maturité pour comprendre qu'un dictateur ne peut pas être au-dessus du système dictatorial qu'il a aidé à créer et qu'il a promis de protéger et de garantir. Du point de vue de la manifestation électorale du peuple, le nom du dictateur n'est pas très important. Quand elles ont voté pour les candidats de l'opposition, les masses populaires se sont manifestées contre la situation du pays. Elles ont voté contre le « miracle économique » qui représenta, au long de ces dix dernières années, une chute de 55 % des salaires réels. Elles ont voté contre un taux d'inflation de 35 %, qui a eu comme conséquence la hausse presque insupportable du coût de la vie, surtout dans les produits de consommation populaire. Elles ont voté contre la main-mise des grands monopoles internationaux et nationaux sur l'économie brésilienne. Elles ont voté contre la situation globale de l'économie qui, malgré le maintien d'un taux élevé de croissance pour l'année 1974 entraîna un « déficit » de 9 milliards de dollars dans la balance des comptes et une augmentation de la dette extérieure de 23 milliards de dollars. Elles ont voté surtout contre le manque de liberté, la terreur fasciste qui s'est abattue sur le pays depuis 1974 et qui a jeté dans les prisons des milliers de combattants de la démocratie et du progrès social.

Il est devenu évident après le résultat des élections qu'il y a dans le pays un mouvement d'opinion publique majoritaire qui réclame les libertés démocratiques et qui exige de profonds changements dans la politique imposée au pays par la dictature. C'est d'ailleurs là, la composante la plus importante de la situation politique brésilienne aujourd'hui : l'existence de ce mouvement, qui donne aux forces révolutionnaires un terrain où poursuivre le combat contre la dictature dans des conditions plus avantageuses que celles qui existaient jusqu'à présent. Des possibilités nouvelles ont été créées, en ce qui concerne le développement des luttes populaires et la progression de l'unité des forces d'opposition.

Les organisations qui, comme le P.C.B. (Parti Communiste Brésilien) ont regardé les élections non comme le moyen d'abattre la dictature, mais comme un moment dans le processus d'organisation de la lutte populaire et d'unification des courants d'opposition, se sont fortifiées. Par contre, les mouvements de tendance gauchiste qui ont prêché l'abstentionnisme ou le vote nul ou blanc, se sont affaiblies. Elles se sont isolées des grands courants de l'opinion publique et n'ont pas contribué au développement de la lutte contre la dictature.

La dictature a connu, sans aucun doute, une défaite cuisante. Au moment même où le gouvernement, traqué par des difficultés qui découlent de l'orientation anti-patriotique qu'il imprime au pays, a essayé d'institutionnaliser son modèle politique, il a été battu. Il s'agit donc, dès maintenant, d'intensifier les luttes à tous les niveaux, de développer l'unité des forces démocratiques, de dénoncer les aspects les plus odieux du régime, d'isoler ainsi la dictature pour les conduire à la défaite finale.



## ÉCONOMIE : DIX ANS DE « PROGRES RÉACTIONNAIRE » DIX ANS DE « PROGRES RÉACTIONNAIRE » EN ÉCONOMIE

Fabrizio Conceição

Immédiatement après le coup d'état de 1964, les communistes ont attiré l'attention des masses sur le caractère de cet événement : il ne s'agissait pas seulement d'un coup d'état réactionnaire classique, mais d'un profond changement de la situation brésilienne. La destitution du gouvernement constitutionnel et son remplacement par un régime militaire — qui affichait certaines apparences de légalité — ne sauraient se limiter à quelques modifications dans les hautes sphères de la vie politique nationale. Il s'agissait d'introduire des changements radicaux dans tous les secteurs de la société brésilienne, de la culture à l'économie.

Nous essayerons de préciser ici ce qui ne convenait pas, dans le développement économique brésilien, aux exécutants militaires, inspirateurs et conspirateurs politiques du coup d'état. En d'autres termes : quelles étaient les caractéristiques de ce développement qui pouvait porter atteinte aux intérêts des groupes étrangers, aux secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie brésilienne et « Latifundios » Nous verrons ensuite quelles ont été les transformations introduites par le régime militaire dans la vie économique brésilienne, afin qu'elle obéisse aux règles du « modèle » si vanté aujourd'hui. Finalement nous nous interrogerons sur les résultats obtenus au cours de ces dix ans de dictature et sur les perspectives ouvertes à l'économie du pays.

### L'ÉVOLUTION ANTÉRIEURE

De la fin de la deuxième guerre mondiale au début des années 60 le développement du capitalisme au Brésil est caractérisé par :

- Un accroissement du volume du marché intérieur par rapport au commerce extérieur ;
- Une urbanisation rapide et, en conséquence, une augmentation du nombre des travailleurs dans les grandes villes ;
- Un développement accéléré des activités industrielles et des services par rapport aux activités agricoles traditionnelles. Ceci conduisait à une participation de plus en plus décisive de la bourgeoisie nationale et des représentants du capital étranger dans le partage du pouvoir au détriment des grands propriétaires



fonciers et des exportateurs ;

- Une présence accrue des couches moyennes urbaines dans la vie nationale ;
- Une importance croissante du secteur public dans la production industrielle de base, dans les services essentiels et dans le secteur financier.

En vérité ces transformations découlaient d'un passé plus lointain et s'étaient seulement intensifiées dans l'après-guerre. Depuis 1930 elles pouvaient être observées avec une certaine netteté. C'était la fin de la période antérieure où l'économie brésilienne n'était qu'une « affaire d'exportation » de produits primaires et d'importation de produits manufacturés. Ces transformations sont d'ailleurs parfaitement normales dans un pays qui démarre ou intensifie son développement capitaliste, non pas suivant le modèle historique classique des capitalistes avancés de nos jours, mais à partir d'une situation coloniale ou néo-coloniale. La participation massive de l'État dans le système productif, dans l'infrastructure et dans le crédit, est-elle même souvent rencontrée dans des pays dépendants de l'impérialisme ou dans des pays capitalistes « murs ». Ce n'est pas une raison pour qu'elle ne provoque pas de réactions hostiles de la part de secteurs considérables de la bourgeoisie nationale, des représentants de l'impérialisme et du « latifundium ». Nous ne pouvons pas dire, cependant que la participation croissante de l'État dans l'économie représente une menace ou une atteinte aux intérêts des classes dominantes. L'intervention étatique peut, tout au plus, favoriser un changement dans le rapport des forces à l'intérieur du bloc au pouvoir, changement profitant à la bourgeoisie industrielle au détriment de l'impérialisme et du « latifundium ».

Il est donc nécessaire d'examiner le problème de plus près pour découvrir en quoi le « modèle » antérieur de développement capitaliste au Brésil se présentait comme un danger pour l'impérialisme et la réaction interne. Car il est bien évident que les raisons du coup d'état de 1964 ont été purement politiques, les putschistes ont d'ailleurs brandi l'épouvantail du « communisme » et de la « corruption ». Malgré l'importance des facteurs politiques dans la mesure où la réaction craignait le renforcement du processus de mobilisation populaire, il y avait à la base des raisons économiques sérieuses pour le coup d'état, afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la réaction.

En effet, la caractéristique majeure du « modèle » antérieur au coup d'état a été le renversement du sens de l'activité économique brésilienne. Depuis la découverte et la colonisation du pays, le rôle unique et exclusif du Brésil a été de fournir des matières premières et des denrées agricoles au marché mondial capitaliste en formation (au début) ou en expansion. La colonisation du pays, elle-même, est due aux besoins du marché mondial naissant, ce qui a amené les Portugais — associés à des capitaux de toute l'Europe — à établir des plantations de sucre, produit alors très recherché. D'un autre côté, la richesse produite dans le pays (d'abord le sucre, ensuite le coton, l'or et le café) a beaucoup contribué à l'accumulation capitaliste européenne. Le temps passait mais le caractère de l'économie demeurait inchangé, une économie entièrement tournée vers l'extérieur, vers le marché mondial où s'écoulait l'essentiel de la production et d'où venaient, en plus des esclaves, les produits de consommation de cette classe de propriétaires d'hommes et de terres. Le remplacement de l'esclavage par un système d'exploitation de la force du travail — qui n'était pas basé sur la propriété de la personne du travailleur mais qui n'était pas encore capitaliste — n'a pas changé le caractère colonial de l'économie. La production pour le marché intérieur s'accroissait à un rythme lent et irrégulier, tandis que l'exportation demeurait l'esprit du système.



Il y eut des moments d'essor et de recul, de multiples tentatives et des échecs, mais à partir de la crise mondiale de 1929 et des transformations induites par le mouvement de 1930, le développement capitaliste prit des bases solides et le marché intérieur devint un élément important du système. Cela veut dire que l'exportation ne fut plus l'unique raison d'être du système qui commençait à pouvoir compter sur un contingent croissant de travailleurs consommateurs.

Ceci ne veut cependant pas dire qu'il y ait eu une coupure radicale avec le passé et que la dépendance à l'égard du système capitaliste mondiale se soit changée en développement indépendant et autonome. S'il est vrai que le secteur d'exportation a perdu du poids dans l'ensemble de l'économie, il n'en reste pas moins qu'il garde une importance stratégique. Aujourd'hui encore le café, par exemple, est vital pour l'économie du pays, de même que d'autres produits primaires d'exportation : minerais, soja, maïs, sucre, viande etc... D'un autre côté, l'élargissement du marché intérieur a incité un grand nombre d'entreprises étrangères à s'installer sur place pour profiter des conditions exceptionnelles offertes par le coût réduit des matières premières et le bas niveau des salaires. Aussi la dépendance du pays au système impérialiste ne se réduit-elle pas à la part du commerce extérieur dans l'activité économique. Bien au contraire la dépendance tend à s'accroître : dans le secteur même du commerce extérieur elle s'accroît car plusieurs branches productives du pays — l'industrie lourde par exemple — ne se sont pas suffisamment développées pour subvenir aux besoins sans cesse croissants de l'économie en expansion. Dans le secteur industriel, le capital étranger, s'il n'est pas majoritaire financièrement parlant, s'assume, par sa position stratégique dans les secteurs les plus rentables de l'industrie et par le caractère monopoliste de son activité, une importance déterminante.

Un autre élément qui a freiné le développement de ce modèle a été la dimension et le caractère du marché intérieur. Malgré son extension par rapport à la période coloniale et semi-coloniale, le marché intérieur brésilien concernait une fraction minime de la population totale. Les grandes masses paysannes et même citadines participaient très peu à ce marché en vertu de la forme ou du degré de l'exploitation à laquelle elles étaient soumises.

En résumé, le processus de développement capitaliste n'a pas été entravé, mais il a été limité et déformé par l'action de la grande propriété foncière et de l'impérialisme. C'est à dire que le capitalisme marque progressivement la société de son empreinte, tandis que les structures anciennes et la dépendance extérieure subsistent en adaptant aux circonstances nouvelles.

De cette façon les possibilités d'intégration de millions de brésiliens des campagnes et des villes dans le marché du travail et de la consommation, termes capitalistes classiques, sont pratiquement éliminées. Le développement est médiocre et les contradictions du capitalisme se trouvent aigüés car la croissance ébranle la structure antérieure mais n'est pas suffisante pour instaurer une solide structure capitaliste nouvelle.

Cette « crise de croissance » est grave, d'autant plus qu'elle se répercute sur le plan politique. L'apparition et le renforcement du mouvement ouvrier d'abord, du mouvement paysan ensuite, menacent le degré d'exploitation de la force de travail, portant atteinte aux profits et à l'accumulation du capital. L'influence croissante des ouvriers et de leurs alliés sur les couches moyennes se



présente alors comme l'aspect politique du problème. Elle a également une grande portée économique.

Dans la sphère politique, le règne sans partage des hommes du « latifundium » exportateur et des représentants des grandes entreprises étrangères d'exportation-importation est remplacé, à partir de 1930, par une sorte de co-propriété du pouvoir. Sans éloigner les anciens maîtres, le nouveau pouvoir découlant du développement capitaliste englobes des secteurs considérables de la bourgeoisie (commerce, banques, industrie) et les nouveaux représentants de l'impérialisme installés dans le secteur industriel et les services.

La nouvelle composition du bloc dirigeant est un fait d'autant plus important que l'intervention directe de l'État sur l'économie s'étend et change de caractère. Des secteurs de plus en plus larges de l'économie dépendent désormais directement d'entreprises étatiques. Celles-ci au début des années 60 se situent parmi les plus importantes du pays. Le processus d'accumulation est placé sous contrôle de l'État dont l'action, qui répond évidemment aux intérêts du bloc des classes au pouvoir, tend à accélérer la croissance capitaliste.

Cependant, cette co-propriété du pouvoir n'était pas encore consolidée, la domination du processus de reproduction capitaliste dans l'économie commençant à peine. Les secteurs bourgeois nationaux cherchaient également, avec succès d'ailleurs à mobiliser les masses populaires, éloignées du pouvoir réel, pour renforcer leurs propres positions, limitant au besoin les pouvoirs des autres « co-proprétaires ». C'est pourquoi ces secteurs bourgeois étaient obligés de faire des concessions face aux revendications populaires et devaient garantir certaines libertés. Par ailleurs les secteurs politiquement les plus avancés du peuple, surtout les communistes, cherchaient à utiliser ces conditions, ainsi que l'importance numérique et le degré d'organisation du prolétariat et des couches moyennes des grands centres urbains, pour mobiliser les masses autour d'une plateforme beaucoup plus élaborée. L'équilibre du pouvoir commençait à souffrir d'une certaine instabilité qui faisait croire à la possibilité d'un changement radical dans l'avenir. Cette possibilité était d'autant plus grande que l'industrialisation et l'urbanisation avaient conduit à la croissance et à la concentration des masses ouvrières dont le seul contingent employé dans le secteur industriel atteignait déjà deux millions de personnes. La direction de la classe ouvrière sur les couches moyennes et semi-prolétaires des villes et des campagnes pouvait bouleverser en profondeur le cadre politique et économique du pays. Les co-proprétaires du pouvoir ne pouvaient courir ce risque. Finalement la crise de conjoncture qui éclata en 1962 exacerba les contradictions et rendit extrêmement instable le système.

### **LE « MODELE » POST 1964**

Tout au long des dix ans qui ont suivi le coup d'état de 1964 le régime fascisant a essayé de porter remède aux faiblesses du modèle antérieur. Et il est évident que des correctifs devaient être introduits non plus en profitant des possibilités offertes d'un développement progressiste et indépendant, mais au contraire pour accentuer la dépendance à l'égard de l'impérialisme et en finir avec les « libéralités » dont jouissaient le prolétariat et ses alliés. Le développement du capitalisme devait être renforcé et accéléré, d'abord et surtout par l'augmentation du taux d'exploitation, intensifiant le profit par la réduction progressive du salaire réel jusqu'à la simple subsistance biologique.

La violence de la répression policière qui s'est abattue sur le mouvement ouvrier et syndical, sur les secteurs les plus avancés des couches moyennes et sur le



mouvement paysan aussitôt après le coup d'état n'est pas seulement la manifestation d'une tendance réactionnaire. La répression est surtout une arme économique utilisée dans le but d'imposer aux travailleurs un régime qui ressemble beaucoup à celui des travaux forcés.

En même temps qu'il déchaînait la répression sur les masses populaires, le régime militaire centralisait complètement le pouvoir, remplaçant le régime de co-propriété antérieur par une expression beaucoup plus monolithique du pouvoir des monopoles. L'influence des secteurs de la bourgeoisie nationale a été réduite au minimum. Quant au « latifundium », la dictature lui a ouvert la voie presque contraignante de la « modernisation » (étrange modernisation qui, combine des opérations financières hautement sophistiquées avec les méthodes les plus barbares d'exploitation de la force de travail). L'instabilité relative de l'équilibre interne du pouvoir a cédé la place à une discipline militaire au service des grands monopoles nationaux et étrangers. Le « modèle du miracle économique » devient alors possible.

### LE MARCHÉ INTÉRIEUR DE CLASSE

La tendance qui caractérisait la période antérieure du développement capitaliste avec l'élargissement relatif du marché intérieur, malgré ses limites, a subi un renversement radical. La part du marché intérieur qui intéresse vraiment le nouveau modèle est d'environ 20 millions de personnes, qui alimentent directement ou indirectement le secteur les plus lucratifs, l'activité dite « moderne » ou « dynamique » de l'économie : les acheteurs de maisons, d'automobiles, d'appareils électro-ménagers coûteux, les petits et moyens investisseurs. Le reste, c'est-à-dire, 80 millions de brésiliens entrent dans ce marché seulement en tant que prolétaires proprement dits et comme réservoir de force de travail rurale ou urbaine.

Ce n'est pas une simple coïncidence si les secteurs qui ont le plus souffert de la récession provoquée par la politique anti-inflationniste des débuts de la dictature sont exactement ceux qui travaillent pour les consommateurs dont le pouvoir d'achat est le plus faible : les industries de la chaussure et du textile, l'industrie de l'alimentation, le petit commerce, l'agriculture de marché intérieur. La politique de compression des salaires a même réduit les dimensions réelles de ce marché cependant que se créaient toutes sortes de facilités pour les consommateurs privilégiés (le marché constitué par la bourgeoisie et les couches moyennes allant jusqu'au travailleurs les mieux payés). En d'autres termes, il n'était pas intéressant pour les détenteurs du pouvoir d'élargir le marché par l'incorporation des grandes masses prolétaires et semi-prolétaires. Au contraire il s'agissait d'approfondir chaque fois davantage l'abîme entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas.

Il ne s'agit pas de dire que nous nous trouvons devant un penchant aristocratique ou un égarement de la doctrine économique. C'est en fait une politique (sans nul doute de classe et réactionnaire) qui découle d'une analyse du caractère et du comportement du capitalisme brésilien. L'appel à la consommation de produits coûteux, destiné au marché « privilégié » a permis une sorte de réaction en chaîne : concentration des revenus — accroissement de la consommation dans le marché privilégié — profits plus grands et investissements dans les secteurs alimentant ce marché — nouvelle concentration des revenus et ainsi de suite. Le maintien du bas niveau de rémunération des travailleurs est une condition essentielle de ce processus, dans la mesure où il permet l'élévation de ressources des quelques couches moyennes privilégiées, sans toucher



pour autant au profit des capitalistes.

Pour illustrer cet aspect du « Miracle » il est intéressant de noter la croissance du « secteur tertiaire » de l'économie, en grande partie parasitaire. Si cette tendance se faisait déjà remarquer avant le coup d'état, elle a depuis 1964 subi une forte accélération. Et elle ne pouvait en être autrement, car ce secteur est le représentant le plus typique du secteur social bénéficiaire. Ne produisant rien, ce secteur doit être financé par les secteurs productifs, et une croissance aussi spectaculaire que celle qui a suivi le coup d'État ne peut reposer que sur une intensification égale de l'exploitation des travailleurs.

La logique du système est très simple : il est plus facile et plus lucratif de faire doubler le revenu d'une personne qui gagne l'équivalent de 15 « salaires minima » (le salaire minimum légal est une réglementation semblable au SMIG Français) plutôt que d'augmenter de 10 % le salaire minimum de 150 travailleurs. Dans le premier cas le montant de l'augmentation redevient disponible pour les capitalistes, il est dépensé pour la consommation immédiate de produits chers (fabriqués dans les entreprises monopolistes), pour l'achat d'actions, de titres financiers ou il est déposé dans les banques. Dans la deuxième hypothèse l'augmentation ne serait récupérée que sous la forme d'une multitude de petits achats éparpillés dans tout un réseau de petites entreprises. La richesse susceptible d'être distribuée à chaque moment représentant une somme définie et constante, pour en donner plus aux capitalistes ou aux couches moyennes privilégiées, il faut en donner moins aux travailleurs.

Mieux que le Brésil des syndicats ruraux et urbains revendiquant avant le coup d'état de meilleures conditions de vie pour les travailleurs, ce Brésil d'avant 1930, où l'immense majorité de la population n'était qu'une masse de « main d'œuvre » surexploitée ou une réserve vivante dans des conditions inhumaines cadrerait beaucoup mieux avec la doctrine sociale du régime fascinant instauré en 1964, et la contrepartie nécessaire de ce retour au « bon vieux temps » est l'augmentation de la dépendance par rapport à l'étranger.

### LA DÉPENDANCE EXTÉRIEURE

Sans vouloir faire table rase des différences énormes qui existent entre la situation actuelle et le Brésil d'avant 1930, il ne reste pas moins vrai qu'ici encore les similitudes sont significatives. Il est clair cependant que la situation a considérablement évolué après un demi-siècle de développement capitaliste. La remarque que nous voulons faire ici est que les vieux traits de l'économie dépendante, qui étaient contrecarrés par la dynamique du développement capitaliste et par la lutte des classes laborieuses et populaires, ont été renforcés ou ressuscités.

Voyons par exemple le commerce extérieur. Après avoir été, jusqu'aux années 30, ce qu'il y avait de plus important dans l'économie brésilienne, le commerce extérieur (exportations + importations) a décliné en même temps que le développement capitaliste se frayait son cours. Tandis que l'exportation du café à elle seule est arrivée à représenter le quart du produit national brut au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la somme des exportations et importations brésiliennes peu avant 1964 dépassaient à peine le dixième du PNB. En d'autres termes presque neuf dixièmes des biens et des services produits dans le pays étaient destinés au marché intérieur. Et bien, dix ans après le coup d'état, la proportion du commerce extérieur sur le PNB s'approche déjà du quart, selon les statistiques officielles. Nous constatons que la tendance antérieure de renforcement du marché intérieur se trouve renversée, accentuant ainsi la dépendance à l'égard de l'exté-



rieur très particulièrement à l'égard des pays impérialistes.

Le comportement du capital étranger est tout aussi significatif : comme a début de ce siècle des secteurs clés de l'économie brésilienne lui sont rendus, au son des éternels refrains sur « la collaboration qu'il apporte à notre développement ». Dans le passé l'invasion massive s'est produite dans le transport et les services publics, où les perspectives étaient plus souriantes. Maintenant, un demi-siècle après, les capitaux étrangers se ruent sur le secteur financier et les industries « de pointe », pour ne pas parler des achats d'énormes étendues du territoire national en vue d'investissements dans l'élevage et dans les mines.

Ceci évidemment ne veut pas dire que dans la période située entre 1930 et le coup d'état le capital étranger ait cessé de pénétrer en quantité. Ce sur quoi nous insistons est que son degré d'influence sur l'économie nationale et son pouvoir direct et indirect — y compris ce qui concerne la mainmise sur l'appareil d'État — se sont extraordinairement renforcés après 1964. Les investissements directs et les investissements de capitaux déjà installés au Brésil ont presque doublé en dix ans de dictature, atteignant plus de 4 milliards de dollars actuellement, sans compter les grandes entreprises brésiiliennes en titre mais contrôlées en fait par les grands groupes impérialistes. Plus que par un aspect purement quantitatif, la présence du capital étranger est importante dans la mesure où il domine complètement les branches stratégiques de l'économie. Les branches de l'automobile, de la mécanique, de la chimie, des produits pharmaceutiques (secteurs dont le capital étranger s'était déjà emparés avant 1964, mais où son emprise s'est consolidée depuis lors), de l'électronique, de la pétrochimie (soustrait dans la pratique à l'entreprise étatique Petrobras), des travaux publics (où les trusts étrangers imposent leur association avec les grandes entreprises nationales) sont actuellement dominées par le capital étranger. Il en est de même pour les institutions financières qui avant 1964 étaient nationales à presque cent pour cent et dont le pouvoir s'est énormément renforcé après le coup d'état, devenant actuellement le centre dominant de l'économie nationale. Ces deux ordres de transformations sont, bien entendu étroitement liés.

Le gonflement du commerce extérieur et la pénétration du capital étranger ont été aussi accompagnés d'une élévation vertigineuse de la dette extérieure du pays qui passa d'environ 3 milliards de dollars, avant le coup d'état, à environ 15 milliards actuellement. Cette augmentation effrayante de l'endettement a permis, à son tour, l'accumulation d'une réserve de 6 milliards de dollars en devises, ce qui correspond plus ou moins aux besoins en importation de l'année dernière, mais qui est très au dessous du montant prévisible pour 1974 en vertu de la hausse des prix du pétrole et d'autres biens indispensables à l'économie du pays.

La propagande officielle tend à cacher le danger de cette dépendance croissante à l'égard de l'extérieur, en vantant à tout moment les résultats obtenus sur le plan des exportations et de la constitution de réserves en devises. Le bilan cependant n'est guère réjouissant. A cause du développement mal orienté de l'économie, les besoins en importation d'équipements, matières premières et biens intermédiaires augmentent beaucoup plus vite que les exportations, malgré toutes les subsides à l'exportation. D'un côté la dictature crée un système complexe de bonifications aux exportateurs, notamment pour les produits des branches atteintes par la réduction de la consommation populaire et pour les branches dominées par les trusts internationaux ; d'un autre côté le changement de la politique concernant le commerce extérieur a permis un accroissement des importations d'équipements et de biens intermédiaires par rapport à la période antérieure au coup d'état. Le résultat est que la balance commerciale du Brésil



commence à être déficitaire.

Traditionnellement la balance commerciale brésilienne (exportations - importations) était excédentaire. La situation actuelle est parfaitement compréhensible : il faut payer les intérêts et le principal des prêts contractés à l'étranger, rémunérer les capitaux investis, couvrir les frêts et les assurances des marchandises importées. Avec l'accélération de la croissance capitaliste, pendant quelques années la réduction ou l'élimination du déficit amenait un endettement externe plus grand, mais la tendance à l'excédent de la balance commerciale demeurait, surtout parce que la part des produits importés (y compris les équipements) dans l'ensemble des biens nécessaires au fonctionnement de l'économie se trouvait progressivement réduite.

Pendant les premières années qui ont suivi le coup d'état de 1964 la récession économique provoqua une réduction des importations. Peu après le niveau des exportations. Peu après le niveau des exportations connaissait une augmentation considérable due à une conjoncture exceptionnellement favorable du marché mondial capitaliste. Pour ne citer qu'un exemple, les exportations brésiennes de café dans les cinq dernières années se sont maintenues autour du milliard de dollars, soit presque le double des résultats habituels. L'année dernière, le soja et le sucre, à eux seuls, ont fourni un revenu presque équivalent à l'ensemble des exportations d'il y a dix ans.

La logique même du système de reconversion de l'économie visant à l'emprisonner davantage dans les filets du capitalisme mondial provoque l'apparition et l'accumulation de déficits dans la balance commerciale et, plus encore, dans la balance des paiements. Les résultats officiels, comme les bilans des entreprises en situation douteuse, présentent toujours un équilibre faisant apparaître un « solde » qui n'est autre que l'augmentation de l'endettement du pays.

Jusqu'à maintenant ce jeu comptable n'a été possible que dans la mesure où le marché capitaliste mondial présentait des excédents de monnaie en cours de dévalorisation rapide et où il cherchait justement à trouver des « placements » pour ce capital. L'existence de réserves et l'augmentation considérable des exportations, dont les recettes ont été multipliées par 4 en 10 ans, représentent des garanties suffisantes du remboursement de la dette. Actuellement le Brésil paye plus de 2 milliards de dollars par an en intérêts et amortissements. En tant que bon payeur, surtout lorsque le marché extérieur de crédit est favorable, il n'a pas de difficultés pour contracter des emprunts nouveaux encore plus volumineux.

Il peut arriver cependant que cette spirale trouve son point de rupture avant même qu'on puisse le penser. Les techniciens officiels estiment que le déficit de la balance commerciale peut atteindre deux ou trois milliards de dollars cette année, si le prix du pétrole continue à monter. Dans ce cas le total des importations pourra atteindre 10 milliards de dollars, soit 4 de plus qu'en 1973. Du côté des exportations la crise financière mondiale aggravée par la hausse du prix du pétrole tend à amener à une réduction du commerce mondial. En même temps la pénurie mondiale de certains produits agricoles, comme le soja, semble être dépassée. Ainsi les expectatives optimistes quant à la croissance des exportations qui en 1973 atteignaient 6 milliards de dollars, peuvent se trouver renversés, tombant au niveau des 4 milliards enregistrés en 1972. Nous aurions dans ce cas un déficit, rien que dans la balance commerciale (sans compter donc les frêts, les assurances, les royalties, les intérêts, les amortissements etc), égal au montant des réserves.



Bien sûr le marché capitaliste mondial peut présenter pendant encore un certain temps, des conditions favorables à l'économie brésilienne, rendant possible les hausses du prix et du volume des exportations du pays. De telles perspectives (quoique peu probables) ne pourront que contribuer à renforcer davantage la dépendance de l'économie à l'égard du marché extérieur. Malgré les très bonnes conditions dont la dictature a pu bénéficier tout au long de ces dix ans, le résultat final est une dette liquide de neuf (9) milliards de dollars, soit l'équivalent des exportations des deux dernières années. Il suffirait que les conditions externes soient moins favorables pour que les créanciers commencent à exiger leur dû. Il suffirait d'une crise un peu sérieuse dans la balance mondiale de paiements, exigeant une liquidité accrue dans les pays capitalistes plus riches, pour que la dépendance actuelle de l'économie brésilienne dévoile sa conséquence fatale : la banqueroute.

### **CONCENTRATION DE REVENUS : BLOCAGE DES SALAIRES**

L'encouragement à exporter occupe une place essentielle dans la stratégie de la dictature puisqu'elle vise à contrecarrer l'effet de réduction de la consommation due au blocage des salaires pratiqué depuis le coup d'état. Pendant les premières années de dictature la croissance industrielle s'était estompée et avait même été négative en 1965. Déjà dans le premier gouvernement dictatorial (celui du Maréchal Castelo Branco) des mesures avaient été prises pour faciliter l'écoulement à l'étranger des marchandises qui ne trouvaient pas d'acheteurs dans le pays, à cause de la réduction des salaires réels des travailleurs.

En même temps, à l'intérieur, les militaires cherchaient à augmenter le revenu et la consommation de certaines couches moyennes et à créer des mécanismes financiers pour épauler et stimuler la branche du bâtiment par un détournement des fonds de la prévoyance sociale baptisée démagogiquement « plan d'intégration sociale ».

Avec des prétentions sur la « promotion sociale » la dictature veut cacher la face véritable de sa politique de discrimination dans la distribution de la richesse créée par les travailleurs.

Dans un discours d'auto-promotion prononcé fin 1973 le dictateur de service, dressant un bilan de son « mandat » avait affirmé que la croissance du produit intérieur brut au cours des 5 dernières années avait été supérieures à 60 %. Ainsi nous aurions pour les 10 ans de dictature une augmentation d'au moins 100 % dans la richesse créée. En revanche les données présentées par des organismes syndicaux révèlent une réduction supérieure à 40 % des salaires réels pendant cette décennie. Cela veut dire que la richesse créée doublait en même temps que le pouvoir d'achat réel des travailleurs était amputé de presque moitié.

L'augmentation brutale du taux d'exploitation de la force de travail a rendu possible l'accroissement des exportations subventionnées par la dictature, et certaines libéralités relatives à la participation de secteurs des couches moyennes et des échelons supérieurs de la classe ouvrière dans la distribution de la plus-value extraite de l'ensemble du prolétariat brésilien. Il faut remarquer que cette libéralité a un double sens : elle vise à endormir la conscience et à corrompre ; elle permet aussi d'élargir le marché pour les industries qui produisent les articles les plus coûteux et qui sont le ressort principal de la croissance économique brésilienne. Ce qui est détourné de la grande majorité des travailleurs est ensuite distribué parmi les secteurs professionnels qui augmentent le nombre de ceux qui achètent des automobiles, maisons et appartements, appareils électro-ména-



gers de luxe etc. Une autre partie évidemment grossit davantage encore les profits des capitalistes, rendant possible le maintien du taux « miraculeux » de la croissance.

Voilà le si souvent vanté « miracle brésilien » : intensification brutale de l'exploitation des travailleurs pour enrichir encore plus une catégorie très limitée de la population qui peut se permettre d'avoir un niveau de vie comparable à ceux des pays capitalistes les plus avancés, au dépens de la majorité de la population. Ce processus d'accumulation des richesses dans les mains d'un nombre chaque fois plus restreint de personnes au fur et à mesure qu'on monte dans l'échelle sociale peut être résumé à partir des recensements officiels. Entre 1960 et 1970 la partie du revenu approprié par les dix pour cent les plus riches de la population passe d'un peu plus d'un tiers à presque la moitié du total ; en d'autres termes le dixième de la population brésilienne en 1970 gardait la moitié du revenu total. A la base de la « pyramide », l'immense majorité (les quatre cinquièmes ou les 80 % de la population voit sa part réduite de la moitié à un peu plus d'un tiers du revenu. En 1970 ces 80 millions de Brésiliens avaient un revenu total exactement égal aux 5 millions les plus riches. Les secteurs moyens et inférieurs des couches intermédiaires, disons les 10 millions de personnes venant immédiatement au-dessous des dix millions les plus riches, s'approprièrent une part plus grande que celle de la moitié de la population brésilienne. Ensemble ces 20 millions gardaient pour eux environ les 2 tiers du revenu total ; le tiers qui restait était divisé parmi 80 millions de personnes.

Devant ces chiffres la dictature tergiverse, cherche à se disculper. Selon ses pauvres arguments la concentration des revenus serait un fait positif, puisque ce serait une illustration du principe qui veut qu'une meilleure rémunération soit donnée aux gens que s'efforcent d'avoir une bonne qualification professionnelle. Elle révèle aussi, toujours selon la dictature, l'urbanisation et la création de meilleures possibilités de « réussite dans la vie ». Malgré les efforts des techniciens de la dictature, qui ne font qu'inverser l'ordre réel des choses, appelant l'effet cause et vice-versa, les chiffres des recensements de 1960 et 1970 s'imposent d'eux-mêmes. Il est important de remarquer que ce processus de concentration du revenu est essentiel à la survie du régime fascisant instauré en 1964. Le modèle économique de la dictature implique nécessairement l'ouverture de l'économie à l'impérialisme, l'augmentation vertigineuse des exportations, les privilèges accrus des classes et couches sociales aux revenus les plus élevés. Tout ceci impose la nécessité du quatrième pilier du « miracle » ; la répression.

## LA MODERNISATION

Le souci de la dictature d'augmenter la part du commerce extérieur dans l'activité économique brésilienne et d'élever le revenu réel des couches intermédiaires ne représente cependant que la conséquence d'un objectif plus large et prioritaire : le renforcement du pouvoir économique du grand capital. Cet objectif a été atteint par la dite modernisation de l'économie brésilienne, c'est-à-dire, par l'intensification de la reproduction capitaliste sous l'égide des monopoles, surtout étrangers.

On peut le constater sans équivoque par l'analyse du profond changement apporté à la législation et aux institutions économiques par les trois dictateurs qui se sont relayés jusqu'à présent : la législation économique du pays a été reformulée entièrement pour bénéficier aux grands groupes économiques. Le marché des capitaux qui en était à ses débuts en 1964 a été ouvert au capital étranger et



transformé, en 10 ans, en un système financier hautement concentré, dépendant d'une demi-douzaine de grands groupes nationaux et étrangers. La législation nationale sur les ressources naturelles a été modifiée sur tous les points qui intéressaient les trusts étrangers. Même le secteur étatique de l'économie a été mis à la disposition des monopoles. Des subsides et dégrèvements fiscaux ont été institués pour stimuler l'accumulation. Les exportations (surtout celles d'articles manufacturés) ont été largement aidées. La centralisation et la concentration économique ont été directement et indirectement encouragées par l'État. Le pouvoir public agit comme une sorte de « courtier administratif » chargé de mettre en contact acheteurs et vendeurs, d'organiser des fusions, de rechercher des participations, tout ceci en vue de favoriser au maximum les monopoles étrangers et nationaux.

La création du « crédit direct au consommateur » est un bon exemple de la politique d'appui aux monopoles pratiquée par la dictature. Le système d'attraction des ressources a été élargi afin que les sociétés financières puissent fournir du crédit pour l'achat à tempérament d'articles de luxe (et ensuite de biens de consommation plus répandue), ce qui a rendu possible l'utilisation de la capacité de production installée, mais inemployée des industries de l'automobile et de l'électroménager et, par extension du reste de l'économie. La préoccupation centrale de la dictature est l'augmentation du profit des monopoles. Si de là résultent des bénéfices pour l'ensemble de la classe capitaliste et pour certaines couches intermédiaires, tant mieux car ceci ne manquera pas de favoriser à son tour les grands « trusts » qui sont le véritable centre moteur de l'économie du pays.

Cette « modernisation » forcée présente comme contrepartie nécessaire la hausse vertigineuse du nombre de faillites car les petites et moyennes entreprises n'arrivent pas à survivre aux conditions imposées par les monopoles. L'élimination d'entreprises « marginales » rend possible l'élévation du profit moyen des entreprises dans leur ensemble en même temps qu'elle facilite l'assimilation par les monopoles des entreprises les plus rentables parmi celles qui connaissent des difficultés. L'élargissement du marché et l'augmentation de la productivité moyenne du système bénéficie ainsi, d'abord et surtout, aux monopoles. La concentration (et la centralisation) bancaire, intensifiée et portée à ses dernières extrémités par la dictature tout au long de ces dix années est l'expression la plus claire, et peut être la plus importante de ce processus de « modernisation ».

Lors du coup d'état de 1964 le système bancaire brésilien était encore peu développé, il présentait un degré de diversification et de centralisation très bas, et était caractérisé par un grand nombre de petites et moyennes banques. En dix ans une législation protectionniste et des mesures à caractère hautement restrictif ont amené la formation d'un système relativement complexe et centralisé à la tête duquel est installé une dizaine de grands « conglomérats financiers » qui ont tendance à s'agrandir de plus en plus, jusqu'au contrôle complet des banques et institutions financières petites et moyennes.

Un autre point à remarquer dans la politique de « modernisation » est celui de l'extension de l'élevage dans la dite « Amazonie légale » qui englobe l'Amazonie proprement dite et des états environnants. Des grandes étendues de terre ont été vendues à des prix symboliques ce qui a permis aux entreprises industrielles et commerciales, quelquefois étrangères, de convertir une partie du montant qu'elles auraient dû payer au Trésor Public à titre d'impôt en investissement dans des grandes entreprises agricoles et d'élevage qui comptent encore sur un



financement abondant des banques officielles et sur la construction de l'infrastructure d'installation aux frais de l'État. Mais les encouragements officiels n'en sont pas restés là. L'expulsion par la force, des travailleurs sans titre de propriété, installés auparavant dans la région, a permis la formation de grands contingents de semi-esclaves à la disposition des « défricheurs ». La police locale et même l'Armée se chargent d'imposer un régime de travail brutal, écrasant toute tentative de protestation des travailleurs contre cette étrange modernisation. La situation de la région a été plusieurs fois condamnée par l'Église ce qui a valu aux prêtres un traitement semblable à celui dispensé aux travailleurs.

Dans d'autres régions du pays, le vieux « latifundium » lui-même est contraint à une modernisation progressive, c'est-à-dire, est amené à améliorer son indice de rentabilité et de productivité sans que pour autant les conditions de travail et de vie du prolétariat et du semi-prolétariat rural en soient améliorées. Bien au contraire, là où la situation locale le permet, sont réapparues les pratiques de recrutement forcé de travailleurs — surtout au Nord-Est et au Minas Gerais — qui vont travailler dans un semi-esclavage au Goiás et au Mato Grosso. Les dénonciations fréquentes faites par la presse bourgeoise elle-même à ce sujet nous laisse croire qu'il ne s'agit pas d'un phénomène épisodique.

### LE NOUVEL ÉTATISME

L'intervention directe de l'état dans le domaine économique a également subi des transformations profondes. Aux débuts du régime militaire s'est ouverte manifestée la tendance à limiter le secteur de propriété publique et à livrer aux monopoles étrangers la Petrobrás (entreprise étatique détenant le monopole de la prospection, extraction et raffinement du pétrole) et les entreprises sidérurgiques d'État. Cette tendance a été cependant remplacée par une orientation plus souple. Dans le cas de l'acier, par exemple, pourquoi ne pas adopter la solution de type anglais où le secteur étatique produit et vend à bas prix aux monopoles ? Puisque les conservateurs anglais ne sont pas revenus en arrière sur les nationalisations faites par les travaillistes, pourquoi ne pas suivre leur exemple au Brésil ?

Dans le secteur du pétrole les choses étaient plus compliquées. Le secteur pétrochimique pratiquement inexploité a été ouvert au capital privé, y compris au capital étranger. Comme il fallait s'y attendre les grands groupes étrangers s'en sont rendus maîtres, quoiqu'en association avec les groupes nationaux et même avec la Petrobrás. Tout récemment, les projets qui s'avèrent non rentables ont été pris en charge par la Petrobrás.

En d'autres termes, comme l'a affirmé l'ancien président de la Petrobrás et actuel dictateur de service (General Geisel) ce qui compte ce sont les résultats pratiques d'un « nationalisme technique » qui n'a rien de commun avec une attitude d'anti-impérialiste et de défense des intérêts nationaux. Alors que la Petrobrás est en concurrence avec les grands trusts étrangers sur le marché de la distribution des dérivés du pétrole, elle est associée à ces mêmes entreprises dans le secteur pétrochimique et dans la production de lubrifiants.

La dépendance technologique, financière ou économique à l'égard de l'impérialisme et, concrètement, à l'égard des grandes firmes étrangères n'effraye nullement la dictature. Au contraire elle cherche l'« entente », l'intégration, c'est à dire la soumission et la dépendance. Elle joue même le rôle d'auxiliaire de ces grandes entreprises en concentrant les investissements publics dans les secteurs les moins rentables exigeant des ressources plus volumineuses, et elle laisse « la crème » aux monopoles.



La même politique est d'ailleurs suivie dans les sphères financières, en particulier dans le change et dans le crédit. Toutes les facilités sont offertes pour subvenir aux besoins de financement, production, exportation, importation des grands monopoles, ce que multiplie fortement leur rentabilité. En un mot, il s'agit de placer tout l'appareil et toute l'activité de l'État au service de la croissance accélérée du capitalisme monopoliste.

## PERSPECTIVES DU MODELE

Il serait profondément erroné, économiquement et politiquement, de nier ou d'amoindrir la signification de la croissance économique qui a eu lieu pendant les dix ans de dictature fasciste. Il ne nous appartient pas de discuter ici sur les chiffres avancés par les auteurs du « miracle brésilien » quoiqu'ils puissent être considérés comme plus vraisemblables que ceux présentés par les mêmes « magiciens » en ce qui concerne l'inflation et le coût de la vie. Le fait est que la croissance qui caractérisait déjà l'économie dans la période antérieure a été intensifiée au prix (il faut toujours le rappeler) de l'exploitation brutale des travailleurs des villes et des campagnes. Il s'agit donc d'examiner la signification de cette croissance et ses perspectives dans l'avenir.

Une fois dépassée la crise de conjoncture qu'elle a accentuée par des mesures d'austérité en 1964 et 1965, la dictature a profité des conditions externes (conjoncture internationale en hausse) et internes (capacité de production déjà installée) favorables, pour, mettre en œuvre les méthodes les plus sauvages du capitalisme « primitif », promouvoir une croissance accélérée.

Le « modèle » adopté, suivant les canons déjà traditionnels au Brésil, a amené une concentration croissante du revenu, permettant cependant un certain élargissement du marché pour atteindre des secteurs des classes moyennes et quelques « têtes de pont » dans la classe ouvrière. La mécanique répétitive du système tend à élargir progressivement le « marché privilégié », à la condition que soit maintenue une réserve suffisante de force de travail bon marché pour produire la masse de plus-value nécessaire.

Le retard et la mauvaise orientation de l'économie jouent un rôle important. L'existence de grands contingents de la population peuvent encore être recrutés comme force de travail, est utilisée comme facteur de restriction du salaire réel. Les grands cris d'alarme poussés par la presse bourgeoise ces derniers mois sur la pénurie de main d'œuvre apportent une preuve indirecte de ce phénomène. La composition de la force de travail est tellement arriérée qu'une hausse conjoncturelle de la demande de travailleurs ne peut pas être satisfaite par les millions de domestiques, « lumpen », « travailleurs autonomes » et d'autres « catégories urbaines » (sans parler des travailleurs ruraux). Et encore l'augmentation des niveaux de salaires due à la situation conjoncturelle est très loin d'apporter une compensation aux pertes vérifiées au long de ces dix ans.

Ces distorsions de la structures industrielles de l'économie brésilienne agissent pour contrecarrer les tendances à la crise cyclique. **Les secteurs de maturation et d'éclosion des crises capitalistes**, les industries de biens de production, après avoir connu une croissance considérable dans la période antérieure, ont pris du retard sur les industries de biens de consommation pendant la dernière décennie. La part importée de la consommation nationale de biens de production a augmenté sans cesse, accélérant d'abord le rythme de la croissance et, ensuite, provoquant une distance critique entre la production et les besoins en équipements. De cette manière le « miracle » a pu se produire pendant plusieurs années, pre-



nant même de la vitesse au cours des premières années de la décennie 70 et alimentant ainsi la propagande chauvine du « Brésil grande puissance ». Le véritable miracle, qui serait de faire bénéficier la majorité de la population des fruits de la croissance et d'amener l'indépendance économique de la nation face à l'impérialisme est, par contre, complètement exclu de l'éventail des vertus du « modèle ».

Les composantes internes et externes de ce modèle se complètent virtuellement. Et il ne pouvait pas en être autrement puisque l'inspiration permanente, malgré les variations tactiques et les expériences de ces dix dernières années, a été l'asservissement à l'impérialisme. Fils un peu bâtard de l'expansion initiale du capitalisme, le système économique brésilien connaît ses phases de croissance les plus intenses lorsque le capitalisme mondial se trouve déjà dans son stade impérialiste. La révolution russe, les contradictions inter-impérialistes, la deuxième guerre mondiale et les processus de libération nationale en Amérique latine ont permis pendant quelques décennies une tentative d'autonomie. La dépendance essentielle vis-à-vis du système capitaliste mondial a fini cependant par s'imposer sous une forme brutale, installant l'« ordre nouveau », l'ordre du pouvoir des grands monopoles internationaux, soutenus par un régime politique du type fasciste et manipulé par les militaires.



## LE CONTROLE DES MASS - MÉDIA AU BRÉSIL

Fernando PERRONE

Professeur à l'UNiversité de Paris XIII

### I. INTRODUCTION

#### 1.1. — L'Émetteur et la Société

Parler du contrôle des mass-media dans n'importe quel type de Société, implique, au départ, une analyse de la structure de cette société, de sa composition sociale ainsi que des rapports entre les diverses classes de l'État.

Si nous considérons les mass-media dans ce contexte que plusieurs auteurs dénomment « l'industrie culturelle », on peut faire un parallèle entre le contrôle des moyens de productions matérielle et le contrôle des moyens de production culturelle, surtout en ce qui concerne l'information.

On atteindrait, alors au fait que dans une société capitaliste les mass-media seraient sous le contrôle de la bourgeoisie et que chez les socialistes celles-ci seraient sous le contrôle d'un « État prolétarien », particulièrement dans l'étape appelée « dictature du prolétariat ».

Une telle approche du problème risque de tomber dans la simplification aveugle, surtout si l'on considère que dans plusieurs pays de structure dominante capitaliste, des mass-media importantes notamment le secteur de radio et télévision, sont contrôlés par l'État.

Evidemment, comme il arrive dans plusieurs secteurs de la production matérielle, les classes et/ou groupes dominants peuvent utiliser l'État — qui leur appartient — comme un moyen de coordination du système d'exploitation qui le caractérise, ce qui explique l'existence d'un secteur nationalisé, parfois important, dans divers pays capitalistes. Par contre, si l'on trouve fréquemment certaines activités économiques ou culturelles de l'État, c'est le résultat des exigences de masses populaires, lesquelles même inscrites dans un contexte capitaliste, luttent pour arracher aux grands intérêts monopolistes des secteurs considérés comme vitaux ; souvent les bourgeoisies nationales ne sont pas détachées de tels types de revendications.



De toutes façons, et sitôt repérées les particularités citées, nous pouvons considérer que l'émetteur — dans le cas des mass-media — tend à se confondre avec le groupe social dominant, soit par la voie de la propriété capitaliste des structures technico-financières, soit à travers le contrôle de l'État, celui-ci étant considéré comme une projection des structures sociales locales.

## 1.2. — D'autres types de contrôle

D'un autre côté, ce n'est pas seulement la propriété matérielle d'un système technico-humain de communication qui détermine le contrôle et la direction du contenu des messages émis. Dans la plupart des cas la **publicité commerciale** exerce une influence d'importance extraordinaire dans l'orientation des mass-media, surtout pour ceux qui n'arrivent pas à maintenir leur indépendance à partir de la vente au public, et pour la radio-télévision. La possibilité de censurer les contenus, de les modifier, qu'ont les gros annonceurs et les patrons des agences de publicité est plus connue. Bien souvent la publicité est utilisée à des fins cachées, particulièrement celle qui est, par euphémisme, appelée « publicité institutionnelle ». Comme on le verra plus loin dans ces cas concrets, elle apparaît comme un véritable « achat » de l'orientation politico-idéologique des mass-media.

Un autre type de contrôle, plus connu, plus patent et non moins efficace, c'est la **censure**. Elle est en général, mise en œuvre par les organismes de sécurité des gouvernements. Moins importante (mais pas absente) dans les pays de régime libéral, la censure apparaît comme un élément brutal de contrôle des mass-media dans des pays gouvernés par des régimes totalitaires, tel le Brésil, pays objet de notre communication.

Les pays sous-développés, en général, doivent se limiter à recevoir la plupart des informations concernant ce qui a lieu à l'extérieur par l'intermédiaire des **agences des nouvelles**, liées aux intérêts métropolitains. Cela est dû à l'impossibilité matérielle de monter une structure journalistique couvrant le monde entier ; il s'agit donc, d'une autre forme de soumission informationnelle, puisqu'il est évident que trois ou quatre grandes agences, qui contrôlent le « marché » international des informations, disposent d'une influence remarquable sur la presse locale.

De plus les mass-media disposent d'un type de « feed-back », en ce qui concerne le contrôle des effets de leurs messages et l'état général de l'opinion. Si l'on pense à la nécessité de connaître la « conscience possible » des récepteurs et leur obéissance à un système de codes accessibles et si l'on pense à la nécessité d'une information permanente sur les références culturelles des lecteurs, auditeurs et spectateurs, nous pourrions conclure facilement que la liaison, au moins de classe, des mass-media aux institutions de sondage d'opinion, ou encore ceux qui possèdent des systèmes propres de « feed-back » - tels que les sections d'étude de la correspondance et des réactions des récepteurs — rend plus facile l'aptitude à changer ou renforcer, selon leurs intérêts de groupe et/ou de classe, les références culturelles, ce qui veut dire en dernière instance, l'idéologie des récepteurs. De tout cela nous pourrions conclure que l'existence d'un système efficace de « feed-back » — ce qui implique la possession de ressources matérielles considérables — est aussi un facteur à prendre en compte lorsqu'on pense au contrôle indirect des mass-media.

Finalement, quand on discute du contrôle des messages qui émanent des mass-media, on ne peut pas oublier l'**environnement idéologique** à travers lequel circulent les messages. S'il est vrai que l'idéologie de la classe dominante dans



une société c'est l'idéologie de la classe dominante, il faut convenir que les formes d'expression — au niveau des signifiants et des signifiés — représentent un système de domination culturelle. Ce type d'influence, plus difficile à détecter, puisqu'il est imprégné aux messages, continue à exister même lorsque la relation des forces sociales commence à être troublée. Même dans les pays où les organisations et la presse « contestataires » sont autorisées et ont une vie légale, on note l'influence de la culture des classes dominantes dans les contenus de cette presse, et cette influence peut être perçue même dans les pays socialistes, ce qui confirme que la base spirituelle de la culture change plus lentement que la base matérielle, ou bien que des éléments de la superstructure persistent malgré les modifications de l'infrastructure. Si tout cela est vrai, on peut imaginer dans quelle mesure le peuple brésilien se trouve exposé à la diffusion de messages dont les contenus reflètent l'idéologie, c'est-à-dire, l'expression et les intérêts du système international de domination de classe.

### 1.3. Quelques aspects de la situation politico-sociale au Brésil

Pour bien comprendre la situation des mass-media dans un pays comme le Brésil, il faut faire un bref rappel de sa situation actuelle.

Représentant approximativement la moitié de l'Amérique Latine, par la surface, la population et le PBI, le Brésil a eu un type de colonisation qui l'a séparé des autres pays ibéro-américains. Du point de vue historique et culturel c'est un pays qui « regarde l'Atlantique, en tournant le dos au reste du sous-continent ». La différence de langue accentue la séparation psychologique des brésiliens, par rapport aux autres peuples latino-américains.

Ayant des structures économiques et sociales qui caractérisent un état de dépendance, le Brésil est un des objectifs prioritaires des capitaux monopolistes, qui l'utilisent de manière croissante comme réservoir de main-d'œuvre et de matières premières à coût très bas. Un tel processus s'est accentué après 1964, lorsqu'un coup d'État a soumis le pays à un régime militaire d'extrême-droite. Ce régime a supprimé les libertés fondamentales, atteint et compromis les possibilités, déjà limitées, de constitution d'un système de communication de masse au service du progrès socio-culturel de la plupart des brésiliens.

La pression sur les mass-media existantes s'est accentuée de façon remarquable. Ceux qui n'ont pas voulu (1) pactiser avec le régime ont été détruits. Les survivants sont soumis à tous les types de coercition, la censure étant une institution hypertrophiée, avec un immense appareil pour contrôler toutes les possibilités de circulation des idées dans le pays. Conséquence inévitable, toutes les mass-media du Brésil ont connu une très grande baisse de niveau culturel, étant donné que certains secteurs, comme la presse quotidienne, ont enregistré une baisse de diffusion importante, en raison du manque d'intérêt de la population à l'égard d'une information dont on sait qu'elle est contrôlée, filtrée et castrée à tous les niveaux possibles.

(1) C'est le cas des journaux « Última Hora » (S. Paulo et Rio) et « Correjo da Manha » Rio, le premier acheté par le groupe « Frias », le second étant affermé.

## II. — LA SITUATION DE LA GRANDE PRESSE BRÉSILIENNE

### II.1 — Les grands groupes

La presse écrite, contrôlée, en général, par de grands intérêts financiers, est le secteur le plus touché par les effets de la censure et la baisse du niveau cul-



turel. La plupart des journaux brésiliens subit un processus de diminution de circulation, ce qui les rend encore plus dépendants de la publicité commerciale et de la publicité officielle payée, une des formes indirectes du contrôle de la presse. La crise de la presse brésilienne a eu comme résultat la concentration sous le contrôle des groupes les plus riches et les plus modernes. Ces groupes disposent de grosses ressources financières, de l'aide des crédits du gouvernement, ou, principalement, de capitaux étrangers, comme c'est le cas pour les groupes « Globo », « Frias » et le groupe « Abril ». Le groupe « Diarios Associados », créé par Assis Chateaubriand, à partir de capitaux nationaux, autrefois le réseau de mass-media le plus puissant du pays, a subi un processus de démembrement. Ce qui est resté est en voie d'absorption, de liquidation ou en pleine décadence.

Le groupe contrôlé par M. Frias, un autre homme d'affaires brésilien, a commencé à grossir pendant les années 60, avec le rachat du groupe « Folha de Sao Paulo » ; ceci a été possible grâce à des financements nord-américains, en particulier de l'alliance pour le Progrès ». Plus tard ce groupe a acquis plusieurs mass-media indépendante, aussi bien dans le secteur de la presse, que dans celui de la radio-TV.

Le groupe « Globo », contrôlant plusieurs mass-media dans tout le Brésil, principalement à Sao Paulo et Rio de Janeiro, a fait une communication récente, par la voix de son PDG, M. Marinho, selon laquelle il venait de se détacher du groupe « Time-Life (1). C'est aussi, un groupe en pleine ascension, surtout dans le secteur TV, il est connu pour ses positions ouvertement en faveur d'intérêts étrangers monopolistes, surtout nord-américains.

Dans la presse quotidienne il y a également d'autres groupes puissants, par exemple la famille Mesquita, de Sao Paulo, qui contrôle deux grands quotidiens et une radio, avec une structure technique moderne et une réalisation de bon niveau, groupe qui est considéré par le journal « Le Monde » comme « ultra conservateur ». Il y a aussi d'autres groupes comme le « Journal do Brasil », qui appartient à M. Nascimento Brito & Comtesse Pereira Carneiro.

Le groupe « Abril, de Sao Paulo, contrôle une grande partie de la presse hebdomadaire, ainsi qu'un nombre non négligeable de publications « culturelles », spécialisées par secteurs, comme la presse « féminine » « enfantine », des éditions en fascicules, etc. Ce groupe est un des responsables principaux de la prolifération des bandes dessinées importées, genre Walt Disney ou autres foyers de formation de l'idéologie des enfants « made in USA ».

Le groupe Bloch, de Rio de Janeiro, se consacre aussi à l'impression et à la distribution des hebdomadaires qui se caractérisent par leur bas niveau culturel et moral.

Comme on verra plus loin, à ces groupes s'en ajoutent d'autres plus petits, mais également rattachés aux intérêts et aux objectifs aliénateurs et antinationaux du système de domination auquel le peuple brésilien se trouve subordonné.

(1) Il faut noter que cette liaison fut niée à plusieurs reprises, dans le passé.

## II. 2. — La presse quotidienne

Lorsque nous parlons de presse quotidienne brésilienne, nous sommes obligés de nous limiter aux principaux centres urbains et économiques, puisqu'à l'exception de quelques capitales de province, de Rio de Janeiro et de Sao Paulo, il n'existe pratiquement pas de presse régionale. En termes statistiques



de diffusion (1) 87 % des quotidiens brésiliens sont édités dans les capitales des états, alors que 65 % sont édités dans les seules villes de Sao Paulo et de Rio de Janeiro.

Pour avoir une idée de la dimension et du contrôle de cette presse quotidienne, nous présentons quelques uns des principaux journaux, avec leur tirage approximatif et le groupe propriétaire.

#### SAO PAULO

« O Estado de Sao Paulo »	150 000	Mesquita
« Jornal da Tarde »	140 000	«
« Diario de Sao Paulo »	10 000	Monteiro Ex Chateaubriand
« Diario Da Noite »	70 000	«
« Folha de Sao Paulo »	150 000	Frias
« Noticias Populares »	120 000	«
« Ultima Hora »	30 000	Frias ex weiner
« Folha da Tarde »	50 000	«
« A Gazeta »	15 000	«

Il faut noter aussi l'existence du « Diario Popular », indépendant jusqu'à présent mais sans grandes importance, et de la « Gazeta Mercantil » un quotidien d'économie et finances, contrôlé par un M. Levy, lié à l'oligarchie agraire et à des groupes banquiers

#### RIO DE JANEIRO

« Jornal do Brasil »	120 000	Nasc. Brito & Comtesse P. Carneiro
« Correio da Manha »	20 000	groupe immobilier « Metropolitana » (locataire)
« Ultima Hora »	50 000	« Metropolitana » - Ex Wainer
« O Dia »	70 000	Chagas Freitas (gouverneur de l'état)
« O Globo »	180 000	Marinho (Time Life ?)
« Diario de Noticias »	40 000	sous contrôle militaire
« Tribuna da Imprensa »	50 000	Carlos Lacerda, politicien conservateur

(1) « Anuario Estatístico do Brasil — IBGE — Guanabara 1973

Il y a quelques quotidiens importants, en dehors de Sao Paulo et de Rio de Janeiro :

Brasília	« Correio Brasiliense »	30 000
Salvador	« A Tarde »	40 000
	« Diario de Noticias »	30 000
Recife	« Diario de Pernambuco »	40 000
	« Jornal do Comercio »	30 000
Porto Alegre	« Correio do Povo »	100 000
	« Folha da Tarde »	50 000
Niteroi	« O Fluminense »	25 000
Belo Horizonte	« O Estado de Minas »	60 000
	ex Chateaubriand	
	« Diario da Tarde »	30 000
	« Diario de Minas »	20 000



### II. 3. Les hebdomadaires

C'est un secteur où il y a une concentration croissante, surtout depuis l'installation à Sao Paulo du groupe « Abril dirigé par M. Victor Civita. Le groupe « A « Abril » possède un hebdomadaire d'informations générales et politiques, « Veja », le plus important du Brésil tant par sa diffusion que par son niveau journalistique, un nombre important et croissant de publications spécialisées, « féminines », enfantines » etc, ainsi que toute une gamme de publications en fascicules. L'origine du capital de ce groupe est plus ou moins obscure ; il s'agit d'un centre d'édition de matériel importé, principalement en ce qui concerne les « fascicules » et la littérature pour enfants. En résumant, dans le groupe « Abril » on peut retenir :

« Veja »	Informations Générales et Politiques	200 000
« Realidade »	« « «	50 000
« Claudia »	Revue pour les femmes	80 000

plus toute une série de revues pour enfants (Walt Disney, etc.), des revues spécialisées en « automobile » tourisme, etc, et des publications en fascicules.

A Rio de Janeiro, le plus important groupe éditeur d'hebdomadaires est le groupe Bloch, qui produit :

« Manchette »	Informations générales et politiques	150 000
« Fatos & Fotos	« « «	50 000

ainsi que d'autres publications spécialisées, principalement du type « féminin » et « enfantin », utilisant des matériaux importés de l'étranger.

A Rio de Janeiro, il y a, aussi, une publication bi-mensuelle d'informations générales et politiques, « Visao », jadis rattachée au groupe nord-américain « Vision » (qui édite dans toutes l'Amérique Latine) et qui, actuellement, se présente comme indépendante, son propriétaire « officiel » Emilio Farah. « Visao » a un tirage d'environ 150 000 exemplaires.

Dans le secteur des journaux dominicaux à libre distribution, dont les revenus dépendant exclusivement de la publicité commerciale, il y a, à Sao Paulo, « Shopping News » et « City News », qui sont ce que leur nom indique.

Il ne faut pas oublier deux hebdomadaires d'opposition à l'actuel régime, lesquels, pour ce fait, subissent d'énormes pressions financières, et la censure du gouvernement. Ils arrivent à survivre avec des grandes difficultés. Ce sont :

« Opiniao » Hebdomadaire d'Informations Politiques et Générales, avec une édition brésilienne de « Le Monde » — Sao Paulo

« O Pasquim » Hebdomadaire satirique - Rio de Janeiro

### III. — RADIO ET TÉLÉVISION

C'est le secteur qui a la plus grande influence sur l'opinion publique brésilienne, non seulement par ses caractéristiques techniques qui étendent sa pénétration, mais aussi parce qu'il s'agit d'un pays présentant un taux d'analphabétisme supérieur à 40 %

A la manière de la presse écrite, il y a une concentration des émetteurs TV dans les grandes villes, avec 77 % (1) dans les capitales, en termes de puissance (KW), 45 % de la puissance totale étant installée dans les seules villes de Rio de Janeiro et Sao Paulo. Dans le cas des stations de radio d'ondes moyennes,

(1) « Anuario Estatístico do Brasil » - op cit.



la puissance installée dans les capitales des états correspond à 76 % du total, 40 % se trouvant dans les seules villes de Rio de Janeiro et de Sao Paulo (1). La propriété et le contrôle des principaux émetteurs de radio et de télévision (correspondent, plus ou moins, à la même structure de domination de la part des grands capitalistes, fréquemment liés à des intérêts étrangers comme pour la presse. Nous donnons ci-après la liste des principales stations, par ordre décroissant d'audience, avec le nom de la personne ou de l'institution qui les contrôle.

### TÉLÉVISION :

#### Sao Paulo

1. — « TV Globo » — (1) M. Roberto Marinho (lié à « Time-Life »), qui contrôle d'autres TV, radio et journaux dans tout le pays.
2. — « TV Tupi » — M. Edmundo Monteiro - partie de l'ancien empire « Associados » de M. Chateaubriand.
3. — « TV Record » — M. Paulo Machado de Carvalho et groupe Gerdau (allemand) — Cette TV est en faillite.
4. « TV Bandeirantes » M. João Saad, propriétaire d'un grand réseau de radio-diffusion dans tout le pays.
5. — « TV Gazeta » — Grupo Frias, propriétaire d'un grand réseau de quotidiens à S. Paulo.
6. — « TV Cultura » — Propriété du gouvernement de l'état de S. Paulo sacrifiée au profit des stations privées, ne maintient que 2 % de l'audience.
7. — « TV Excelsior » actuellement fermée, doit être remise en service sous le contrôle du groupe « Jornal do Brasil ».

#### Rio de Janeiro

1. — « TV Globo » (1) — M. Roberto Marinho (rattaché à « Time-Life »)
2. — « TV Tupi » — João Calmon — appartenait au groupe Chateaubriand
3. — « TV Rio » — contrôlée par un groupe religieux qui est propriétaire de la TV de P. Alegre.
4. — « TV Continental » — Groupe R. Berardo, qui contrôle aussi des stations de radio.
5. — « TV Cultura » — Propriété du gouvernement de l'état de Guanabara, avec 1 % d'audience
6. — TV Jornal Do Brasil » — ce même groupe qui contrôle des quotidiens, TV et radios, ancienne « TV Excelsior », pas encore installée:

Dans les autres capitales brésiliennes, nous pouvons signaler :

Brasilia : « TV Nacional de Brasilia » — Gouvernement Fédéral

« TV Globo » — Groupe Marinho (Time-Life)

Porto Alegre : « TV Difusora » — Groupe religieux, contrôle aussi « TV Rio »

« TV Globo — groupe Marinho (Time-Life)

(1) Il faut noter que le groupe « Globo » (Roberto Marinho — Time Life ne représente plus de 50 % de l'audience de TV à S. Paulo, Rio de Janeiro, Brasilia, Porto Alegre et Recife.



Recife : « TV Globo » Groupe Marinho ( Time Life )  
TV Jornal do Comercio »  
TV Associadas » — Ancien groupe Chateaubriand  
Belo Horizonte : « TV Itacolomi », TV Alterosa » et « TV Belo Horizonte »

#### RADIO :

Les groupes et les personnes qui contrôlent les stations de radio des villes principales du Brésil sont pratiquement ceux qui contrôlent aussi les chaînes de TV et la presse écrite.

##### Sao Paulo (1) (par ordre d'audience)

- « Nacional » — Groupe « Globo » (Marinho « Time - Life »)
- « Bandeirantes » — Joao Saad — grande chaîne de radios dans le pays
- « Difusora » — M. E. Monteiro - ex-Chateaubriand — une des plus grandes chaînes de radio du pays.
- « Tupi » — « « « «
- « Panamericana » — Antonio A. de Carvalho - fils de P.M. de Carvalho (TV et Radio Record)
- « Excelsior » — Groupe « Globo » — M. R. Marinho « Time Life »
- « Gazeta » — Groupe « Frias » (voir quotidiens et TV)
- « Eldorado » — Groupe Mesquita (voir quotidiens)
- « Record » — M. Paulo M' Carvalho (voir TV record et radio Panamericana)
- « Cultura » — Gouvernement de l'État de S. Paulo

##### Rio de Janeiro

- « Globo » — M. R. Marinho — « Time Life »
- « Mundial » —
- « Jornal do Brasil » — Nasc. Brito & Comtesse P. Carneiro
- « Guanabara » — Groupe J. Saad (voir radios de S. Paulo)
- « Continental » — Groupe R. Berardo

A Brasilia la radio « Nacional de Brasilia », la plus importante, est contrôlée par le Gouvernement Fédéral. Dans les capitales des autres états, les principales stations de radio sont contrôlées par les mêmes groupes, à peu près, qui se partagent le contrôle des mass-media à S. Paulo et Rio de Janeiro.

#### IV. CINEMA ET THEATRE

La production cinématographique brésilienne a toujours été irrégulière, malgré le rôle pionnier de certains réalisateurs (Cavalianti et Glauber Rocha, parmi d'autres) qui ont acquis une renommée internationale.

Pendant les années 50 on a créé à S. Paulo la Cie: Vera Cruz, avec l'aide de l'État, expérience qui a échoué depuis quelques années. actuellement il y a quelques producteurs isolés - ceux qui disposent de capitaux - qui survivent grâce à la production de films dits « d'amour », mais plutôt pornographiques — Jesse Valadao Irmaos Farias, Walter Hugo Cury, Massaini et autres — ou alors grâce à des actualités de très bas niveau (Primo Carbonari), qui survivent de la publicité faite pour des personnalités de la vie politique, financière et mondaine.

( 1 ) Il faut noter que, à Sao Paulo et Rio, les stations de radio qui maintenaient une certaine indépendance par rapport au régime, ont été fermées, comme ce fut le cas des radios Mayrink Veiga (Rio), de la radio Marconi (SP) et de la radio 9 de Julho (SP), qui appartenait à la Curie de S. Paulo.



Il y a une entité de l'État, l'« Embrafilmes », dont la finalité est de financer la production cinématographique ; il s'agit d'un organisme dirigé par le gouvernement fédéral sans participation de cinéastes à la direction ; les postes-clés sont dans les mains des militaires. L'accord de financement dépend d'une censure préalable des « scripts », laquelle est faite suivant les règles de la censure institutionnalisée. Cette censure s'opère selon des critères idéologiques et politiques si bien que plusieurs producteurs parmi ceux déjà cités, obtiennent des crédits avec la plus grande facilité, pour la production des films « d'amour ».

Récemment, le journal « O Estado de Sao Paulo » a divulgué une longue liste de titres de films réalisés sous le patronage du gouvernement, il s'agissait de films typiquement pornographiques.

L'étape de la production dépassée, les réalisateurs doivent faire face au problème de la censure. Il existe un grand nombre de films brésiliens dont on empêche la sortie dans le pays ; ou bien la censure les mutilé de façon à en annuler le contenu. Il faut souligner que la corruption n'est pas absente dans les procédures de censure, laquelle, inplacable du point de vue politico-idéologique, peut être assez souple du point de vue de la pronographie, si on offre quelques « petits cadeaux ».

Le réalisateur brésilien de cinéma, même s'il arrive à surmonter les obstacles que représentent le financement de la production et la censure, a devant lui le problème de la distribution. La distribution se trouve aux mains de groupes étrangers (Metro) ou de groupes propriétaires de chaînes de salles de cinéma, tels que « Sul Ltda » et « Pedutti », ou de grands distributeurs tels que Massaïni, Severiano, Bruni, Netto, etc. De tels groupes, ainsi que les propriétaires des salles de projection de cinéma, outrepassent fréquemment les lois de protection du cinéma national et distribuent les films, nationaux et étrangers, selon le critère de la rentabilité. C'est ainsi que les productions étrangères commerciales de bas niveau, surtout nord-américaines, ont le quasi-monopole des salles de cinéma brésiliennes. Il est vrai aussi que dans le cas du cinéma destiné à la TV, le monopole destiné à la TV le monopole des films étrangers est pratiquement total.

Le théâtre brésilien est dans une situation de plus en plus critique, depuis 1964, à cause de problèmes financiers, de la censure et du terrorisme d'extrême droite soutenu par le gouvernement. Fréquemment ces problèmes s'accumulent, comme dans le cas d'une production récente de Chico Buarque de Holanda (« Calabar ou l'éloge de la trahison ») qui a été interdite lorsqu'elle était prête pour la scène, ce qui a représenté des dommages matériels incalculables et a eu pour effet un découragement évident de tous les réalisateurs.

#### V. LA RENTABILITÉ DE CERTAINS MASS-MEDIA

D'une manière générale la situation financière des mass-media brésiliens est précaire. Il y a des problèmes de mauvaise gestion, de détournement de fonds, une baisse notable de la diffusion des journaux. Toutefois certains des grands groupes, qui absorbent de façon croissante les mass-media indépendantes, réalisent de résultats financiers très positifs, comme c'est le cas du groupe « Abril » qui, en 1972, a présenté un chiffre d'affaires « avoué » de 451 millions de cruzeiros (apro. 75 millions de dollars) (1). En principe cette rentabilité devrait provenir de la publicité commerciale et de la vente aux lecteurs, la première étant plus importante pour le secteur de radio-TV (2)

(1) « Exame » — no 75 - Nov. 1973

(2) En 1972 la TV a reçu 36, 2 % de la publicité, au Brésil. Même source



Cependant, pendant l'année 1973, une querelle entre le groupe Mesquita, de Sao Paulo, et le gouverneur de l'état, a montré à l'opinion publique la façon, vraiment scandaleuse, avec laquelle les pouvoirs publics corrompent les mass-media, en leur commandant une quantité de publicité gouvernementale sans laquelle plusieurs journaux ne pourraient pas survivre. Même le groupe « Abril » s'est vu supprimer la publicité de la Cie Varig (transports aériens) pour n'avoir pas donné la version « terroriste », d'un accident au lieu de critiquer le comportement des fonctionnaires de cette Cie. Nous avons, donc, une publicité gouvernementale qui accumule la propagande officielle et la corruption des mass-media brésiliens.

## VI. LA CENSURE

Le Brésil est un des pays où le contrôle massif des messages par la censure prend des allures vraiment scandaleuses. La censure existe à tous les niveaux de l'information : elle est faite par la sélection des financements publics, comme c'est le cas de l'« Embrafilmes », par le financement indirect, comme c'est le cas de la distribution de la publicité ainsi que l'a dénoncé le quotidien « O Estado de Sao Paulo », lorsque le gouvernement de l'état lui a refusé sa publicité à cause des campagnes effectuées par ce journal. Elle existe dans la distribution de la publicité commerciale, à travers la sélection faite par les grandes agences de publicité commerciale, à travers la sélection faite par les grandes agences de publicité à l'intention des grands annonceurs. Mais c'est la censure directe, policière faite par la police fédérale, qui apparaît sous la forme la plus choquante : n'importe quel lecteur brésilien peut se rendre compte de ce qui se passe lorsqu'il constate que certains journaux, plus courageux, paraissent garnis de recettes de cuisine ou de poèmes épiques, avec parfois d'énormes espaces en noir (car il est interdit de laisser en blanc les espaces censurés...), afin de remplir la place laissée vacante par la censure au moment de la parution. Il y a la censure préalable à laquelle sont soumis certains hebdomadaires plus ou moins d'opposition, et celle que l'on appelle l'« auto-censure », qui est la plus utilisée, dans le cas des quotidiens et de la radio TV.

Chaque semaine sont retirés de la circulation des disques et des livres, puisque, comme c'est courant dans un régime d'exception, il n'y a aucune garantie pour les éditeurs. Ils ne savent même pas jusqu'où ils peuvent aller, ce qui les force à une sorte d'auto-censure permanente, afin d'éviter les dommages que la saisie des éditions leur fait courir.

Évidemment le thème préféré de la censure, c'est le contenu politico-idéologique des informations ; dans certaines périodes la Police Fédérale distribue des instructions spécifiques / on ne peut pas citer le nom ou les déclarations de l'Archevêque D. Helder Camara, pas même quand il a reçu le Prix Nobel « sauvage » de la Paix, on ne peut pas critiquer le « miracle économique » on ne peut pas citer le nom des personnes qui ont perdu leurs droits politiques, on ne peut pas critiquer le régime du général Pinochet au Chili, on ne peut pas critiquer les autorités, surtout quand il y a des catastrophes dues à la corruption dans les constructions publiques, ou aux difficultés économiques du pays. Surtout, on ne peut citer, jamais, la torture et les assassinats de milliers de prisonniers politiques. Récemment, le fils d'un ministre a été mêlé à un scandale relatif à l'usage de drogues et assassinat de mineurs, mais la divulgation du fait a été interdite. Quel citoyen brésilien ignore que le Ministre Andreazza a monté une centrale de corruption financière pendant 8 ans ? Quel mass-media brésilien a osé citer ce fait ? On pourrait remplir des pages et des pages avec les interdic-



tions spéciales qui arrivent aux rédactions des mass-media brésiliennes, par le canal des circulaires de la police fédérale. Cette limitation des informations distribuées au peuple brésilien est responsable de l'énorme degré de depolitisation de l'opinion et, d'un autre côté, elle provoque la chute de la diffusion des journaux, en raison du manque d'intérêt pour les informations politiques autorisées. Récemment, le coup d'État démocratique du Portugal, en permettant le triplement des éditions de journaux à Lisbonne, a montré combien la censure des mass-media avait limité l'intérêt des lecteurs.

Dans le secteur cinématographique, la censure va jusqu'à s'exercer sur les commentaires plaisants de la presse étrangère, ce fut le cas de journaux européens ( « Le Monde », par exemple) qui, récemment, ont publié une liste de films interdits au Brésil.

Il faut dire que la censure de la pornographie existe de façon moins rigide — dans ce secteur la corruption des censeurs est admise — bien que, parfois, on interdise une série de films « pornographiques » pour confondre l'opinion et mettre parmi eux des films véhiculant des messages politico-idéologiques contraires au régime. Ce fut le cas, en 1972/1973, de l'interdiction des films dits « pornographiques » pour empêcher la projection de l'« Affaire Mattei », « Z », « Un citoyen au-dessus de tout soupçon » et d'autres films dont le contenu pouvait évoquer la situation actuelle du Brésil.

## VII. — LA PUBLICITÉ

La publicité, sans laquelle la plupart des mass-media brésiliens ne pourraient pas survivre, est une autre forme, très efficace, de contrôle indirect de leurs messages.

La publicité commerciale est aux mains des grandes agences nord-américaines : McCann Ericson, Thompson et Norton se distribuent le contrôle de la publicité commerciale, au détriment des petites agences nationales. Elles contrôlent même la réalisation de la propagande du régime, émise intensément à travers la TV.

Ce système est une aliénation : les grands annonceurs interviennent directement dans le contrôle des messages. Quels mass-media osent critiquer l'action des grands monopoles, puisque ce sont eux-mêmes qui organisent les campagnes publicitaires les plus importantes ? Qui osera dire que M. Diniz, des « Supermarchés » Pao de Açucar, et M. Peri Igens, de l'« Ultragaz », ont organisé et financé l'OBAN (la Gestapo brésilienne) et l'« Squadron de la Mort », et courir, au-delà des risques policiers, ainsi que le risque de perdre le bénéfice des comtes publicitaires de ces entreprises ?

Il est connu que la publicité « commerciale » se présente sous deux formes : la commerciale, proprement dite, et celle appelée « institutionnelle », qui est une forme indirecte de financement et de corruption des organes de diffusion. Avant même 1964, de grandes annonces publicitaires de la « Sao Paulo Light », monopole de distribution de l'électricité, paraissaient dans les quotidiens de Sao Paulo, cependant que les rédactions recevaient des instructions pour arrêter la divulgation des propos tenus par un député qui dénonçait l'action de cette entreprise étrangère. Et, pourtant, une compagnie qui monopolise la distribution d'énergie électrique n'avait pas besoin de publicité pour la vendre, surtout dans une époque où il y avait un rationnement à Sao Paulo.

Récemment, le journal « O Estado de Sao Paulo », a dénoncé la suppression de la publicité du gouvernement de l'État en précisant qu'il avait une autonomie financière lui permettant de s'en passer, ce qui veut dire que les autres...



## VIII. — LES AGENCES D'INFORMATION

Rares sont les organes d'information brésilienne qui peuvent compter sur leur propre structure d'information à l'extérieur, ce qui place les mass-media brésiliens dans une dépendance presque totale, envers les Agences d'Informations étrangères, surtout l'« United Press », « Associated Press » et, dans une moindre mesure, « France Press », « Reuter » ou autres agences européennes. Ces agences sont donc les yeux et les oreilles des brésiliens à l'extérieur et le font, en général, en fonction des intérêts « métropolitains ». Les nouvelles provenant des agences d'information des pays socialistes ou du « tiers monde » sont pratiquement absentes de la presse brésilienne et, de plus, l'agence « Latin », créé par des groupes conservateurs latino-américains, pour faire contrepoids à « Prensa Latina » (cubaine), semble être un grand échec, aussi bien que d'autres petites agences brésiliennes, comme le « Jornal do Brasil ».

## IX. — L'ORGANISATION DES JOURNALISTES

Les syndicats des journalistes brésiliens sont sous la tutelle, ainsi que tous les autres syndicats, du Ministère du Travail et des organismes de « sécurité » du régime. Ils n'ont pas la moindre autonomie indispensable aux professionnels de la presse pour répandre une information objective et conforme aux intérêts du pays. Il suffit de dire que, comme cela se passe avec les autres syndicats, pour participer aux élections syndicales, les journalistes doivent présenter un « certificat d'idéologie » fourni par la police politique. Mais ceux qui arrivent à surmonter cet obstacle sont en permanence exposés à la suspension de leur mandat syndical par le Conseil de Sécurité National.

Par contre l'Association Brésilienne de Presse (ABI), fonctionne avec une certaine autonomie, c'est une organisation des patrons de journaux, liée à la SIP (Société Interaméricaine de Presse) qui défend, au nom de la liberté de presse, le droit pour les propriétaires, de journaux d'être propriétaires, ce qui est totalement différent d'une véritable liberté de presse. En effet, l'action de certains groupes journalistiques, une minorité, contre la censure et les limitations de la liberté d'informer, particulièrement dans le cas du journal « O Estado de Sao Paulo » — action qui pourrait paraître contradictoire avec nos affirmations fondamentales — concerne plus la lutte des capitalistes de la presse pour un plus grand pouvoir de négociation — des monnaies d'échange — au sein du système et du régime, qu'ils n'ont jamais contesté en ce qu'il a de fondamental.

## X. — CONCLUSIONS

Nous n'avons parlé que de la « grande presse », car les travailleurs, les étudiants et les autres forces sociales de progrès ne peuvent pas songer à une forme propre d'expression de masse. Dans cette brève communication nous avons traité de l'état actuel des mass-media brésiliens, en ce qui concerne leur contrôle, direct et indirect, ce qui veut dire, en d'autres termes, le contrôle du contenu de leurs messages.

Les faits sont clairs : les mass-media brésiliens sont contrôlés par des groupes liés aux grands capitaux monopolistes ; il existe même un processus de concentration par l'élimination des plus faibles. Par ailleurs : il y a une série de contrôles indirects à travers la publicité, les agences de nouvelles, la censure policière et militarisée, qui atteint des niveaux difficiles à trouver dans d'autres pays.



Evidemment, le système d'information auquel est soumis le peuple brésilien sert le système de domination générale de ce peuple, qui est classiste et international.

On ne peut envisager une amélioration notable de la situation des mass-media, tant que l'actuel système politique du pays se maintient. Par contre on peut prévoir qu'une libéralisation politique du pays rendrait meilleures les conditions de diffusion des informations au Brésil. Pour d'autres une modification importante des structures idéologiques des messages des mass-media, au Brésil serait un problème plus complexe, qui exigerait des interventions plus radicales et des délais plus longs en raison de la situation d'intoxication idéologique dans laquelle la dictature maintient le peuple brésilien depuis plus d'une dizaine d'années

Les Brésiliens des nouvelles générations, principalement les travailleurs et les universitaires, savent que les informations qu'ils reçoivent sont déformées et censurées. cette conscience est fondamentale pour que s'établisse une action à l'encontre de cette situation. Mais la plupart du temps, ce n'est pas suffisant pour briser un certain immobilisme commode.

Espérons que les contradictions qui s'accumulent et s'aiguisent dans la société brésilienne pourront mener à une situation de déblocage, grâce à laquelle le problème de l'information sera résolu dans le cadre d'un changement général de société.

Ce qui est certain, c'est que n'importe quelle modification impliquera, obligatoirement, une révision de l'actuel système de propriété et de contrôle des mass-media brésiliens.

Travail présenté à la Conférence Internationale de  
l'I.A.M.C.R. — Reipzig 1974 « Mass Media and developing nations



## CULTURE ET IDÉOLOGIE

Guilherme MARQUES

Le problème de la Culture Brésilienne.  
« Nationalisme Culturel » ou Assimilation  
Créatrice de la Culture Universelle ?

L'attitude qui consiste à caractériser la vie culturelle brésilienne comme une entité autonome, c'est-à-dire comme un mouvement de tendances et de courants absolument original, nous semble très équivoque. Il faudrait parler plutôt d'une manière brésilienne de vivre et d'assimiler les idées et les courants de la culture universelle, d'une manière à la fois critique et créatrice de les mettre en rapport. Dès la naissance et l'expansion du capitalisme, qui entraîne la formation d'un marché mondial, la culture et la littérature universelle — comme l'ont remarqué Marx et Engels dans le **Manifeste** — deviennent une réalité concrète. La société brésilienne apparaît précisément à l'époque de la naissance du capitalisme. Ainsi, il est possible d'affirmer que depuis le début de la colonisation — et, plus nettement, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque nous pouvons déjà parler d'une structuration de la vie culturelle brésilienne —, celle-ci se caractérise par l'assimilation, tantôt créatrice, tantôt mécanique et « aliénée », des tendances et des courants de la vie culturelle européenne. Bien qu'il soit possible de constater l'existence de certaines variations entre l'expression brésilienne et le modèle étranger d'une forme idéologique ou culturelle donnée, il est presque impossible de parler d'une totale inversion du sens initial que ces tendances avaient dans leurs pays d'origine.

Comment cela se fait-il ? Pour le comprendre, il faut tout d'abord faire appel à une analyse de la structure économique de notre pays. A la différence des pays colonisés de l'Afrique et de l'Asie, voire de certaines régions de l'Amérique Latine, le Brésil ne présentait pas, avant sa colonisation, de culture autochtone substantielle, significative, qui aurait pu être confrontée à la culture des peuples colonisateurs.

Le Brésil qui résulte de la découverte et, plus tard, de l'entreprise de colonisation est une entité économique, sociale et culturelle entièrement marquée par les



tendances du capitalisme marchand européen (et, dans une étape postérieure, par la régression féodale). Autrement dit, il est la matérialisation d'un projet qui surgit organiquement à partir de la structure économique européenne. Notre pré-histoire ne réside guère dans la vie des tribus indigènes qui habitaient notre pays mais, plutôt, dans le processus tumultueux de l'accumulation primitive du capitalisme européen. Et notre histoire passée et présente, reflète plus ou moins directement, les vicissitudes de l'expansion mondiale de ce capitalisme.

Aussi, tous les traits culturels des peuples noirs et des peuples indigènes - intégrés de force à notre économie naissante et qui ont certainement contribué à forger notre physionomie culturelle - ont dû se subordonner à la matrice européenne. Et ceci pour deux raisons fondamentales : l'une, de nature sociale, puisque ces peuples formant les couches dominées de notre structure économique et sociale, ne pouvaient pas devenir des facteurs dominants de la culture qui, comme l'affirmait Marx, est toujours celle des classes dominantes ; l'autre, de nature proprement culturelle : ces cultures étaient objectivement inférieures, du point de vue de leur vérité objective et de leur rayonnement, à la culture de l'Occident européen.

C'est ainsi que l'on a vu se forger au Brésil une variante particulière et spécifique de la culture européenne. Elle s'affirmait comme superstructure d'une économie caractérisée, elle aussi, par son intégration organique et indissoluble - bien que fondée sur une unité de contraires - dans l'économie européenne.

La spoliation coloniale à laquelle nous avons été soumis n'a pas consisté à juxtaposer, comme en Asie et en Afrique, des entrepôts commerciaux de la nation colonisatrice d'où celle-ci extrayait le maximum de bénéfices à une structure économique dépassée, antérieure à la colonisation, qui demeurait plus ou moins inchangée. Ce qui s'est créé chez nous, c'est une structure économique qui n'avait rien à voir avec les formes primitives de l'économie indigène pré-cabralienne (d'avant la découverte par Pedro Alvares Cabral). Or, si notre économie, dans ses lignes générales, n'est rien d'autre que le prolongement d'une économie marchande européenne, **notre culture ne pouvait ne pas être aussi le prolongement de la culture européenne.** (Les éléments non-européens, pour les raisons indiquées plus haut tendent ainsi à se transformer en folklore)

Le fait que nous ayons été dans notre genèse, un appendice économique et culturel de l'Europe capitaliste ne signifie pas qu'il y ait absence de contradictions internes à l'économie brésilienne, d'une part, et de contradictions entre cette économie et les intérêts économiques des métropoles. Ce sont même ces contradictions qui vont déterminer, dans leurs lignes générales, les modalités d'assimilation de la culture universelle par la culture brésilienne. Les différentes classes sociales de notre pays assimilent ce qui sert leurs intérêts concrets. Elles puisent dans le patrimoine commun à toute l'humanité les formes culturelles qui, par leurs caractéristiques propres et par leur fonction sociale, se conforment le plus à leurs intérêts et à leurs problèmes. Naturellement, il peut arriver - et il est effectivement arrivé -, que dans un développement postérieur, il se produise une actualisation brésilienne des courants universels assimilés ; mais pour l'essentiel, toute notre culture, ayant une certaine signification, a comme point de départ la culture européenne. Nous ne pourrions jamais comprendre notre développement culturel si nous ne le rattachons pas au développement culturel des peuples européens.

Les contradictions existant dans l'économie brésilienne ont donné lieu, avec le temps, à une division en classes très claire. En gros, nous pouvons la décrire de



la façon suivante : d'une part, il y avait les classes dont l'intérêt consistait à préserver le caractère appendiculaire de l'économie brésilienne (nous pouvons les appeler **classes coloniales**) ; d'autre part, il y avait les classes dont les intérêts allaient plutôt dans le sens de la rupture des liens de dépendance en vue de la création d'une économie nationale. Cette économie nationale ne devait pas être une autarcie (ce qui était impossible dans l'étape du marché mondial), mais une structure qui aurait trouvé, en elle-même, dans ses propres tendances de développement, les éléments stimulateurs et organisateurs qui lui étaient nécessaires, (ces classes pourraient être appelées **classes nationales**). Nous croyons pouvoir affirmer que ce schéma s'applique aussi, après avoir subi les actualisations indispensables, à la situation actuelle d'inclusion du Brésil dans le système international de l'impérialisme.

Ces deux types de classes sociales ont cherché à l'étranger (en Europe, ou plus récemment, dans cette nouvelle version de la culture européenne qu'est la culture nordaméricaine) les éléments de leurs idéologies propres, autant sur le plan de la politique et de l'économie que sur le plan de la philosophie et de l'art. La différence qui existe entre elles sur le plan culturel - différence qui sera à l'origine des contradictions de notre développement idéologique -, ne réside pas, comme le pensent même certains milieux de gauche, dans le fait que les « classes coloniales » auraient cherché leur idéologie en Europe, tandis que les « classes nationales » auraient élaboré une « culture nationale » autonome. S'ils existe effectivement un nationalisme économique - en tant qu'ensemble de mesures concrètes qui devaient donner lieu à notre révolution démocratique bourgeoise, qui aboutiront à l'affranchissement du Brésil de sa dépendance coloniale et impérialiste - il n'existe guère de « nationalisme culturel ». Plus précisément, ce « nationalisme culturel », lorsqu'il est formulé, se révèle être une idéologie réactionnaire qui sert à combattre les modalités progressistes et révolutionnaires de la culture européenne, capables de contribuer à notre progrès.

De la lutte contre l'illuminisme français jusqu'au combat contre le marxisme-léninisme, étiquetés comme « idéologies exotiques », le nationalisme sur le plan culturel a toujours servi les intérêts des classes coloniales.

Ce que l'on défendait n'était en réalité que les aspects arriérés de notre réalité notre passé de dépendance coloniale, faussement présentés comme « tradition nationale ». Il s'agissait en effet d'une fausse « tradition nationale » non seulement parce qu'elle était mise au service d'intérêts anti-nationaux, mais aussi parce qu'elle s'appuyait sur des idéologies européennes réactionnaires, déjà périmées dans ce continent, comme le cléricalisme, le rappel de nos traditions chrétiennes, interprétées dans l'esprit de l'époque de contre-réforme, etc... Bien au contraire, la culture brésilienne progressiste a toujours été « européisante », occidentaliste, tout comme étaient « européisants » les révolutionnaires russes du siècle dernier, dont Lénine a recueilli et poursuivi l'héritage. De même, le péruvien José Carlos Mariategui, le premier grand marxiste latino-américain, a été « européisant » et a affirmé que « l'européisme » de Sermiento était la meilleure forme de servir les intérêts argentins.

Assimiler la culture européenne progressiste revient tout simplement à assimiler les réponses les plus avancées trouvées par l'humanité aux problèmes auxquels se sont confrontés, à un niveau ou à un autre, tous les peuples.

Nous pourrions résumer ce qui précède en disant que **la culture brésilienne est un mode particulier de la culture occidentale et universelle**. Et que, comme celle-ci, elle présente des tendances progressistes et des tendances réactionnaires ou décadentes. Il ne s'agit donc pas pour nous, d'assimiler tout ce qui nous



arrive de l'étranger : il faut savoir choisir, il faut savoir faire la différence entre ce qui nous sert comme instrument de compréhension et de critique progressiste de notre réalité et ce qui peut nous conduire à l'impasse de la décadence européenne d'aujourd'hui, c'est-à-dire, à la conservation - complaisante, résignée ou « évasive » - de nos misères présentes. Si nous regardons le passé et le présent, nous verrons que cette sélection a toujours été faite par la vie elle-même, indépendamment des théories : les classes réactionnaires brésiliennes ont toujours assimilé des idéologies qui représentaient, en Europe, les forces de la conservation sociale ; les classes moyennes, hésitantes et ambiguës, ont assimilé les tendances tournées vers l'évasion aristocratique de l'intellectuel devant les problèmes réels de son peuple ; les classes progressistes ou révolutionnaires, par contre, ont **assimilé et doivent assimiler toujours davantage** les tendances qui se tournent vers l'avenir, vers la pénétration critique et rationnelle de la réalité concrète. (Dans certaines occasions, **mais toujours temporairement**, quelques confusions peuvent se créer dans notre relation avec des idéologies occidentales). Nous pouvons même affirmer que **lorsqu'une idéologie, née en Europe ou aux États Unis, commence à prendre de l'importance au Brésil, cela veut dire que dans notre pays commencent à apparaître des forces sociales et les problèmes objectifs qui ont été à l'origine de cette même idéologie dans les pays avancés.** Il fait voir dans ce phénomène, lorsqu'il a lieu, le symptôme qui indique qu'une classe, ou une couche sociale donnée, a trouvé dans cette idéologie sa propre vérité et son expression, et que cette idéologie s'est ainsi intégrée organiquement à la vie culturelle brésilienne. Le cléricalisme et le marxisme, pour ne citer que deux exemples, malgré leur genèse européenne sont aujourd'hui des éléments nationaux des moments vivants de notre réalité idéologique.

De cette manière, ce n'est pas le fait d'assimiler l'idéologie étrangère qui fait d'un penseur, d'un artiste, ou d'une orientation culturelle brésiliens, des « aliénés ». L'aliénation, ici comme dans les pays développés, découle du **contenu** de cette idéologie. En d'autres mots, en tant que marxiste-léninistes, nous ne pouvons pas adopter un critère purement formel pour juger une idéologie, mais nous devons partir du point de vue de son véritable contenu et de son efficacité sociale. Prenons un exemple. Il y a une orientation culturelle de matrice européenne et nord-américaine qui, récemment, a fait irruption à grand tapage dans la vie culturelle brésilienne : c'est le structuralisme. Si nous examinons la chose de près, nous verrons que cette nouvelle version du néopositivisme est l'expression, dans notre pays, des mêmes forces sociales des pays d'origine, et elle présente en outre la même efficacité sur le plan idéologique et culturel. Manifestation typique du capitalisme de consommation, expression de la rationalité manipulatrice des bureaucrates et des technocrates, elle apparaît, dans notre pays, comme la réponse — aussi nocive pour nous que pour les pays avancés —, aux problèmes que pose l'accès des grandes villes brésiliennes à certaines formes du capitalisme de consommation (manipulation des consciences à travers la culture de masse, tendances technocratiques en économie, etc...). Le paradoxe ne réside pas dans le fait qu'un pays sous-développé assimile une idéologie propre au capitalisme de consommation ; le paradoxe réside dans le fait que, sans avoir résolu aucun des problèmes du sous-développement, certains milieux aient la prétention d'introduire au Brésil (ou, au moins, dans ses capitales) des formes sociales et économiques propre au capitalisme tardif, le capitalisme de consommation. Si ces formes commencent à exister au Brésil, il n'est pas étonnant que les idéologies qui leur correspondent commencent à se manifester. (Il est intéressant de remarquer, d'ailleurs, que — partant des tendances



européennes — la culture brésilienne est même arrivée à innover dans cette tendance néopositiviste, à travers les recherches du groupe « concrétiste » de São Paulo).

Tout bien considéré, devant la vie culturelle brésilienne, un marxiste-léniniste ne peut adopter un critère d'évaluation fondé sur des catégories comme « national » ou « aliéné » (au sens d' « étranger »). Ce sont bien là les limites les plus évidentes de l'idéologie de groupe qui s'est formé autour de l'ISEB (Institut d'Études Brésiliennes), qui dans la personne d'Alvaro Vieira Pinto, arrive même à proposer une philosophie ayant comme base cette entité abstraite qu'est la « conscience nationale ». (en réalité, lorsqu'il présentait les contenus de cette « philosophie nationale », ce professeur, assimilait avec beaucoup de désinvolture et d'éclectisme les formes les plus diverses de la philosophie européenne). Dans son essence, en excluant les quelques rares exceptions l'ISEB était l'expression de l'aile la plus radicale de la bourgeoisie brésilienne, c'est-à-dire, celle d'une classe sociale ayant comme objectif stratégique la création d'un capitalisme national mais ne pouvant pas admettre la perspective du socialisme et, donc l'idéologie universelle du marxisme. Comme ils ne voulaient pas combattre de front le marxisme, les idéologues de l'ISEB finissaient par l'écarter en le transformant en « idéologie étrangère »

Il est intéressant de constater que des positions proches de celle de l'ISEB — anti-impérialisme sur le plan économique, allié à un nationalisme restrictif sur le plan culturel — se sont déjà manifestées en Amérique Latine, en particulier, au Pérou, avec le mouvement « apriste » de Haya de la Torre, dans sa première phase. C'est contre cela que le marxiste Mariategui a élaboré une ligne d'action qui est aussi valable pour nous, les brésiliens : alliance sur le plan politique visant des objectifs anti-impérialistes et anti-féodaux, et critique sur le plan culturel, par la dénonciation du « nationalisme » comme position étroite devant les solutions scientifiques les plus modernes et comme position antagonique de l'internationalisme prolétarien. C'est ainsi que nous garantirons notre indépendance au sein de l'unité, préparant le chemin à la lutte, à tous les niveaux, dans une étape postérieure, pour le socialisme.

Nous pourrions rappeler aussi que, dans le cas du mouvement apriste du début ce nationalisme a abouti au refus des formes léninistes d'organisation au nom des d'un parti indo-américain, ce qui ne pouvait qu'entraîner la confusion au sein du mouvement anti-impérialiste. Il nous faut donc élaborer face à nos alliés politiques bourgeois (et non seulement face à nos ennemis), une position internationaliste nette et ferme sur le plan de la culture, avec des répercussions sur le plan de l'organisation. Les modèles de cette lutte, nous pouvons les trouver dans le combat mené par Lénine contre le populisme russe et dans celui mené par Mariategui contre l'apriste dans sa première phase.

Quel sera donc, le critère discriminatoire qu'il nous faudra adopter sur le plan de la culture ? Comme nous l'avons déjà dit, ce sera un **critère de contenu** (caractère vrai ou non de l'idéologie en question) et un **critère d'efficacité sociale et de classe** (une analyse des répercussions politiques de la position adoptée). Quand nous parlons de critère de vérité, nous disons là quelque chose qui a un rapport étroit avec le problème de la spécificité nationale en évitant ainsi que l'on confonde notre position avec un cosmopolitisme sans racines. Et cela parce que — suivant la dialectique de Marx et de Lénine — nous avons pris comme point de départ la thèse selon laquelle « **La vérité est toujours concrète** ». Par conséquent, la vérité d'une idéologie ne peut pas consister seulement dans des principes abstraits ; elle doit prouver cette vérité de manière concrète, c'est-



à-dire, dans notre cas, qu'elle doit prouver sa vérité en présentant, dans une analyse concrète de la réalité brésilienne, les avantages qui sont les siens par rapport aux autres solutions idéologiques en lutte.

Prenons, encore une fois l'exemple du structuralisme. Nous ne pouvons pas le combattre en affirmant simplement qu'il s'agit d'une mode « européenne », « aliénée » par rapport à notre pays, car — en agissant de cette façon — nous n'aurions aucun argument postérieur pour démontrer que les formulations actuelles du marxisme-léninisme — comme celles de Lukacs, par exemple —, sont vraies dans les conditions brésiennes. (en fait, il y en a qui ont déjà affirmé que la défense de la Raison et du Réalisme, qui caractérise l'œuvre du Maître hongrois, était valable pour l'Europe, et n'était pas valable pour notre réalité sous-développée et tropicale. Pour celle-ci la solution serait plutôt le surréalisme irrationnel). Aussi, nous ne pouvons combattre le structuralisme que dans un double mouvement. Premièrement, sur le plan universel, en procédant à sa critique interne, dénonçant ses erreurs philosophiques et sa genèse bourgeoise, comme a fait Lénine, à son époque à l'égard de l'empirio-criticisme. Deuxièmement, il faut l'analyser d'un point de vue proprement brésilien, en démontrant que le structuralisme est incapable de présenter une approche concrète de la réalité actuelle du Brésil et que ses méthodes n'apportent aucune contribution pour l'explication de nos problèmes culturels ou politiques. Il faut démontrer qu'il peut, bien au contraire, entraîner notre culture vers l'impasse d'un formalisme objectivement réactionnaire (comme cela arrive déjà en ce qui concerne les poètes concrétistes, et les défenseurs du structuralisme dans la critique littéraire), ou qu'il peut entraîner notre lutte politique — dans le cas des structuralistes « de gauche » et althussériens — vers l'impasse de l'abstraction vide et aventurière, implicite dans les positions « foquistes » de Débray et de des disciples brésiliens.

C'est un critère semblable qu'il nous faut appliquer, après avoir réalisé les modifications nécessaires, au caractère particulier de la connaissance esthétique, à toute manifestation de cet ordre. Il est vrai que, dans ce cas, l'aspect concret de notre réalité nationale se présente de manière plus intense : contrairement à ce qui se passe dans le domaine de la science et de la philosophie, où le rapport avec la genèse historique reste indépendant de leur vérité sur le plan de la systématique, l'art ne connaît pas cette distance car il vit exclusivement de la représentation organique d'un moment spécifique et concret d'un pays et d'un peuple concrets. Dans le cas de l'art, l'assimilation de valeurs culturelles étrangères est donc bien plus problématique. Un traité de philosophie marxiste écrit par un brésilien et qui ne parle absolument pas du Brésil, mais qui explique méthodologiquement l'utilisation de la méthode marxiste, possède une vérité et une valeur culturelle indiscutables. Par contre, un roman brésilien écrit d'après le modèle du réalisme balzacien, mais se référant aux problèmes et au vécu d'un européen, ne possède aucune valeur pour notre peuple, ne fait pas partie de notre culture, ne contribue guère à élever notre autoconscience. En art, forme et contenu sont absolument inséparables. Mais, cette restriction nécessaire ne doit pas nous amener à prendre une position unilatérale opposée : s'il ne faut tomber dans aucun cosmopolitisme, il ne faut pas non plus accepter un « nationalisme » étroit sur le plan esthétique. Pourquoi ? parce que, dans notre **particularité nationale**, base de nos expériences humaines esthétiquement représentables, il y a un contenu **universel** qui ne peut pas être éliminé, et cela, si l'artiste a su pénétrer l'essence même de la réalité, s'il a su la découvrir derrière les apparences fétichisées



Or, c'est précisément cette capacité esthétique de **représenter l'universel à travers le particulier** qui constitue — comme Goethe l'avait déjà remarqué et comme Lukacs l'a postérieurement théorisé du point de vue marxiste — la spécificité du reflet esthétique de la réalité. C'est un mouvement que réalisent toutes les œuvres véritablement réalistes et, dans ce sens élargi, les artistes brésiliens ont beaucoup à apprendre des réalistes du monde entier, non dans le sens de leur imitation mécanique, mais dans la mesure où ils peuvent apprendre d'eux la méthode et la forme de reproduire une réalité concrète. Que cette assimilation créatrice de modèles universels sur le plan esthétique, n'est pas qu'un simple subjectif, dans le cas de notre pays, mais qu'elle est une tradition déjà ancienne parmi nous, c'est ce que nous pouvons voir en analysant l'œuvre d'écrivains réalistes aussi significatifs que Machado de Assis, Graciliano Ramos et Jao Cabral de Melo neto. Ils ont tous **retrouvé**, dans la représentation de la réalité brésilienne, la forme universelle et profonde des réalistes du monde entier.

Par ailleurs, c'est précisément dans le domaine de l'art que l'assimilation abstraite de modèles étrangers peut conduire à de profondes déformations. La copie servile des schémas européens ou nord-américains peut conduire à un cosmopolitisme ridicule et stérile. Mais, si cela arrive, ce n'est pas l'assimilation en **elle-même** qui doit être tenue comme responsable, mais — encore une fois — le **contenu** de ce qui est assimilé. Dans les cas de cosmopolitisme abstrait (tels que le « parnassianisme » de la poésie postérieure à '45, le roman « urbain » d'avant-garde, les arts plastiques en général, le théâtre et le cinéma d'« avant-garde » etc...), le modèle assimilé est précisément celui d'un art qui rompt le rapport organique entre le particulier et l'universel, celui d'un art décadent et anti-réaliste. Ce courant « vanguardista » (d'« avant-garde »), — aboutit, chez nous comme dans les pays où il prend naissance, à une déformation de la réalité, à une « abstraitivisme » qui se borne à décrire la surface de la réalité présentée comme « universalité ontologique ». Si ce type d'art est « aliéné », car il représente une régression dans la prise de conscience esthétique de nos problèmes, ce n'est pas parce qu'il assimile des modèles étrangers, mais surtout — nous le répétons — parce que le modèle assimilé est l'expression d'une attitude subjective et mystificatrice face au réel, dans son pays d'origine aussi.

C'est ainsi, aussi paradoxal que cela puisse paraître, que le moyen le plus efficace de combattre la pénétration d'idéologies réactionnaires dans notre pays (et, en particulier, de combattre les idéologies impérialistes, comme par exemple le racisme, ou le technocratisme anti-humaniste qu'ils prétendent nous imposer comme modèle universitaire) ce n'est pas une attitude fermée devant la culture universelle, mais l'assimilation des moments de cette même culture qui représentent la critique et la démystification des idéologies réactionnaires. Pour combattre le néo-positivisme qui s'infiltrait actuellement dans notre vie universitaire, ou l'irrationalisme subjectiviste qui domine les milieux intellectuels déçus par les événements de 1964, il faut faire appel au marxisme, à un marxisme revivifié au contact créateur avec la réalité brésilienne, mais vrai et efficace à cause précisément de son inéluctable (universalisme - universalité - car il est l'expression et l'aboutissement de tout ce que l'humanité a créé de progressiste et de révolutionnaire sur le plan de la pensée. On ne combat pas le racisme, dans notre pays, en faisant des religions fétichistes notre « vérité » nationale (comme semble le penser Jorge Amado). Bien au contraire, on ne combat le racisme et, **en même temps, la mystification des masses, leur passivité fétichiste, leurs superstitions arriérées**, qui à travers l'idéologie universelle du marxisme



qui à travers l'assimilation créatrice de l'humanisme progressiste de l'Occident. Le recours à la culture universelle progressiste n'est pas seulement la meilleure forme de lutte contre le cosmopolitisme réactionnaire ; il est aussi la seule manière d'élever notre conscience populaire, de lui faire atteindre les niveaux les plus hauts qui a déjà atteint l'humanité et de lui permettre de sortir de son retard et de sa barbarie.

Lorsque nous assimilons cette culture universelle progressiste, nous nous reportons, d'ailleurs, à notre propre tradition nationale. En effet, cette tradition, dans ce qu'elle a de vivant et de fécond pour l'actualité, peut être considérée comme **l'histoire de l'assimilation créatrice du grand humanisme occidental par les intellectuels brésiliens**. Il s'agit d'une histoire irrégulière, pleine de hauts et de bas, parsemés aussi d'erreurs et d'attitudes de mimésis mécaniques face aux modèles étrangers. Mais, pour l'essentiel, des intellectuels comme Cipriano Barata, Tobias Barreto, Euclides da Cunha, Domingos Guesdes Cabral, Astrojildo Pereira, ou des artistes comme Claudio Manuel da Costa, Castro Alves, Machado de Assis, Lima Barreto, Graciliano Ramos et tant d'autres, ont apporté une contribution décisive en faisant des meilleures traditions de l'humanisme progressiste, démocratique et révolutionnaire de l'Europe - de l'illumination au marxisme - un moment définitif de notre tradition culturelle spécifiquement brésilienne. Si nous sommes, aujourd'hui, en mesure de résoudre nos problèmes à travers les réponses les plus avancées de la culture universelle progressiste et révolutionnaire, nous le devons à ces intellectuels qui ont su élever d'une manière créatrice, notre culture au niveau de l'universalité concrète et qui ont su, en même temps, utiliser cette universalité pour pénétrer de façon critique et réaliste notre propre particularité nationale.

Ainsi, lorsque nous proposons l'assimilation créatrice de la culture universelle comme politique culturelle des marxistes-léninistes brésiliens, nous indiquons en même temps la tâche essentielle dans la poursuite de notre meilleur héritage national. C'est cette continuité qui est la seule garantie pour que nous puissions participer de manière créatrice, à l'avenir, à la communauté humaine universelle que le socialisme se propose de créer et qu'il crée déjà effectivement.



## LE « MIRACLE » ÉCHAPPE-T-IL A LA CRISE DU MONDE CAPITALISTE ?

Georges FURNIAL

Des 50 plus grandes entreprises du Brésil, 31 sont étrangères, et multinationales en général. C'est ce que révèle en septembre 1974 la revue d'affaires « Exame ». Parmi les 19 autres, dites « nationales », beaucoup dépendent d'une forte participation étrangère : la « Light and Power », par exemple, possède 41 % des actions de la Swift-Armour qui, pour appartenir au groupe Antunes, est classée comme Brésilienne. La plus grande firme nationale, la « Varig », ne vient qu'au 14ème rang, loin derrière la « Volkswagen » dont le chiffre d'affaires est le quadruple du sien. Après cette entreprise allemande (1) viennent naturellement les « Shell », General motors », « Ford », « Esso », etc... Mais mieux vaut savoir exactement la liste de ces puissants auteurs du « miracle brésilien » : en milliards de cruzeiros de chiffre d'affaires, « Exame » l'établit comme suit :

1. Volkswagen	6,7 milliards Crz.
2. Shell	4,3 «
3. General Motors	4,1 «
4. Ford	4,0 «
5. Esso	3,9 «
6. Light	3,6 «
7. Sanbra	3,1 «
8. Mercedes Benz	2,5 «
9. Atlantic	2,1 «
10. Texaco	2,1 «
11. Pirelli	1,9 «
12. Souza Cruz	1,9 «
13. Rhodia	1,6 «
14. VARIG	1,6 «
15. Nestlé	1,5 «
16. MATARAZZO	1,4 «



17. ELETRO RADIOBRAS . . . . .	1,4	«
18. Anderson Clayton . . . . .	1,4	«
19. Chrysler . . . . .	1,3	«
20. COOP. DE COTIA . . . . .	1,3	«
21. Philips . . . . .	1,3	«
22. SUP. PAO DE ACUCAR. . . . .	1,2	«
23. COPERSUGAR . . . . .	1,2	«
24. PETROLEO IPARANGA . . . . .	1,2	«
25. SWIFT ARMOUR . . . . .	1,0	«
26. CAMARGO CORREA . . . . .	1,0	«
27. Goodyear . . . . .	1,0	«
28. Belgo Mineira . . . . .	1,0	«
29. OLVEBRA . . . . .	1,0	«
30. I.B.M. . . . .	0,93	«
31. MESBLA . . . . .	0,93	«
32. CASAS SENDAS . . . . .	0,92	«
33. General Electric . . . . .	0,90	«
34. Olivetti . . . . .	0,86	«
35. BRAHMA . . . . .	0,85	«
36. ARTHUR LUNDGREN . . . . .	0,83	«
37. Gessy Lever . . . . .	0,77	«
38. FRIG. BORDON . . . . .	0,77	«
39. CCBE-ROSSI-SERVIX . . . . .	0,77	«
40. UNIAO DOS REF . . . . .	0,76	«
41. Moinhos Rio Grande . . . . .	0,72	«
42. Hermes Macedo . . . . .	0,72	«
43. White Martins . . . . .	0,70	«
44. Alcan Alumínio . . . . .	0,69	«
45. Mannesmann . . . . .	0,68	«
46. Massey Ferguson . . . . .	0,68	«
47. Caterpillar . . . . .	0,68	«
48. CASAS DA BANHA . . . . .	0,66	«
49. Sao Paulo Alpargatas . . . . .	0,65	«
50. NORBERTO ODEBRECHT . . . . .	0,65	«

(Les entreprises « brésiliennes » sont en majuscules).

Le miracle ? Il semble singulièrement fragile au moment où le monde capitaliste dans son ensemble révèle la profondeur de sa crise, car la stratégie économique du Brésil fondée essentiellement sur l'exportation en subit un choc. L'hebdomadaire « Opinião » du 11 octobre titre : « La délicate situation du commerce extérieur », et annonce que celui-ci est en déficit de 5 milliards de dollars pour 1974. D'abord parce que la croissance des importations a été « vertigineuse » (en quantité de marchandises et en prix, ceux-ci ayant augmenté de 60 %), ensuite parce que le rythme des exportations a été « décevant ». Disons en régression pour être plus précis : le Brésil a vendu pour 465 millions de dollars de moins de café, de viande, de coton entre janvier et août qu'en 1973 pour les mêmes mois.



Prétendre comme « Opinião » que ces difficultés proviennent des excédents existant dans les autres pays, de la suspension des achats de viande par le Marché Commun Européen depuis avril (3), de la mauvaise qualité du coton brésilien gâté cette année par les pluies, cela ne revient qu'à souligner le désordre qui caractérise le système capitaliste mondial et à la fois l'irréalité — outre la malfaisance sociale — d'une orientation économique fondée non sur le développement réel du pays — qui a un marché intérieur potentiel de plus de 100 millions d'êtres — mais sur l'exportation.

Comme les ventes de manganèse, de fer et d'autres minerais n'ont pas progressé suffisamment pour équilibrer ces reculs, les exportations de produits primaires sont tombées de 2 646 millions de dollars à 2 502 entre janvier et août par rapport à 1973. Il est vrai que les exportations de produits industrialisés ont augmenté, passant de 1 179 millions de dollars à 1 841 pour les mêmes périodes. Mais cela confirme d'une part l'orientation qui livre le pays aux sociétés multinationales — qui produisent pour l'essentiel ces exportations industrialisées et en encaissent les profits — et d'autre part et en conséquence que l'expansionnisme brésilien est tenu de se stimuler encore. L'établissement de relations avec la Chine populaire, le rapprochement avec les pays arabes, les échanges commencés avec les pays socialistes d'Europe, l'offensive diplomatique vers les pays d'Afrique, en sont les éléments récents. On se demande même au Brésil, pour les mêmes raisons, si le marché de Cuba socialiste n'offrirait pas quelque intérêt : « Nous avons été les derniers à Pékin ; serons-nous les derniers à La Havane ? » disent certains à Brasilia... Et le 20 septembre des « sources diplomatiques » révélaient dans cette capitale que « Le Brésil ne s'oppose pas à la levée des sanctions infligées à Cuba » par l'O.E.A. en 1962. ( « L'Information latine », Paris, 21 septembre 1974) (4).

Si la stratégie économique qui désormais montre ses failles conduit le Brésil à une sorte de fuite en avant de son expansionnisme, il va de soi que le peuple brésilien dans sa masse n'a guère à en attendre ni un progrès social ni une démocratisation qui pourtant — après l'accession du général Ernesto Geisel au pouvoir — étaient annoncés par certains rêveurs de la presse « d'information ».

Au contraire, c'est d'institutionner le fascisme qu'il est question. On l'appellera « la démocratie possible », ce qui est le titre du livre de l'idéologue à la mode, Ferreira Filho. Celui-ci ne prend même pas de gants : comme « c'est toujours une minorité qui gouverne tandis que la majorité ne fait qu'obéir », il tient que « la démocratie qui est possible ne refuse pas la réalité inexorable du gouvernement par les élites ». En conséquence, la formule constitutionnelle envisagée par le général Ernesto Geisel — et son compère le général Golbery Gouto e Silva — sur les principes de cette sorte d'astrologue moyennâgeux qu'est Ferreira Filho, prévoit bien l'accès du peuple à une activité politique, mais uniquement pour soutenir et perpétuer le pouvoir de « l'élite » : les latifundiaires, les banquiers, les capitalistes brésiliens et naturellement les compagnies impérialistes. Comme en outre Ferreira Filho avertit que « la contestation doit être réprimée », on voit où mène la démocratisation modèle Geisel.

L'élection de 20 gouverneurs des États du Brésil — sur 22 —, en octobre 1974, vient donner la mesure de l'ouverture démocratique du régime : c'est l'Alliance Rénovatrice Nationale (ARENA), le parti de la dictature, qui les a élus par le vote de ses 429 députés qui se sont contentés de ratifier les candidats de « l'élite », ceux désignés par le général Geisel. D'autant plus disciplinés, ces députés, que le général les avait prévenus en septembre : « Je ne permettrai jamais des pressions politiques » venues soit de l'ARENA soit d'ailleurs, et il a



joutait : « Ce sont les militaires qui sont chargés de sauvegarder la sécurité nationale et la tranquillité publique ». ( « Prensa Latina », 2 septembre 1974). M. Francisco Pinto, député de Bahia — du Mouvement Démocratique Brésilien (M.D.B.) seul parti d'opposition toléré — en est convaincu : il est menacé de prison... pour avoir dit du fasciste chilien Pinochet ce que tout le monde en pense dans les cinq continents (A.F.P., 13 octobre 1974).

Et tandis que 15 000 personnes sont obligées de mendier dans les rues de Rio de Janeiro à cause du chômage, de la maladie et de la faim (5), la police de Belo Horizonte découvre un gang spécialisé dans la vente des enfants de pauvres aux familles fortunées et stériles ; à Victoria (capitale de Espirito Santo) 20 enfants de 10 à 15 ans ont été vendus comme esclaves pour l'État du Matto Grosso qui manque de main-d'œuvre ; « Newsweek » a publié une annonce de la « Christian Children Fund Incum » offrant des enfants brésiliens pour travailler à 12 dollars par mois. C'est l'autre face du miracle. La vraie, pour la majorité des brésiliens.

(1) Son P.D.G. disait il y a quelques mois à Francfort : « Le moment approche où nous aurons intérêt à importer en R.F.A. les véhicules que nous fabriquons au Brésil ». Ce qui donne la mesure de l'exploitation à laquelle est soumise directement la main-d'œuvre brésilienne.

(2) 1,5 milliard de dollars de pétrole entre janvier et août ; 1,1 milliard de machines et équipements ; 920 millions de fonte et d'acier, etc...

(3) L'hebdomadaire s'aventure même à assurer qu'en Europe la viande « était si abondante qu'elle arriva à être distribuée gratuitement aux hôpitaux et aux pauvres ». Pour la France au moins, première nouvelle !

(4) Le crédit de 1,2 milliard de dollars ouvert par l'Argentine à Cuba fait venir l'eau à la bouche des firmes installées au Brésil. Il permet à l'Argentine de fournir à Cuba socialiste des produits de son industrie, et notamment des véhicules Fiat, Ford, General Motors, etc...

(5) Le Général Hiram Dutra, chargé de combattre la mendicité à Rio par des « Centres de récupération sociale », estime lui-même que 70 % des mendiants sont réduits à cet état par le manque de travail, que 10 % mendient « occasionnellement », et que 6,4 % seulement sont des « professionnels ».



## RAPPORTS ET TÉMOIGNAGES

### Les scientifiques brésiliens et leur société

Michel PATY

La question de la place et du rôle spécifiques des scientifiques dans la société est régulièrement soulevée depuis quelque temps soit par des articles de revues, soit par des rencontres nationales et internationales. Certes, le sujet est au coeur des grands problèmes de ce temps, au coeur de la fameuse crise de nos sociétés. Mais les débats sur ce thème sont bien souvent académiques : il faut croire que les scientifiques et les politologues du monde capitaliste développé sont assez heureux - ou assez inconscients - pour ne voir ces problèmes que dans le lointain. Leurs collègues des pays dits du Tiers Monde sont, eux, au prises avec les incidences très quotidiennes et parfois bruyantes de la contradiction entre une activité visant à la connaissance et au progrès et une société où la mortalité infantile et la malnutrition sont le lot d'une grande partie de la population. Pour en avoir eu une conscience trop aigüe, bien des universitaires ont eu maille à partir avec leurs gouvernements dans des pays de dictature, tels le Brésil. Aux effets de la répression s'y ajoutent souvent ceux d'une autocensure comme réflexe de survie,



qui les réduit au silence, ou même parfois ceux du recours à une idéologie technocratique bien accordée aux exigences d'une société dominée par le "capitalisme sauvage".

Ce silence a été rompu au Brésil, où les congressistes de la 26e Rencontre des Scientifiques, organisée en juillet dernier par la Société Brésilienne pour le Progrès des Sciences, ont adopté à l'unanimité un texte de lettre au président Geisel attirant l'attention de celui-ci sur quelques unes des réalités nationales les plus criantes sous le rapport des relations de la science et de la société. On y voit en pleine lumière comment les problèmes de "la science" ne peuvent demeurer confinés à un secteur restreint mais sont indissociables des problèmes fondamentaux d'ordre politique de la société. Hélas ! le silence n'a pas été réellement rompu, puisque la censure semble s'être abattue sur ce texte qui n'a fait l'objet d'aucune diffusion et d'aucune information dans l'ensemble du pays : une rédaction préliminaire en a seulement paru, presque par hasard, dans un quotidien de Recife, le Diario de Pernambuco du 16 juillet 1974. Ce silence donne la mesure des prétendues "ouvertures" parfois invoquées du régime dirigé par le Général Geisel.

Il est donc souhaitable que le contenu de cette lettre soit porté à la connaissance du public. A tout le moins pourra-t-il servir de matériau concret pour des analyses sur le thème "science et société" à visée moins lointaine et abstraite.

La lettre commence en abordant le problème de l'éducation et de la science, en insistant sur la nécessité de développer la recherche, fondamentale et appliquée, et en exprimant une inquiétude sur la tendance actuelle du gouvernement à favoriser les activités purement tech-



nologiques au détriment de la recherche universitaire. Nombre d'instituts de recherche réputés sont actuellement menacés d'être transformés en entreprises à objectifs commerciaux ou technologiques. Une telle évolution serait évidemment catastrophique pour l'évolution du niveau scientifique du pays. Outre cette dénonciation, les délégués demandent la gratuité des enseignements secondaires et supérieurs, la multiplication des bourses, la possibilité de contracter pour des séjours de longue durée des spécialistes étrangers afin d'aider au développement de l'enseignement et de la recherche, et la création d'enseignements spécialisés. Il s'agirait là de décisions tout à fait opposées à la tendance actuelle.

La lettre n'hésite pas à demander instamment que le gouvernement favorise le retour des universitaires contraints de chercher asile à l'étranger et leur ouvre à nouveau les portes des instituts et des universités. On n'oublie pas en effet que nombreux sont les chercheurs et enseignants qui ont été "punis" par le régime et qui se trouvent actuellement soit au chômage, soit exilés dans les pays développés (c'est une des composantes de l'exode des cerveaux). Elle demande que le développement technologique national ne soit pas contrarié par l'achat systématique de brevets à l'extérieur, et que la recherche, au contraire, soit favorisée dans l'industrie. Elle suggère que 20% au moins des programmes de télévision soient consacrés à l'éducation.

En ce qui concerne les relations extérieures, les signataires réclament une intensification des échanges avec les pays africains de culture portugaise, par la création de 1600 bourses d'enseignement supérieur.

La protection de la nature n'est pas un problème abstrait pour le Brésil, où ses exigences sont



souvent contredites par les impératifs d'une croissance technologique trop souvent sans contrôle. Pour y remédier, le document suggère la création de parcs nationaux en nombre beaucoup plus grand, l'encouragement au reboisement et à la réimplantation d'espèces dans les secteurs où elles ont été détruites, par des mesures fiscales et une campagne d'éducation (livres et cours).

Sous le chapitre des relations humaines, les signataires de la lettre s'étonnent de ce qu'ils qualifient "une contradiction inexplicable" entre une certaine détente notée depuis l'arrivée à la présidence du Général, et les nouvelles fréquentes d'emprisonnements arbitraires et de violences notamment en milieu universitaire. "La liberté d'expression continue à être bafouée, non seulement dans la presse quotidienne, mais dans l'université elle-même, en ce qui concerne la publication de travaux scientifiques en sociologie. C'est pourquoi nous prenons la liberté de nous associer à l'inquiétude de toute la population du pays qui réclame la révocation des mesures d'exception relatives aux détentions individuelles, au fameux Acte Institutionnel N°5, ainsi qu'à la pratique de la torture, et au droit à des élections directes."

Le document, dans un paragraphe intitulé "travail", relève que l'augmentation de plus de 10% du produit national brut s'accompagne d'une augmentation du taux annuel de mortalité infantile, et y trouve l'indication d'un accroissement de la concentration des bénéfices du progrès économique dans les mains d'une petite minorité. "Une croissance économique désirable doit améliorer les conditions d'éducation, de santé et de niveau de vie du peuple". Il est donc demandé une augmentation progressive et substantielle du salaire minimum, ainsi que la réduction des disparités salariales par



l'imposition progressive sur le revenu.

L'énergie est aussi à l'ordre du jour. On suggère d'augmenter le potentiel énergétique du pays en construisant des usines hydrauliques et nucléaires, en développant des moyens d'utiliser ces sources d'énergie que sont le vent, les marées et le soleil. On suggère encore de développer les systèmes de transports en commun, ainsi que d'étudier des mesures, relatives à l'urbanisation et à la circulation, destinées à assurer la sécurité dans les locomotions autres qu'à moteur (bicyclettes, etc...).

La louange sait parfois se transformer en cruelle ironie: "nous admirons, poursuit la lettre, les préoccupations de Votre Excellence dans le domaine de l'agriculture. Ces préoccupations sont d'autant plus louables lorsqu'on pense aux dommages irréparables opérés par la faim sur les enfants de moins de dix ans, spécialement sur leur cerveau, interdisant à des milliers d'individus de mener une vie normale et de contribuer au progrès de leurs communautés respectives". Le document propose une série de mesures de défenses contre le capitalisme sauvage qui se marque ici par la construction à outrance d'immeubles, d'autoroutes ou d'usines, afin de préserver près des secteurs urbanisés des zones de culture vivrière. Il énumère des solutions pour pallier les effets des catastrophes naturelles (constitution de réserves régionales d'alimentation), et demande une limitation de l'exportation des produits alimentaires vers les pays riches, exportation qui se fait au détriment du ravitaillement de la population brésilienne: c'est ainsi qu'à eux seuls l'Europe et le Japon importent du Tiers Monde plus de protéines qu'il ne s'en consomme en Afrique et en Inde, ces pays de la faim.



On sait combien le Brésil est riche en minéraux qui excitent bien des convoitises. Le document réclame à ce sujet que priorité soit donnée au développement des possibilités nationales d'utilisation du minerai actuellement exporté, et qu'au titre de la défense nationale, des minéraux rares et indispensables, tels que le chrome et le manganèse, voient leur exportation interdite; enfin qu'une véritable politique minière nationale soit instituée.

Le neuvième et dernier point du document attire l'attention sur le problème des Indiens. Il dénonce l'inefficacité de la politique officielle en ce qui concerne leur protection et leur développement culturel. Il demande donc la création d'une commission qualifiée susceptible d'étudier le problème d'une intégration graduelle des Indiens à la société brésilienne qui préserve en même temps leur équilibre culturel ; et la protection de ces populations contre un développement incontrôlé des routes.

Certes, on pourrait faire à ce document le reproche de vouloir trop dire et de manière trop vague. Mais son objet n'était sûrement pas de se substituer aux analyses nécessaires et détaillées dont on ressent cruellement l'absence. Son intérêt est d'être une sorte de manifeste, le manifeste des scientifiques brésiliens devant l'état de leur société. La spécificité de leurs problèmes professionnels les amène inévitablement à débusquer de proche en proche des réalités plus générales, plus criantes aussi, et dont les incidences sont directement politiques. La conspiration du silence qui entoure cette déclaration au Brésil même ne pourra longtemps continuer à masquer la nature et l'urgence de ces préoccupations. Il est en tous cas significatif qu'après une période de silence forcé par une répression vaste et brutale, les ensei-



gnants et chercheurs brésiliens se sentent collectivement obligés d'élever à nouveau la voix. Il serait dommage que l'écho n'en parvienne pas à l'extérieur du Brésil et notamment dans les cercles, qui aujourd'hui se multiplient, de ceux qui se sentent concernés par les relations de la science et de la société. Puisse cet écho contribuer à élargir et à concrétiser leurs débats.





Les Officiers révolutionnaires qui ont soulevé le Régiment d'Infanterie de Rio de Janeiro, au moment de leur arrestation (27-11-1935)



## EVENEMENT

### ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION NATIONALE-LIBERATRICE DE 1935.

Le 27 Novembre nous commémorons un autre anniversaire de l'insurrection nationale-libératrice de 1935. Cet évènement a été d'une très grande importance dans la conjoncture politique brésilienne des années 30, et son interprétation est souvent défigurée par les courants réactionnaires de l'historiographie brésilienne.

En 1935, par la création de l'Alliance Nationale Libératrice, les communistes ont essayé de développer le mouvement des masses pour la lutte contre le fascisme qui menaçait le pays. L'ANL a joué alors le rôle d'un puissant instrument qui a rassemblé dans un front populaire élargé des éléments venant de plusieurs secteurs de la société. Sa consigne - Pain, Terre et Liberté - a pu exprimer, à ce moment, les aspirations les plus légitimes des masses travailleuses rurales et urbaines et celles de la petite bourgeoisie. Des comités de l'ANL ont été créés partout dans le pays en démontrant assez clairement que les mots d'ordre de l'organisation s'étaient répandus parmi la population

L'insurrection qui éclata à Rio de Janeiro, Natal et Recife (ces deux dernières villes étant



les capitales des états de Rio Grande do Norte et de Pernambuco, dans le Nord-Est), a été facilement écrasé par le gouvernement. Comment peut-on expliquer la défaite de l'insurrection dans un cadre signalé par la croissance du mouvement des masses ? Il est évident qu'une analyse globale des événements concernant l'insurrection de 1935 ne peut pas être élaborée dans cet article. Il serait, toutefois, utile de présenter quelques points qui se trouvent à l'origine de la défaite du mouvement insurrectionnel, qui entraîna comme conséquences la préparation du coup d'état de 1937 qui créa l'"Estado Novo" au Brésil, et la profonde repression qui s'est abattue sur tous les courants démocratiques de la société brésilienne et sur la classe ouvrière.

D'abord il faut considérer que l'ANL était un front populaire qui se trouvait encore en processus de formation, et qui n'avait pas de solides appuis dans la classe ouvrière et dans les masses rurales. Il était nécessaire de continuer dans le travail de diffusion des mots d'ordre pour pouvoir attirer un plus grand nombre de travailleurs dans les rangs de l'ANL. L'ensemble de l'organisation n'était pas préparé pour une insurrection qui, pour être victorieuse devrait trouver l'appui des couches laborieuses. D'autre part, il n'y avait pas une situation révolutionnaire au Brésil. Beaucoup d'éléments et groupes qui se sont intégrés dans l'ANL étaient guidés par le sentiment de défense de la démocratie, menacée à cette époque par le fascisme.

Dans ces conditions, l'orientation que les communistes ont imprimé à l'ANL était trop sectaire, et conduisit à l'isolement du mouvement dans son ensemble. La lutte pour la défense de la démocratie et pour les intérêts immédiats des travailleurs a été soudainement remplacée par la lutte ayant comme but l'insta-



lation d'un gouvernement populaire et révolutionnaire. En conséquence l'ampleur du front populaire s'est réduit dangereusement et l'ANL ne pouvait compter à partir de ce moment, qu'avec les communistes et le secteur révolutionnaire de la petite bourgeoisie, qui était représenté par les éléments plus avancés des courants militaires qui avaient participé au mouvement de 1930. Du point de vue pratique, l'insurrection a été coordonnée et dirigée par ces éléments, et la classe ouvrière était absente du cours des événements. Les conceptions putschistes d'un contenu profondément petit-bourgeois étaient, à cette époque, majoritaires dans la direction du PCB. Le résultat du mouvement insurrectionnel a pu démontrer la faillite des actions révolutionnaires qui ne trouvent pas un appui assez solide parmi les travailleurs.

Mais ce n'est pas uniquement de ce point de vue que le mouvement de 1935 doit être rappelé. En l'évoquant ici nous voulons également rendre hommage à tous ceux qui, les armes à la main, ont lutté pour un Brésil démocratique, indépendant, et ont essayé de barrer la route au fascisme. Quoique en suivant une voie erronée, ils ont personnifié les meilleures vertues révolutionnaires du peuple brésilien.

Une dictature fasciste exerce à nos jours une repression sanglante contre les courants démocratiques révolutionnaires. Il est important alors de rappeler l'exemple des patriotes qui, dans une autre conjoncture historique ont affronté l'oppression et la terreur avec dignité. En extrayant les leçons des erreurs commises dans le passé, nous saurons contribuer positivement au combat contre la dictature.



1974 : NETTE REPRISE DU MOUVEMENT OUVRIER

Le processus de reprise du mouvement des travailleurs, avec le développement de leurs luttes, est en train de s'affermir et de s'accroître. Or en chaque nouvelle étape de sa récupération, il présente de nouvelles formes de lutte, et des exigences toujours plus grandes dans ses revendications.

En 1973 il y a eu 31 grèves dans les Etats principaux. Elles ont été de courte durée, mais toujours victorieuses. La caractéristique principale de ces grèves vient de ce qu'elles ont été faites par les catégories principales des secteurs de production et presque toutes dans des grandes entreprises. Quelques unes avaient comme cause des retards dans le paiement des salaires; d'autres, le travail en heures supplémentaires, certaines entreprises exigeant 12, 14 ou 16 heures de travail par jour; ou encore des demandes d'augmentation du salaire. Les travailleurs ont utilisé plusieurs formes de lutte, par exemple, l'opération dite de la "tortue" (grève du zèle). Des cahiers de revendication et des pétitions ont été adressés aux patrons et au



gouvernement, exigeant des droits et protestant contre le coût de la vie, comme la pétition signée par 800 femmes de Guanabara, et adressée au général Medici, peu avant son remplacement à la présidence de la République.

En 1974, le mouvement ouvrier a poursuivi ses luttes. Peu après le changement de dictateur en mars dernier, la CNTI<sup>1</sup> et la CONTAG<sup>2</sup> ont présenté au général Geisel des pétitions contenant les revendications économiques, politiques et sociales des travailleurs de la ville et de la campagne.

En Avril, les métallurgistes de Sao Paulo ont envoyé des circulaires aux 8.865 entreprises métallurgiques de la capitale de l'état, demandant l'anticipation du réajustement salarial, sur la base de 12% à partir du 1er Mai, en montrant que l'augmentation du coût de la vie dans les premiers mois de 1974 avait déjà dépassé l'augmentation salariale de Novembre 1973. Ils ont aussi envoyé un télégramme au général Geisel revendiquant une augmentation générale des salaires, cela parce que depuis 1964 la productivité des travailleurs métallurgistes avait augmenté de 44%, alors que le salaire réel avait diminué de 31%. Cette position des métallurgistes de Sao Paulo a obtenu l'approbation et le soutien d'autres catégories de travailleurs, jusque dans d'autres Etats de la Fédération.

Dans le cahier des revendications des métallurgistes de Santo André, Maua et Ribeirao Pires, envoyé le 1er Mai au général Geisel, au Sénat et à la Chambre Fédérale, les ouvriers ont critiqué la politique de la dictature en affirmant que "la face cachée du miracle brésilien, c'est la diminution du salaire et du pouvoir d'achat des travailleurs". Ils ont démontré que "durant la période comprise entre 1965 et 1974 la salaire réel avait baissé



de 100% à 63%, alors que dans la même période l'indice de productivité, grâce à l'effort des ouvriers, avait augmenté de 100% à 156%". Ils ont exigé, entre autres choses, le retour au système de négociation directe entre employés et patrons, sans l'intervention du gouvernement.

La combativité est grande chez les métallurgistes. Leur syndicat des communes de Sao Bernardo et de Diadema a organisé le premier congrès des métallurgistes de cette région, en Septembre 1974. Plus de 4.000 travailleurs y ont participé. La résolution du Congrès présente une analyse détaillée de la situation des ouvriers, de la politique de la dictature, des conditions de travail et des contraintes qui pèsent sur l'action syndicale. Elle dresse un réquisitoire contre les conditions de travail dans les entreprises impérialistes, notamment celles de l'automobile, installées dans cette banlieue industrielle de Sao Paulo, où la productivité de leur travail assure à ces entreprises le taux de croissance le plus prononcé du pays grâce aux taux du profit extrêmement élevé". L'allongement de la journée de travail, l'accélération des cadences, la compression des salaires, l'instabilité de l'emploi, la répression aux activités syndicales y sont sévèrement dénoncées. En outre, en fixant une plate forme de revendication de la catégorie, la résolution des métallurgistes met en avant la lutte pour les libertés syndicales, dont la suppression a été une pierre de touche de la politique "sociale" de la dictature.

Les 70.000 cheminots de Sao Paulo par l'intermédiaire de leurs syndicats, ont envoyé une lettre au président de la FEPASA<sup>3</sup> et au gouverneur de l'état de Sao Paulo, revendiquant une augmentation salariale de 35%. Ils ne demandaient pas la lune: pour rattraper la perte de leur pouvoir d'achat depuis 1964, il faudrait



une augmentation de 72% !

42.000 fonctionnaires publiques de Sao Paulo ont fait un recours en justice contre l'Etat pour demander la payment des primes, très en retard.

Les dirigeants de 12 fédérations de travailleurs du sud du Brésil, à une audience chez l'actuel ministre du travail, ont présenté une pétition demandant une bonification de 15% pour tous les travailleurs, indépendamment de la catégorie à laquelle ils appartiennent et du temps de service de chacun, pour récupérer ce qu'ils avaient déjà perdu avec l'augmentation de plus de 15% du coût de la vie dans les premiers mois de 1974.

A côté de toutes ces revendications pour des augmentations de salaire et contre la hausse des prix, se multiplient les luttes contre les heures supplémentaires et contre la rotativité du travail qui fait diminuer les salaires et augmenter le chômage.

Mais le mouvement de plus grande portée de 1974 a été la grève des transports collectifs à Sao Paulo, le 2 Mai. Cette grève a été déclenchée contre l'insuffisance de l'augmentation salariale de 18% octroyée par le gouvernement aux 55.000 travailleurs des entreprises de transports collectifs de Sao Paulo. Ceux-ci exigeaient une actualisation de 50%, c'est à dire, 32% en plus de ce qui avait été établi par le gouvernement. Les salaires réels de ces travailleurs avaient diminué de 32% de 1965 à 1974. Pour ajuster les salaires réels à la hausse de productivité des dix dernières années (56%), les salaires des chauffeurs et des contrôleurs devraient être augmentés de 129%! Ils ne revendiquaient que 50%: c'était plus que juste selon les statistiques officielles, le salaire d'un chauffeur est de 640,00 cruzeiros par mois alors que le loyer d'un trois pièces sans confort lui



coûte 400,00 cruzeiros, sans compter l'électricité qui lui revient à 130 cruzeiros. La situation du contrôleur est beaucoup plus grave: pour couvrir ses dépenses les plus immédiates, il doit travailler 15 ou 16 heures par jour!.

Si on tient compte de la répression brutale que la dictature militaire brésilienne exerce contre les travailleurs, les exemples que nous venons de citer sont très significatifs de la combativité de la classe ouvrière au Brésil. En regardant de près l'ensemble de ces mouvements, nous pouvons en conclure que les ouvriers ne sont plus disposés à accepter ce que leur impose la dictature ni à continuer à supporter la brutale exploitation à laquelle ils sont soumis. En luttant contre le blocage des salaires et la politique économique et financière de la dictature fasciste, ils dénoncent concrètement et démasquent définitivement le fameux "miracle brésilien."

- 1- Fédération Nationale des Travailleurs dans l'Industrie.
- 2- Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles.
- 3- FEPASA - Organisme fédéral de Coordination des Chemins de Fer à l'Etat de Sao Paulo.



15 NOVEMBRE 1974: GRANDE DEFAITE DE LA  
DICTATURE AUX ELECTIONS PARLEMENTAIRES

33 millions d'électeurs ont été appelés à voter le 15 novembre. Ceci représente un corps électoral respectable malgré l'impossibilité où se trouvent plus de 15 millions de citoyens de participer au vote du fait qu'ils sont illétrés. Deux partis seulement créés en 1966 par le régime militaire sont autorisés dans le pays l'ARENA (Alliance renovatrice nationale), le parti gouvernemental, et le MDB (Mouvement démocratique brésilien), seul parti légal d'opposition toléré. (Depuis sa création, l'ARENA est intégré à l'Etat en tant que parti de gouvernement). C'est l'ARENA qui organise le "referendum" au Congrès pour "élire" le "général président" que les chefs militaires ont déjà désigné parmi eux: Costa e Silva en 1968, Medici en 1970, Geisel en 1974.

C'est parmi les dignitaires de l'ARENA que le général président choisit ensuite les candidats aux postes de gouverneurs des Etats, qui sont à leur tour "référendés" par les Assemblées législatives respectives. Ce processus a encore eu lieu au début de l'année 1974.



Ce système bipartite, instauré par la dictature dans le but d'assurer la domination absolue et permanente d'un parti gouvernemental aux différents niveaux du pouvoir législatif a échoué. Il a au contraire facilité la convergence de toutes les forces politiques d'opposition et transformé l'élection du 15 novembre en un grand "referendum" populaire contre le régime militaire.

Les élections pour le renouvellement du tiers de la représentation au Sénat (22 sièges sur 66) ont reflété plus nettement l'opinion publique. Le MDB l'a emporté dans 16 Etats sur 22: victoire écrasante, surtout si l'on considère que le gouvernement a été battu dans les états de Sao Paulo, Guanabara, Rio de Janeiro, Minas Geraes, Parana et Rio Grande do Sul, c'est à dire dans les régions les plus peuplées et les plus développées du pays. (65% environ des électeurs).

Dans le Nord-Est, le Gouvernement a été battu à Pernambuco, Paraiba, Rio Grande do Norte, Ceara et Sergipe.

Un seul état important - Bahia - a donné la victoire au candidat du gouvernement. Mais dans cette circonscription le candidat du MDB était un "collaborationiste", ce qui a donné lieu à un grand nombre de votes blancs et nuls.

Dans l'ensemble du pays les candidats du MDB ont réuni 62% des voix, ceux de l'ARENA 32%. Il y a eu 6% de bulletins nuls.

Dans les élections à la Chambre des Députés et aux Assemblées Législatives des Etats, l'ARENA a connu également une grande défaite: à la Chambre, qui aura à partir de mars 1975 54 sièges de plus, la représentation de l'ARENA passe de 223 députés à 199, alors que celle du MDB passe de 87 à 165.



Dans les assemblées législatives des états, sur un total de 787 représentants, 349 ont été élus avec l'étiquette du MDB (contre 206 en 1970) alors que les représentants élus sous le sigle de l'ARENA passent à 438 (contre 495 en 1970).

Le MDB devient majoritaire dans les Assemblées de Sao Paulo, Rio de Janeiro, Parana et Rio Grande do Sul.

Parmi les principales conséquences directes des résultats électoraux:

- Le MDB pourra élire en 1978 les gouverneurs des états de Acre, Amazona, Sao Paulo, Rio Grande do Sul, Parana et Rio de Janeiro, si le régime militaire décide de maintenir les élections par les assemblées.

- Le MDB pourra voter la constitution de commissions parlementaires d'enquête à la Chambre des Députés et dans presque toutes les Assemblées Législatives des Etats. Ainsi par exemple, il a été jusqu'à présent impossible de constituer à Sao Paulo une commission parlementaire d'enquête sur les actes arbitraires de la police. A la Chambre des Députés, par manque de "quorum" le MBD n'a pu réussir à organiser des commissions d'enquêtes sur de nombreux problèmes politiques et économiques, qui vont de la répression à la corruption et dont l'examen est bloqué au niveau des commissions du Congrès.

A Sao Paulo, état le plus important du pays, du point de vue économique, où se concentre plus de 60% de la production industrielle, les résultats électoraux méritent une analyse plus détaillée:

Senat

Caivalho Pinto (ARENA)	1.696.340 voix
Orientes Quercia (MDB)	4.630.182 voix
bulletins nuls et blancs	791.346



Chambre des Députés:

ARENA	2.028.581 (28,50%)	17 élus
MDB	3.413.478 (47,96%)	29 élus
bulletins blancs et nuls	1.675.809	

Assemblée législative:

ARENA	2.040.600	25 élus
MDB	3.580.684	45 élus
bulletins blancs et nuls	1.494.010	

Dans les quartiers populaires de la "Grande" Sao Paulo le candidat au Sénat du MDB a réuni des pourcentage de voix allant jusqu'à 80% et plus (Penha 84,6, Vila Carrao 85,5, Santo Andre 84,3, Guarulhos 82,8, Carapicuiaba 85,2). De même dans d'autres concentrations ouvrières de l'Etat de Sao Paulo: 83,1% à Cubatao, 77,1% à Soracaba, 76,8% à Jundiai, 72,1% à Santos.



PROGRAMME POLITIQUE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE  
BRESILIEN (MDB)

- élaboré par la Commission exécutive du "Directoire" National du MDB dans le but de la campagne électorale de novembre 1974 (Sénat, Chambre des Députés et Assemblées Législatives des Etats de la fédération).

" Sur le plan politique le MDB propose à la Nation les principes suivants:

"1) Restauration de la normalité démocratique,  
" et, par conséquent, la condamnation:  
" a) de toute forme de dictature,  
" b) de l'institutionnalisation des régimes  
" d'exception;  
" c) du "continuisme"  
"

"2) Défense du régime représentatif, pleinement  
" assuré par l'intermédiaire

" a) du suffrage universel, direct et secret  
" pour tous les postes électifs, en parti-  
" culier la Présidence de la République,  
" les Gouverneurs d'Etat, les Maires des  
" capitales  
" b) de la garantie au droit de vote à tous  
" les brésiliens de plus de 18 ans y  
" compris aux illétrés



"3) Fonctionnement permanent et indépendant  
"du Congrès; récupération des garanties  
"nécessaires à l'exercice des mandats législa-  
"tifs fédéraux, des états et municipalité. Les  
"élus ne pourront être déchus de leur mandats  
"que par le pouvoir compétent dans la forme et  
"dans l'esprit de la loi.

"

"4) Intangibilité du Pouvoir Judiciaire.

- " a) les juges sont irrevocables et
- " inamovibles, leur rémunération doit
- " être conforme à leurs responsabilités
- " et ne peut pas être réduite;
- " b) condamnation des tribunaux d'exception;
- " c) restauration de la compétence de la
- " Justice ordinaire pour le jugement des
- " civils, à l'exception des cas de crimes
- " contre la sécurité du pays;
- " d) garanties amples et effectives du droit
- " de défense;
- " e) contrôle légal de la répression poli-
- " cière, même dans les cas d'allégation
- " de la sécurité nationale;
- " f) restauration complète du "Habeas corpus"
- " g) condamnation des abus de la police
- " caractérisés par des arrestations arbi-
- " traires, l'emprisonnement au secret, la
- " pratique de tortures physiques et morales.

"

"5) Défense des prérogatives individuelles et  
"condamnation de toutes les atteintes aux droits  
"démocratiques, en particulier les suivants:

- " a) liberté de la presse;
- " b) liberté de culte, d'association, de
- " réunion, d'avoir une idéologie politique,
- " de manifestation de la pensée;

"

"6) Le MDB poursuivra sa lutte pour:

- " a) la révocation de l'Acte Institutionnel
- " N° 5<sup>1</sup>
- " b) La libération de l'homme de la peur et



- " du besoin;
- " c) la révocation du décret N° 477 <sup>2</sup> qui
- " soumet la jeunesse étudiante et les
- " enseignants à l'intimidation permanente;
- " d) la révision des lois de la presse et de
- " la sécurité pour éliminer ses procédures
- " draconiennes, l'abolition de la peine de
- " mort, de prison à vie et du bannissement;
- " e) l'amnistie totale des civils et des
- " militaires atteints par les actes arbi-
- " traires et d'exception depuis le 1er
- " avril 1964.
- "
- "7) Liberté d'organisation des partis politiques
- "
- "8) Rétablissement du régime fédéral, amplifi-
- " cation et renforcement de l'autonomie des
- " états et des communes

1 - Acte Institutionnel n° 5 proclamé par le Général Président Costa e Silva en décembre 1968, suspend les garanties individuelles de la Constitution de 1967, pourtant déjà proclamé sous pression militaire par un Congrès "nettoyé par de nombreuses purges". Parmi les mesures d'exception inscrites dans l'AIV figurent : la suppression de "l'Habeas Corpus", purges des droits politiques et des mandats des parlementaires par le Président de la République; possibilité de mise en congé du Congrès; attribution au Conseil de Sécurité National et à la Justice militaire du jugement des activités politiques considérés contraires à la sécurité, etc...

2 - Décret N° 477, de 1969 prévoit des peines disciplinaires jusqu'à l'exclusion de l'Université pour les étudiants accusés "d'activité politique illégale".



### "DISPARUS ET PROBABLEMENT ASSASINES"

Sous ce titre "Voz Operaria", le mensuel du Parti Communiste brésilien, dénonçait en novembre dernier la disparition depuis plus de sept mois des dirigeants communistes Davi Capistrano, Joao Massena Melo, Walter Ribeiro, Luis Maranhao et Jose Roman ainsi que de 14 autres antifascistes.

Les autorités civiles et militaires, auprès de qui ont été menés de nombreuses démarches par les familles des victimes, des avocats et des parlementaires, se sont refusées jusqu'à présent à toute information. "Voz Operaria" s'inquiète de la vie de ces patriotes et dénonce la désinvolture criminelle du gouvernement.

### TORTURE "BRAZILIAN STYLE"

Un ancien missionnaire methodiste américain, M. Fred Morris, correspondant du Time Magazine à Recife Pernambuco, a été arrêté et soumis pendant 17 jours à des séances systématiques de torture dans la caserne du Commandement militaire à Recife. Après sa libération et son expulsion du Brésil à la suite de l'intervention du Consul américain de cette ville, M. Morris a donné un récit détaillé du traitement sauvage auquel il a été soumis, publié dans le Time Magazine du 18 novembre.



## LA SANTE A SAO PAULO - UN TABLEAU PLEIN DE CONTRADICTIONS

Sao Paulo, ces derniers mois, est devenu le plus grand foyer de méningite du monde (plus de 600 décès sur 7.000 cas). Il ne s'agit pas d'un phénomène accidentel mais si l'on en croit les spécialistes, c'est un indice significatif des conditions de santé de la population de l'Etat le plus riche du pays. Sao Paulo ne consacre actuellement que 3,3% de son budget à la santé. La croissance démographique est de 4% par an. la croissance économique atteint 8%, mais la situation sanitaire de l'Etat est restée inchangée depuis 14 ans : 9 décès par mille habitants en 1974 au lieu de 9,29 en 1960."

C'est par ces données que commence le reportage publié dans un journal de Rio, le "Journal do Brasil", du 1/9/74.

"La mauvaise nutrition, la promiscuité, le manque d'appareil sanitaire élémentaire, le taux élevé des migrations, le manque de ressources hospitalières et sociales", sont, d'après ce quotidien, les causes principales du drame que vit Sao Paulo sur le plan de la Santé Publique.



Mortalité infantile - Ici les données sont impressionnantes: "Sur le plan de la mortalité infantile on calcule qu'en 1975, 50.000 enfants de l'Etat de Sao Paulo mourront avant l'âge de 4 ans du fait de la situation qui vient d'être décrite. Ce chiffre confirme les déclarations de l'ex-ministre Machado de Lemos : "... avec les enfants qui meurent avant l'âge d'un an, il serait possible de faire une rangée de cercueils allant de Sao-Paulo (capitale) à San Vicente (à 60 kms), en laissant un mètre entre chaque cercueil. Si la même mortalité devait atteindre les veaux, l'élevage irait inexorablement à la faillite !"

Une ville malade - Sao Paulo est un centre d'arrivée des courants migratoires du pays. Cela aggrave l'état de santé de la région. Selon le Jornal do Brasil, les données fournies par le Secrétariat à la Santé de l'Etat indiquent que, chaque mois, arrivent à Sao Paulo, venant d'autres régions du pays, 40 lépreux, 120 tuberculeux, 50 cancéreux et 200 malade atteints d'esquistosomose".

De difficiles maternités - "Un autre problème sérieux de la santé publique à Sao Paulo est l'indice de la mortalité maternelle qui, d'après le reportage "ne s'est abaissé que de 20,8% entre 1960 et 1970 au lieu de plus de 60% dans les autres pays latino-américains".

Selon les spécialistes, les causes des maternités aussi difficiles sont: l'hospitalisation tardive, les conditions précaires de l'assistance prénatale, les nombreux avortement provoqués et l'intervention de personnes non qualifiées au moment de l'accouchement.

Le Jornal do Brasil donne comme exemple: "Sur les 742 unités sanitaires subventionnées par



l'Etat, seules 380 ont un service d'hygiène prénatale et, parmi celles-ci, à peine 304 font appel à des médecins qualifiés pour ces fonctions. L'INPS (Institut National de Sécurité Sociale) ne donne pas d'assistance prénatale aux associées, ce qui aggrave la situation".

Le grand contraste - En opposition avec ce tableau de l'état sanitaire (vu en superficie seulement), Sao Paulo s'enorgueillit d'avoir un budget annuel (1974) de 22 milliards de cruzeiros, d'être le plus grand centre industriel du pays et de posséder le plus grand revenu "per capita" de la nation. La vérité oblige à dire, selon le Jornal do Brasil que "des 22 milliards du budget de l'Etat, la somme destinée à la santé n'atteint que 738 millions, soit à peine 3,3%.

Des données aussi significatives, démasquent une fois de plus le mythe du "miracle économique brésilien".



## LIVRES ET REVUES

RONALD M. SCHNEIDER - « THE POLITICAL SYSTEM OF BRAZIL  
EMERGENCE DE A MODERNIZINE AUTHORITARIAN RÉGIME, 1964-  
1970 » (New York and London, Columbia University Press, 1971)

Ronald Schneider, professeur de science politique du Queens College de New York, présente sa vision du régime militaire brésilien en neuf chapitres et deux appendices, accompagnés d'une étude sur les sources bibliographiques ; pour Schneider le problème qui doit être expliqué par la science politique comparée est celui des causes de l'apparition d'un ordre politique autoritaire. Le cadre de référence théorique (une combinaison d'éléments conceptuels empruntés aux théoriciens américains bien connus de la « modernisation », Huntington, Almond et Apter, conjugués avec l'approche du sociologue argentin José Nun) est présenté dans le premier chapitre et dans le premier appendice. L'auteur invite les lecteurs « plus intéressés par ce qui est arrivé que par le pourquoi » à concentrer leur attention sur le restant du livre.

Schneider décrit la crise qui a précédé le coup d'État comme étant « l'affaiblissement brusque (collapsus) d'un système politique semi-pluraliste » ; la période Castelo Branco est présentée comme l'évolution d'une « démocratie tutellée » à une « dictature », ces deux expressions se trouvant entre guillemets. L'auteur recherche une « impartialité » dans la manière de présenter ces événements historiques, mais sa sympathie évidente envers les militaires « Castelistas » apparaît fréquemment. Ainsi, nous sommes informés (p. 201), qu'au moment de la transition de Castelo à Costa e Silva, le Brésil se trouvait dans des conditions substantiellement meilleures, avec le contrôle de l'inflation et le redémarrage de la croissance économique (sic). Les liaisons publiques et notoires entre Castelo Branco et le Général Vernon Walters, attaché militaire américain en 1964 et aujourd'hui vice-directeur du CIA, sont pudiquement mentionnées par une simple note en bas de page (p. 124).

La façon dont Schneider présente la crise de 1968 est, de manière curieuse, pleine de lacunes ; la grande ascension du mouvement de masses est pratiquement ignorée par lui qui semble uniquement préoccupé par l'identification des différentes factions militaires : « castelistas », défenseurs de la « ligne dure », nationalistes liés au général Albuquerque Lima.

L'Acte n° 5 sera pour l'auteur la conséquence de la notion « quelque peu rigide et exagérée » de la sécurité nationale que se fait un secteur militaire spécialement fort et directement lié au président Costa e Silva.

Après l'Acte n° 5 Schneider ne met plus de guillemets pour parler de dictature.



Mais le régime de terreur et la répression sans précédents qui s'installent à partir de ce moment ne sont pour lui qu'une « activité considérable dans le camp de la sécurité interne » (p. 325)

Dans son bilan final, Schneider présente sa conclusion principale : une véritable modernisation sous la direction des Forces Armées ne sera possible que lorsqu'elles accepteront la « nécessité de l'institutionnalisation politique ».

En résumé, il s'agit d'une description basée principalement sur des sources journalistiques, marquée par des lacunes et des équivoques, dans laquelle un schéma conceptuel qui pourrait avoir un intérêt ne sert qu'à aboutir à des conclusions évidentes du genre de : plus grand est le degré de développement, plus grandes sont les chances d'instabilité politique ».

Le livre de Schneider s'oppose aux excellents travaux récents de sociologues américains tels que Stépan, d'économistes comme Fishlow, ou d'historiens comme Dean et Della Cava, réellement importants et qui méritent l'attention de ceux qui s'intéressent aux problèmes brésiliens.

S.S. MICHIN — « Processo de concentração de capital no Brasil » —  
Ediora Civilização Brasileira — Brasil 1973 - 282 pages

Le sous-titre de cet ouvrage ( « l'analyse du « miracle brésilien » par un économiste soviétique ») attire l'attention du public par son caractère relativement insolite dans le panorama des éditions brésiliennes. En effet la barrière linguistique — entre autres, bien entendu ! — fait obstacle à ce que les lecteurs brésiliens prennent connaissance de la production théorique des pays socialistes concernant les problèmes socio-économiques du Brésil

Le travail de SS. MICHIN se situe à l'intérieur d'un débat instauré en Union Soviétique sur les transformations récentes du système capitaliste mondial : pour l'auteur, ces transformations « exigeraient une nouvelle analyse théorique et la révision de plusieurs conceptions périmées ». Il faudrait, en particulier, tirer au clair les nouveaux rapports qui se forment sur la base de l'exportation du capital » (pag. 277).

L'idée que l'impérialisme bloque le développement des forces productives des pays soumis à son exportation a été reformulée. Un ouvrage collectif publié par l'Institut d'Economie Mondiale et des Relations Internationales de l'Académie de Sciences de l'URSS, sous le titre de « Economie Politique du Capitalisme monopoliste actuel » (ed. MISL, Moscou 1971) affirme que la « ligne de l'impérialisme colonial tendant d'empêcher la croissance du capitalisme national commence à être remplacée par une autre qui vise à un développement accéléré de ses forces productives dans le sens des intérêts du capitalisme mondial. L'objectif final de cette politique est de maintenir les pays que se sont libérés dans l'orbite de son influence économique et de priver leurs peuples de la possibilité de tracer par eux-mêmes leurs orientations historiques » (op. cité, t I p. 67). A l'étape actuelle de la crise du capitalisme mondial, cette tendance coïncide avec l'intensification de la concurrence, interimpérialiste, ce qui, selon ces auteurs, pourrait ouvrir une certaine marge de manœuvre aux « pays économiquement arriérés » pour mettre en place une politique de développement indépen-



dant. L'économiste soviétique S.I. Tiulpanov (S.I. TIULPANOV « esquisse d'Économie Politique (pays en voie de développement) ed. MISL, Moscou, 1969), cité par SS MICHIN, va plus loin encore dans ce raisonnement. A la question primordiale — le capital étranger peut-il être utilisé dans un sens favorable aux intérêts nationaux des économies en voie de développement ? — Il répond oui, sans hésitation. Pour les pays du « tiers monde » pris dans leur ensemble il serait selon lui, « généralement impossible de rattraper le retard économique et de sortir de leur situation de dépendance sans recourir, pendant une période plus ou moins longue, de plus d'une décennie, au capital étranger déjà implanté et nouvellement investi » (S.I. TIULPANOV, op. cit... page 133)

SS. MICHIN dans son « Processo de concentração de capital no Brasil » s'inscrit en faux, tout au moins en ce qui concerne la configuration actuelle du « cas brésilien », contre les thèses les plus extrêmes de Tiulpanov.

En effet, d'après lui, « les nouvelles tendances de l'activité du capital étranger dans les pays en voie de développement ont joué un certain rôle dans l'évolution de l'économie brésilienne dans l'étape initiale de son développement. Mais aujourd'hui, lorsque le pays est déjà en conditions de produire les moyens de production pour tous les secteurs de son économie, le poids que le capital étranger impose au peuple brésilien est devenu non seulement insupportable, mais injustifiable. S'il a joué, un moment, un certain rôle positif pour le développement de secteurs déterminés de l'économie brésilienne, le capital étranger est maintenant devenu un obstacle à ce développement ». (SS MICHIN, op cit. p. 279)

L'analyse de S.S. MICHIN examine le problème de la domination impérialiste dans le cadre (qui nous semble théoriquement le plus juste) de la concentration et de la centralisation du capital, expressions du développement des forces productives dans le monde de production capitaliste : c'est la formation des monopoles qui constitue objectivement la base d'opérations du capital impérialiste.

Le capital monopoliste au Brésil et, en particulier, le rapport de forces qui s'établit entre ses différents secteurs, sont donc l'objet principal de l'attention de l'auteur. L'existence de monopoles nationaux au Brésil, le rôle, l'importance et le poids spécifique des monopoles étrangers dans l'économie brésilienne, le caractère et les tendances de développement du capital étatique, voilà les questions traitées au cours de cet ouvrage.

Loïn du « tiers mondisme » stérile et vulgaire, ce livre nous semble extrêmement ouvert à la spécificité du développement du capitalisme au Brésil, dans le contexte des pays dominés par l'impérialisme. Les données qu'il nous apporte concernant les monopoles nationaux — époque de leur constitution, structure de la production, branches prioritaires, structures juridiques, rapports entre groupes industriels et capital financier, liaison avec le capital étranger, etc — nous empêchent d'ignorer ou de sous-estimer leur importance. Il cherche à démontrer que « malgré toute leur faiblesse relative, les monopoles nationaux brésiliens jouent un rôle important dans le développement de l'économie brésilienne par la voie capitalisme » (S.S. MICHIN, op. cit. p 274)

Les monopoles étrangers y sont aussi minutieusement étudiés. L'auteur s'attache à l'examen des conséquences négatives de la domination impérialiste sur l'économie brésilienne, et de la subordination des groupes monopolistes nationaux et des organes de décision économique à ses intérêts. Mais il se heurte à des difficultés d'ordre statistique qui rendent parfois hasardeuse l'évaluation du poids spécifique du capital étranger dans l'économie brésilienne.

En ce qui concerne le secteur étatique de l'économie, S.S. MICHIN formule le problème des tendances possibles de son développement : monopolisme d'État (donc au service des monopoles) ou capitalisme d'État (dans l'acceptation classique d'une formation transitoire, capable éventuellement de devenir la base économique d'un développement non capitaliste).



La documentation abondamment citée en référence — bibliographie brésilienne, publications économiques privées ou officielles, recensements et enquêtes diverses — font de cet ouvrage un instrument de travail extrêmement utile. Il est à regretter que le souci du détail prenne parfois le pas sur la précision des concepts. Il faut finalement souligner l'actualité du livre de S.S. MICHIN si l'on considère que le capital monopoliste national et étranger représente une des bases objectives du régime fasciste, contre lequel se dressent, de plus en plus vigoureusement, les forces démocratiques et patriotiques brésiiliennes.

REALISMO & ANTI-REALISMO NA LITERATURA BRASILEIRA, Carlos Nelson Coutinho et autres, ed. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1974, 138 p.

Ce livre réunit 5 essais de critique littéraire. Les auteurs s'appuient sur les principes et les indications méthodologiques de l'Esthétique du philosophe hongrois Georges Lukacs. La question du réalisme (et de l'anti-réalisme) étant pour Lukacs la question centrale de la lutte littéraire, ses disciples brésiliens cherchent à préciser les fronts de bataille entre les deux tendances à l'intérieur même des œuvres de quelques écrivains brésiliens significatifs, de notre siècle : c'est bien ce qui font Carlos Nelson Coutinho, dans le long article polémique qu'il consacre aux romans de Lima Barreto, Leandro Konder, dans son étude sur un poème de Carlos Drummond de Andrade, et Gilvan P. Ribeiro, avec ses remarques au sujet de l'allégorie dans les écrits de Guimarães Rosa. Les deux autres essais de ce recueil — ceux de Luiz Sergio Nascimento Henriques et de José Paulo Netto — discutent les contradictions du mouvement dit « moderniste », qui éclata en 1922 dans les milieux artistiques brésiliens.

On pourra naturellement se poser, à la lecture de ce livre, plusieurs questions : d'abord, des questions concernant la validité générale des conceptions de Lukacs et la fécondité qu'en principe peuvent avoir les catégories élaborées par Lukacs dans l'analyse des auteurs classiques de la littérature européenne lorsqu'on les emploie dans l'observation des phénomènes très particuliers de la création artistique en Amérique Latine. On pourrait peut être demander aux auteurs du livre un effort plus approfondi pour qu'ils se libèrent d'une certaine raideur doctrinaire, tout en restant fidèles à leurs convictions philosophiques essentielles. Les lecteurs brésiliens, cependant, n'auront pas de peine à apprécier le sens politique positif de la publication de l'ouvrage : depuis quelques années, la propagande idéologique de la dictature militaire pousse un grand nombre d'intellectuels aux positions soi-disant « technocratiques », voire « structuralistes » ; on essaie de réduire la critique littéraire à un discours pédant sur des interminables polémiques méthodologiques, on se détache « académiquement » des questions brûlantes de la vie. Carlos Nelson Coutinho et ses camarades ont le courage de poser concrètement les problèmes « explosifs » du rapport entre le destin de la littérature et le destin de la société, ils reprennent les préoccupations fondamentales du marxisme dans la lutte contre l'idéologie conservatrice que la dictature militaire s'efforce d'imposer à la vie culturelle, au Brésil.

Lair CORDEIRO.



**Ronald CHILCOTE**  
**The Brazilian Communist Party**  
**Oxford University Press 1974 - 361 p**

En dédiant son histoire du Parti Communiste Brésilien « à tous les brésiliens activement engagés dans la lutte contre l'oppression et l'exploitation » Chilcote nous donne l'image d'un académicien qui essaye par le moyen de son travail universitaire de concilier les niveaux d'analyse de la science politique avec les problèmes de la lutte de la classe ouvrière dans les pays latino-américains. Un tel effort doit être encouragé. Dans le cas de cet ouvrage, toutefois le professeur Chilcote se heurte à des obstacles qui amoindrissent la portée de son entreprise.

Dans l'introduction du livre l'auteur nous présente un certain nombre d'hypothèses qui essaient d'expliquer la situation d'un parti communiste qui n'est pas au pouvoir. En même temps il indique quelques caractéristiques du groupement politique en question, le Parti Communiste Brésilien. Au moment où il accepte ces hypothèses et ces caractéristiques comme des points de départ, l'auteur a compromis sérieusement l'ensemble de son analyse, étant donné l'utilisation des concepts dont la validité scientifique est assez discutable, et l'acceptation des hypothèses dont la capacité d'explication est limitée par le cadre conceptuel qu'il utilise - Chilcote semble ne pas comprendre un point qui est toujours décisif dans l'analyse de n'importe quel parti communiste : celui des rapports entre le caractère international du mouvement communiste et la politique orientée d'un point de vue national des plusieurs partis communistes qui font partie de ce mouvement. En séparant ces deux niveaux d'action politique, comme il le fait, Chilcote ne pourra que commettre des erreurs d'évaluation sur le rôle du Parti Communiste Brésilien. Ces erreurs sont d'ailleurs visibles, parce que Chilcote veut expliquer la perte d'influence d'un parti dans son milieu social par une prétendue obéissance à l'Union Soviétique. De la même façon la corrélation établie par le professeur Triska et acceptée par Chilcote entre la coïncidence de l'action et des buts d'un parti par rapport au milieu social où il agit et la croissance de son influence est assez confuse et n'est pas valable non plus. L'auteur ne comprend pas que l'action et les buts d'un parti communiste sont fondamentalement déterminés par les intérêts de classe, c'est-à-



dire, le parti communiste regarde le milieu social du point de vue de la classe ouvrière.

La façon par laquelle Chilcote examine tous ces problèmes l'empêche d'analyser de manière correcte la politique d'alliance exécutée par le P.C.B. tout au long de son histoire. D'autre part, l'état de tension latente qui caractérise selon Chilcote les rapports entre les intellectuels et les secteurs ouvriers d'un Parti Communiste est également faux. Un parti peut gagner ou perdre d'appui parmi les intellectuels selon la politique qu'il développe dans ce groupement social et le fait qu'il soit plus ou moins enraciné dans la classe ouvrière est un facteur qui détermine l'élaboration de cette politique. Qu'il s'agisse des intellectuels ou de n'importe quel groupe social, cette détermination est toujours présente.

Les chapitres 2, 3 et 4 consacrés à l'évolution historique du P.C.B. nous donnent quelques éléments factuels qui peuvent éveiller un certain intérêt pour le lecteur. Mais il est évident que l'auteur n'a pas eu l'occasion de consulter les archives du P.C.B. Pour cela, il a dû limiter sa recherche aux publications qui peuvent être trouvées dans les bibliothèques publiques ou des centres de documentation, qui ne sont pas d'ailleurs trop nombreux au Brésil. Si on tient compte que le P.C.B. a passé de longues périodes dans la clandestinité, on comprend assez facilement les difficultés qu'on trouve pour la réalisation d'une telle recherche.

Il est normal donc, que ces chapitres soient présentés d'une façon plutôt descriptive, même quand il s'agit des moments de l'activité partidaira qui ont eu des répercussions importantes dans la vie politique brésilienne, comme c'est le cas du mouvement armé de 1935, ou de la campagne nationale du pétrole, dont le résultat a été la création du monopole d'État du pétrole (Petrobras).

La façon simplifiée par laquelle Chilcote examine les questions concernant les scissions que le P.C.B. subi pendant son histoire nous donne l'idée des difficultés que l'auteur a dû avoir en matière de documentation.

En plus de cela, on ne trouve pas dans le travail de Chilcote les rapports entre l'histoire du Brésil et celle du parti. Ces rapports sont évidemment indispensables dans n'importe quel approche méthodologique et sans les avoir établis, il devient impossible d'analyser en profondeur, la structure de l'organisation du parti et les changements qui sont intervenus dans sa politique. Une fois de plus, à ce niveau là, l'absence de clarté conceptuelle met en difficulté le travail de Chilcote. La confusion faite par l'auteur entre réformisme et politique révolutionnaire est assez regrettable.

Dans ces conditions, on ne peut pas accepter les conclusions, présentées par Chilcote dans son évaluation du rôle historique du P.C.B. Ses affirmations concernant la prise de conscience du problème du nationalisme comme résultat de l'ambition de Prestes de jouer un rôle plus important dans la vie politique sont inexactes et même naïves.

La troisième partie s'est résumée à quelques généralités sur l'organisation du P.C.B. et sur les rapports du Parti avec la Société dans plusieurs niveaux et avec le mouvement communiste international. Normalement, ce travail doit être fait par l'examen systématique de plusieurs orientations politiques adoptées par le Parti dans son histoire. A ce moment là il faudrait centrer l'analyse dans les thèses publiées avant les congrès du Parti, dans les résolutions politiques de plusieurs congrès, et dans les résolutions du Comité Central et du Bureau politique (Comissão Executiva Nationay). Deuxièmement, il faudrait examiner la politique du Parti dans chaque secteur où le Parti développe son



action de masse (classe ouvrière, paysannerie, étudiants, intellectuels etc...)  
Et finalement il faudrait évaluer politiquement selon des critères bien précis, le résultat de l'application d'une orientation politique donnée dans plusieurs secteurs de la société et dans le pays. Mais, pour Chilcote il semble que seule la procédure empirique compte. Nous devons alors nous contenter d'une énumération fastidieuse d'actions du parti au niveau local, régional et national, sans qu'on puisse savoir au moins quels seraient les critères que l'auteur aurait utilisé pour formuler une évaluation globale. Ainsi, le dernier chapitre où le professeur Chilcote nous présente ce qu'il appelle « les facteurs déterminatifs de la performance du parti » n'est qu'une suite de propositions, du reste assez discutables, élaborées à partir de critères qui ne ressortent pas de l'ensemble de l'ouvrage.

dans l'appendice nous pouvons trouver des données utiles au chercheur des problèmes brésiliens, comme par exemple les résultats d'élections, composition des fractions parlementaires etc...

Dans l'ensemble, il s'agit d'un ouvrage assez faible, mais qui reflète néanmoins l'intérêt grandissant que la communauté académique internationale consacre au Brésil. Espérons que d'autres études, mieux orientées, s'en suivent.



## DOCUMENTS

### MANIFESTE DE LUIS CARLOS PRESTES

— Secrétaire Général du Parti Communiste Brésilien

**Aux travailleurs !  
A tous les patriotes et à tous les démocrates !**

En cette année où nous commémorons le 50ème anniversaire du départ de la marche de la « colonne invaincue » qui éleva le drapeau de la lutte du peuple brésilien pour la démocratie et pour le progrès, convaincu de la cohérence de mon activité révolutionnaire au cours de ces années, je me sens plein d'une autorité suffisante pour vous adresser cet appel personnel, appel qui est fait aussi au nom des communistes de tout le Brésil.

La dictature brutale qui nous opprime est intolérable. La vie de notre peuple et l'avenir de la Nation sont chaque jour plus sérieusement menacés. En maniant des chiffres, les généraux gorilles et les technocrates au service des monopoles annoncent un soit-disant « miracle brésilien ». Mais quel est donc ce miracle ? Est-ce, par hasard, la misère croissante de l'écrasante majorité de la Nation ? Ou est-ce les quarante millions de Brésiliens affamés ? Ou est-ce la mortalité infantile qui augmente ? Est-ce les salaires de famine ? Ou, encore, les accidents du travail qui atteignent le chiffre d'un million et demi par an, c'est-à-dire de 5 000 par jour ? Est-ce les enlèvements policiers, les tortures et l'assassinat de prisonnier politiques : Ou serait-ce l'éloignement du peuple de toute activité politique ? Ou, encore, l'arbitraire des gouvernants et la vente de la Nation aux exploitants étrangers ? Serait-ce, enfin la censure de la presse et des autres moyens de communication, censure qui cache toute la violence et la corruption grandissante des gouvernants ?

C'est cette réalité que nous connaissons et qu'il est de notre devoir de dénoncer au peuple. Pour notre plus grande honte, notre pays est aujourd'hui le principal point d'appui de l'impérialisme en Amérique latine. La dictature qui nous oppresse ne menace pas seulement la vie de notre peuple et l'avenir de la Nation mais, également, la paix et la sécurité de tous les peuples latino-américains. C'est contre cette situation — qui nous a été imposée par le régime fasciste qui règne dans notre patrie — que nous luttons et que nous invitons à lutter tous les patriotes et les démocrates.



Il est chaque jour plus évident que le « modèle brésilien » de développement économique imposé à notre peuple après le putsch militaire de 1964 n'est possible que par l'exploitation intensifiée de la classe ouvrière et des couches laborieuses. Il n'y a de « développement » qu'en fonction des intérêts du capitalisme monopoliste national et étranger — avec au premier rang le capitalisme américain — ainsi qu'au profit des grands latifundiaires qui monopolisent la propriété de la terre. Ce « modèle » ne se réalise que par le pillage des richesses nationales et la dénationalisation de l'économie du pays.

Pour diriger l'économie brésilienne vers cette voie de développement qui heurte les intérêts de l'écrasante majorité de notre peuple, les usurpateurs du Pouvoir ont aboli les libertés démocratiques garanties par la Constitution de 1946 ; par mille subterfuges, ils ont installé au Brésil un régime fasciste. Ils ont « fascisé » le régime pour maintenir sous le joug les forces sociales exploitées, opprimées et mécontentes. C'est une dictature terroriste ouverte du capital financier le plus réactionnaire. Les hauts dignitaires militaires exercent le pouvoir en fonction des intérêts fondamentaux des entreprises multinationales. Grâce à l'arbitraire, à la terreur et au chantage ils ont avili les Forces Armées et, en plaçant leurs adeptes aux postes de commandement, ils ont réussi à les transformer en soutien de la dictature et à créer une espèce de parti politique de l'impérialisme ; le parti politique de la trahison nationale.

L'absence de liberté étouffe l'écrasante majorité des brésiliens. La conquête d'un régime démocratique est la revendication principale et la plus immédiate de notre peuple.

Les manifestations de mécontentement, de résistance, d'opposition et de combat contre la dictature se développent dans tout le pays. Elles proviennent pratiquement de tous les secteurs de la population. Mais la résistance et l'opposition au régime et à la politique du gouvernement reste encore dispersée et peu organisée. Elles n'ont pas encore acquis la combativité et la vigueur nécessaires. C'est dans l'organisation et l'intensification des luttes, dans le rapprochement, la convergence et l'unité d'action de tous les courants et de toutes les personnalités politiques engagées dans la conquête des libertés démocratiques, que se trouve la voie conduisant au succès dans la résistance à l'oppression et à la violence du fascisme. L'unité de toutes les forces d'opposition est la condition la plus importante pour affaiblir et saper le fascisme et pour obtenir finalement sa défaite.

Il est illusoire de croire que la dictature fasciste s'orientera spontanément vers une « ouverture démocratique », que le fascisme se transformera de lui-même en démocratie ; comme il serait également illusoire croire que les monopoles renonceront de plein gré à l'exploitation de notre peuple. Mais il est également certain que la dictature n'est ni toute-puissante ni éternelle comme elle voudrait le faire croire. L'oppression et la terreur policière, qui font partie de la nature même du fascisme, ne signifient pas que le gouvernement est fort et stable. Au contraire, elles démontrent que les détenteurs du pouvoir — menant une politique antipopulaire — ont peur du peuple. Et avoir peur du peuple est une preuve de faiblesse. Dans le caractère fasciste, antipopulaire et antinational de la dictature se trouvent à la fois les racines de sa violence et de sa faiblesse et instabilité. De là notre confiance en la victoire. La lutte des forces démocratiques et patriotiques, unies et organisées, renversera la dictature.

Mais pour renverser la dictature et conquérir un régime de larges libertés démocratiques pour le peuple il est indispensable que toutes les victimes du fascisme



s'unissent. La constitution d'un large front patriotique et antifasciste grâce à l'union de toutes les forces est nécessaire. Il doit compter sur la participation de tous les secteurs et courants politiques, depuis les forces d'opposition les plus conséquentes jusqu'à celles des forces de l'« ARENA » qui s'opposent au caractère fasciste pris par le régime. Ce front doit avoir l'appui de personnalités et institutions sociales, par delà et au dessus de leurs convictions politiques et philosophiques. A cette union peuvent participer depuis la classe ouvrière les grandes masses des travailleurs des champs et les classes moyennes urbaines jusqu'aux secteurs non monopolistes de la bourgeoisie. Aucune limite ne peut être fixée à cette unité qui peut et doit englober tous les brésiliens, à l'exception des représentants des monopoles, des seigneurs de l'oligarchie des latifundias ainsi que, naturellement, les bourreaux et les tortionnaires policiers et militaires.

La conquête d'un régime démocratique ne doit pas représenter, cependant, un simple retour au passé. La démocratie fragile et vulnérable de 1964 ne correspond plus aux désirs du peuple. La lutte de tous les patriotes et démocrates ne peut avoir pour but que la défaite définitive du fascisme et l'installation d'une nouvelle démocratie qui assure une complète liberté au peuple et une démocratie économique, politique et sociale qui permette la solution des problèmes nationaux les plus graves et immédiats. Il s'agit d'une démocratie stable qui empêche le retour du fascisme. Pour cela, la nouvelle démocratie devra prendre des mesures qui limitent le pouvoir économique des monopoles et des latifundias et qui aillent dans le sens de leur liquidation totale. C'est au profit des monopoles que le fascisme a été implanté au Brésil. Vaincus, ils feront tout pour le rétablir. La nouvelle démocratie établie par un gouvernement des forces du front unique patriotique et antifasciste devra ouvrir le chemin aux profondes transformations de caractère démocratique et anti-impérialiste qui sont déjà exigées aujourd'hui par la société brésilienne. Il s'agit essentiellement de l'intervention de l'État dans l'économie (sans empêcher l'initiative privée dans les secteurs non monopolistes), de la nationalisation des secteurs clés de l'économie et de la distribution des grands latifundias entre les masses paysannes privées de terre ou n'en possédant que très peu. Il s'agit de conquérir les conditions qui puissent empêcher de nouvelles attaques de forces réactionnaires contre le peuple et qui permettent au pays d'atteindre le chemin de la démocratie, du développement économique indépendant, du bien-être pour les grandes masses, de l'affermissement de la souveraineté nationale et du progrès social.

Pour nous communistes, la lutte pour la démocratie est une question de principes et ne peut être une simple manœuvre politique. Il y a 52 ans que nous menons ce combat pour les libertés démocratiques sans jamais taire nos objectifs révolutionnaires. Nous sommes convaincus que la défaite du fascisme et la conquête d'un régime démocratique ouvriront de nouvelles possibilités pour que les masses de notre peuple comprennent la justesse du chemin indiqué. Nous ferons tout pour que les larges masses du peuple soient convaincues que seul le socialisme peut leur assurer une complète émancipation. Nous leur montreront que, pour cela, dans les conditions actuelles de notre pays, il est nécessaire de garantir avant tout la victoire de la révolution nationale démocratique. Cette victoire qui ne sera possible que si elle est réalisée en commun par la majorité de la Nation, par des millions de brésiliens engagés dans le programme de cette première étape de la révolution, unique manière d'affronter décisivement les problèmes fondamentaux de la Nation, la libérant du joug impérialiste et du régime des latifundias de l'exploitation de la terre et la menant vers le chemin du



socialisme.

La défaite du fascisme et la conquête d'une nouvelle démocratie deviennent chaque jour plus réalisables surtout si nous tenons compte du fait que la situation internationale se développe favorablement pour la lutte et pour la victoire de notre peuple grâce à la liquidation de la « guerre froide » et au progrès de la politique de coexistence pacifique entre États de régimes sociaux différents. Cela résulte, avant tout, du pouvoir croissant du système socialiste dans le monde qui ne cesse de progresser dans le chemin du progrès social, de l'ascension culturelle et scientifique et de la vie démocratique. Avec l'Union Soviétique en avant, le système socialiste réalise une politique conséquente de paix, d'appui aux peuples qui luttent contre le colonialisme et le néo-colonialisme, une politique de coexistence pacifique et de coopération sur un pied d'égalité avec tous les pays indépendamment de leurs régimes sociaux et politiques. Dans le monde entier grandissent et se consolident les forces de libération démocratique et de progrès social, du socialisme et de la paix. Les victoires obtenues par notre bien-aimé peuple frère du Portugal remplissent nos cœurs de joie, fortifient notre esprit de lutte et consolident notre certitude de voir notre peuple renverser à son tour le fascisme. En Grèce, aussi, qui subissait une dictature militaire appuyée par l'impérialisme nord-américain, avec des forces de l'OTAN sur son territoire, le fascisme a été renversé. Tel est, aux jours actuels, le chemin des peuples. D'un autre côté, cependant, l'exemple dramatique du Chili montre jusqu'où peut conduire les efforts désespérés de l'impérialisme et de la réaction quand ils essayent de faire revenir en arrière la marche de l'Histoire. Mais les crimes monstrueux de la Junte militaire, les arrestations et les assassinats ne peuvent briser la résistance des travailleurs et provoquent l'indignation et la révolte dans le monde entier éveillant ainsi un mouvement mondial de solidarité et d'appui au peuple chilien, d'une ampleur jamais vue auparavant. Ce qui est certain c'est que, malgré le repli momentané de la lutte nationale et démocratique au Chili, l'impérialisme nord-américain et ses serviteurs (parmi lesquels la dictature brésilienne) n'ont pas réussi à enrayer la marche des forces progressistes de libération de l'Amérique latine. En vérité, malgré la défaite du Chili et d'autres pays, l'impérialisme nord-américain n'a pu rétablir le pouvoir incontesté qu'il exerçait en Amérique latine jusqu'à la victoire cubaine. Il n'a pu empêcher la lutte des peuples latino-américains pour leur indépendance, leur souveraineté nationale et le progrès social. A côté de l'échec temporaire de la lutte anti-impérialiste dans l'un ou l'autre pays, de nouveaux conflits surgissent toujours qui rongent l'impérialisme nord-américain. Ce qui domine maintenant c'est son affaiblissement progressif à la suite de nouvelles victoires des peuples latino-américains dans leur combat pour l'indépendance nationale et le progrès social. En dernière analyse, les forces qui progressent dans une grande partie du continent consolident la tendance à l'unité anti-impérialiste des peuples et gouvernements qui se développe pour la défense des intérêts nationaux et pour la démocratie ; un nombre croissant de gouvernements rompt le blocus des USA et établit des relations avec Cuba qui obtient de grands succès dans la construction du socialisme et voit son prestige augmenter. D'un autre côté la dictature brésilienne s'isole. Elle apparaît liée à ce qu'il y a de plus rétrograde et obscurantiste en Amérique latine. Sa politique des « frontières idéologiques » est l'objet d'un rejet général ; et sa politique agressive et expansionniste d'intrusion dans la vie des autres pays, d'appui aux forces locales les plus réactionnaires et aux oligarchies agraires se heurte à une hostilité grandissante.



## CONCITOYENS !

Je m'adresse à tous les brésiliens en les appelant à l'unité d'action dans la lutte contre la dictature fasciste et contre sa politique antipopulaire et antinationale.

Dans la situation actuelle du pays — pour résister à l'offensive du fascisme, affaiblir son pouvoir et le vaincre — cette unité doit être stimulée et doit avancer si nous commençons immédiatement la lutte pour les revendications suivantes qui reflètent les intérêts communs de tous les patriotes et démocrates :

- Abrogation de la législation fasciste, par l'établissement de larges libertés démocratiques, par la libération des détenus politiques et par l'amnistie de tous ceux qui ont été condamnés ou sont poursuivis par le fascisme ;
- Défense des intérêts de la classe ouvrière et des autres travailleurs ;
- défense de la souveraineté nationale et mesures concrètes contre le pouvoir des monopoles, spécialement les nord-américains ;
- politique extérieure de paix, de relations avec tous les peuples et de non-intervention dans les affaires internes d'autres peuples'

Dans la lutte contre le fascisme et pour ces revendications, la participation de la classe ouvrière est un facteur décisif pour la victoire et pour le développement futur de la situation. C'est en intensifiant la lutte pour ses revendications immédiates, en fortifiant son organisation dans les entreprises et dans les syndicats, en développant la solidarité et l'unité d'action des travailleurs de tous les niveaux, en portant bien haut le drapeau de défense des libertés que la classe ouvrière agira de manière à entraîner et à réunir en un front antifasciste les quatre autres classes et couches sociales qui s'opposent au fascisme. Le rôle dirigeant que la classe ouvrière exercera dans le front unitaire, en alliance avec les travailleurs du champ et les couches moyennes urbaines donnera un sens conséquent à la lutte contre les monopoles et l'oligarchie latifundiaire, assurant un cours réellement démocratique et progressiste à la vie politique du pays.

Orienté par les idées et par les actions de la classe ouvrière, à laquelle les communistes se sont toujours liés comme son détachement d'avant-garde - notre peuple, uni et organisé dans un front patriotique et antifasciste renversera le fascisme.

## COMPATRIOTES !

Unissons-nous en un front patriotique antifasciste large.

Unissons-nous dans les locaux de travail et d'habitation pour lutter contre le fascisme, contre le coût de vie et contre les salaires de famine ! Unissons-nous pour lutter pour la démocratie et pour libérer notre patrie du joug des monopoles !

Je m'adresse à tous les ouvriers, aux paysans, aux employés de banque, du commerce, ou des services publics, aux membres des professions libérales, aux étudiants et aux professeurs, aux artistes et aux intellectuels, aux commerçants et aux industriels sacrifiés par les monopoles, les appelant à l'unité d'action dans la lutte contre la dictature fasciste et sa politique antipopulaire et antinationale.

Je m'adresse aux catholiques et à l'église catholique, aux fidèles de toutes les confessions, les appelant à l'unité dans la lutte pour la défense des droits hu-



main, contre les tortures et les crimes du fascisme, dans le dur et difficile combat pour la conquête des libertés.

Je m'adresse aux militaires patriotes et démocrates que la dictature trompe vilement par la démagogie d'un faux nationalisme quand, en vérité, elle trahi la Nation au profit des monopoles étrangers ; je les appelle à refuser le rôle qui leur est réservé par l'actuel régime d'opresseurs du peuple, de bourreaux fascistes, afin que — revenant aux traditions démocratiques des Forces Armées, à l'Armée de Benjamin Constant et de Siqueira Campos — ils se placent aux côtés du peuple dans la défense des intérêts nationaux et de la démocratie.

Je m'adresse aux femmes brésiliennes, aux mères, aux épouses et aux filles qui souffrent durement dans leur travail et dans leur foyer des conséquences des bas salaires et de la cherté de la vie, en les appelant à participer activement à la lutte contre les injustices, contre les privations et contre les souffrances croissantes que le gouvernement impose au peuple pour un avenir de justice, de prospérité et de bien-être.

Je m'adresse aux jeunes qui voient leur présent sacrifié et voient leur avenir menacé par l'oppression et par l'obscurantisme de la dictature fasciste en les appelant à former les rangs pour les libertés et le progrès social.

Je m'adresse, enfin, à toutes les forces, à tous les courants et à toutes les personnalités démocratiques et patriotiques en les appelant à l'union en un large front patriotique antifasciste et à la lutte pour résister, s'opposer, combattre et vaincre la dictature — une lutte qui ouvrira pour le Brésil le chemin de la démocratie, du développement indépendant, au profit du peuple, du progrès social effectif et constant, du renforcement de la souveraineté nationale, de la compréhension pacifique, de la collaboration mutuellement profitable avec les autres pays et peuples.

La lutte des démocrates et patriotes unis et organisés renversera le fascisme.

29 octobre 1974

LUIS CARLOS PRESTES



## LE M.D.B. FACE A LA CONJONCTURE POLITIQUE ÉLECTORALE (les grandes lignes du programme)

Le Mouvement Démocratique Brésilien (M.D.B.) est né dans une conjoncture difficile de la vie politique brésilienne quand les courants autoritaires qui se sont emparés du pouvoir en 1964 ont imposé l'Acte - Institutionnel n° II. Réfractaires à la tradition pluraliste et démocratique qui se développait depuis 1945, les courants autocratiques et centralisateurs essayèrent d'évincer de la scène politique brésilienne les divergences démocratiques salutaires qui prenaient corps au sein de plusieurs partis. Ils ont dû leur porter un coup décisif en créant, par décret du pouvoir exécutif, un système artificiel de deux partis.

Sans le vouloir, cependant les autoritaires ont lancé les bases d'une opposition réelle : en rendant obligatoire la prise de position entre ceux qui adhèrent au régime et ceux qui restent indépendants l'Acte Institutionnel qui créa l'ARENA, et rendit possible la création du MDB, créa par là même une coupure importante dans la vie politique légale. Ceux qui n'ont pas voulu se plier à la facilité d'un « casi - parti unique » ont été rejetés au parti de l'opposition.

Progressivement les anciennes divergences entre des hommes politiques qui viennent de plusieurs partis, dont les querelles la plupart du temps étaient circonstancielles et électorales ont cédé la place à un état d'esprit plus homogène, ayant comme dénomination commune la défense des libertés et la forme démocratique de l'organisation nationale.

Cet état d'esprit a été suffisamment fort pour maintenir la cohésion du MDB, malgré les luttes internes concernant le choix des tactiques (ce qui est normal dans n'importe quel parti démocratique). Cette cohésion n'a pas fait défaut au MDB dans la lutte contre le renforcement du régime discrétionnaire au Brésil et contre l'arbitraire du gouvernement et de la police. Ce n'est pas nécessaire de rappeler cette lutte, présente dans la mémoire du peuple : pour la défense des droits de l'homme ; contre l'Acte Institutionnel n° V ; contre le centralisme autocratique ; contre le décret 477 qui paralyse la vie universitaire ; contre la transformation de l'État dans un état policier ; en un mot, pour la démocratie. Cette lutte a amené le MDB à proclamé une « anti-candidature » à la présidence de la République, en signe de protestation.



Les difficultés que le régime connaît pour justifier l'autoritarisme croissant soit devant le peuple, soi-même devant les « secteurs politiques dominants » ou devant l'opinion publique internationale ont conduit la politique du gouvernement à une impasse. Cette impasse vient aussi du fait que le processus de création d'une sorte de pouvoir « non responsable devant la loi », surnommé « système » a tellement avancé que la légalité révolutionnaire, incarnée par la Présidence de la République, a dû commencer à spéculer sur un nouvel ordre institutionnel. C'est ainsi que depuis l'entrée en fonction du Général Geisel, le gouvernement tisse des filigrammes politico-verbaux sur le thème du « développement maximal, avec une sécurité minimale ».

Il ne revient pas à l'opposition d'indiquer au gouvernement comment pourrait-il échapper aux dilemmes qui se posent actuellement après dix ans de révolution passés. Mais il faut souligner en fait que le régime se trouve devant des options difficiles. Le Général Geisel a dit dans sa plateforme politique qu'il ne sait pas si les firmes multinationales agissant pour le bien ou pour le mal du Brésil ; que le Brésil doit choisir sa place, soit dans le tiers monde, soit dans les grandes puissances, etc...

Depuis lors, la crise du pétrole, les déficits croissants de la balance des paiements, la « révélation » que le Brésil connaît une inflation galopante, la nécessité d'appuyer par l'action de l'État, les entreprises nationales pour éviter la dénationalisation, en un mot, la reconnaissance dans la pratique de la justesse des critiques du MDB, aurait conduit le gouvernement à une révision de sa politique. Cependant au lieu de prendre clairement la responsabilité de cette révision et de sortir de l'immobilisme, le gouvernement actuel essaye de rafistoler partiellement la politique économique-sociale au passé sans oser un changement de modèle. Sur le plan politique, au lieu de marcher clairement vers la redémocratisation, le gouvernement garde le silence et propose des « formules » périmées, par la bouche de ses « leaders » politiques : incorporation de l'Actes Institutionnel n° V à la constitution pour « résoudre » la question de la démocratie, nouveau système électoral pour renforcer les districts locaux, tout en gardant l'interventionisme fédéral, un peu plus de « dialogue » entre le pouvoir réel et les hommes politiques sans que le peuple y participe, etc...

Devant cette conjoncture le MDB doit faire un bond en avant. Notre tâche de base, sur le plan de l'organisation doit être de transformer l'état d'esprit d'opposition dans un parti organisé à l'échelle nationale. Sur le plan politique notre préoccupation dominante doit être « la question de la démocratie » et sur le plan social, les revendications d'égalité que les technocrates officiels releguent toujours à un avenir lointain et imprévisible.

II. Dans ce sens le programme du MDB pose le problème du rétablissement des libertés, avec la question essentielle de l'égalité sociale.

Il faut éviter les illusions : il ne peut pas exister d'égalité réelle dans une société où existent des monopoles économiques. Par conséquent, quoique ne discutant pas les thèmes des formes sociales de la propriété, c'est-à-dire, la question du socialisme, il faut reconnaître que pour pouvoir maintenir le terme de « démocratie », quoique sous le rébarbatif adjectif « populaire », il faut pour la question des libertés qui permettent l'organisation des forces sociales qui, au niveau politique vont se battre pour fixer les conditions d'une sorte d'égalité (ex-poste). Nous partons du fait que l'inégalité sociale est reproduite et élargie par les rapports de propriété et les rapports de classe. Mais, et le mais est



la médiation possible dans des conditions données (politiques), les partis, les syndicats, la presse, les organisations de la société civile en un mot, peuvent diminuer les effets cumulatifs de l'inégalité politique et sociale que le « libre jeu » des intérêts dominants organisés impose, par l'entreprise et par l'État, à l'ensemble de la Nation.

Telle est la caractéristique fondamentale des démocraties modernes ( Suède, Angleterre et même les États-Unis). C'est un faux problème que l'opposition entre la libéralisme d'une part (prototype des formes pures et des sociétés de « marché politique ») et d'autre part une politique « à contenu social » corporatiste au fasciste. Pour donner un sens réel au problème : il faut discuter du rapport entre organisations (comme l'entreprise et le syndicat, l'état et les partis) qui sont inégaux quant à leurs fondements économiques et qui dans le processus politique, par la force, et non par la raison, établissent des normes (état de droit) qui permettent la correction partielle de la tendance à l'inégalité croissante (donc état social de droit).

Dans les conditions générales du monde contemporain la discussion de base à chaque niveau (État, Partis, Syndicats, Entreprises) est celle de la définition des formes de contrôle. Parmi celles-ci certaines sont DIRECTES, l'ordre institutionnel est l'ordre privé, et d'autres INDIRECTES. Ces dernières impliquent aussi bien les problèmes de la « culture politique » (la question des valeurs), que le problème de la légitimité du conflit et le besoin de prendre en considération, comme ressource politique fondamentale pour la construction d'un ordre démocratique et socialement favorable à l'égalité civique, le problème de l'information.

Dans le cas brésilien, la pré-condition générale de la réorganisation de l'ordre politique est l'activation et la diffusion de l'information et la sauvegarde des réseaux de formation de l'opinion publique. Voici la lutte immédiate possible contre le fascisme.

Ainsi, les partis d'opposition, avant de prendre position sur l'organisation de l'état et même avant de poser le problème de la représentation et de la représentativité, doivent agiter la question de la formation de l'opinion publique.

Ici il ne peut pas y avoir de tricherie : ou bien on impose au Prince éventuel — à l'État — (avec ou sans de prétentions d'être un despote éclairé) des contrats sociaux qui assurent le droit de la société civile à l'information et le devoir de l'État d'assurer les réseaux de transmission (liberté de presse, accès libre des oppositions à la TV etc.) ou bien dans le monde contemporain la discussion, « formelle », sur les droits politiques et civils perd toute valeur.

En ce sens et tout en reconnaissant le point de départ très pauvre d'une démocratisation au Brésil, la politique devient ce qui est presque son opposé : la pédagogie.

Un exemple « d'attitude pédagogique » et de sensibilité à l'égard du problème fondamental de l'information et de formation d'une opinion peut être trouvé dans la façon dont le MDB a traité la question de la succession présidentielle.

III. L'optique proposée pour prendre en considération les conditions nécessaires, sous-jacentes à la formalisation démocratique, est indissociable de la question de l'égalité civique et au contrôle social de l'État et de l'ordre politique.

Ici le problème de base (qui rejoint aussi le point antérieur) est la question de savoir quelles sont les forces sociales de l'opposition.



Synthétiquement, il y a deux ou trois options extrêmes :

a) L'opposition sera constituée par le « secteur de l'élite » (définie par n'importe quel critère) Cette élite serait en désaccord pour plusieurs raisons soit de son propre chef, soit par délégation non explicite du peuple, avec la direction que l'actuelle élite au pouvoir donne aux affaires publiques. Dans ce cas les politiques proposées doivent être nécessairement de sommet. A la limite l'opposition chercherait à s'infiltrer dans l'élite au pouvoir et souffler à l'oreille du Prince les lumières qui pourraient faire défaut.

b) L'opposition serait le résultat de l'action de ceux « qui n'ont jamais compté » dans l'histoire politique du Brésil, comme les dits secteurs marginaux urbains, les paysans, les analphabètes, etc...

Dans ce cas, la question de la démocratie et de la formation de l'opinion publique est utopique. Les chemins du renforcement politique devraient passer par la mobilisation « populiste » ou de contestation.

c) L'opposition aura ses assises principales basées sur les secteurs salariés (travailleurs des classes moyennes), dits « modernes » ou « intégrés » incluant des couches sociales qui répendaient politiquement plutôt à des aspects idéologiques qu'à des intérêts matériels strictu sensu comme les étudiants, les intellectuels, les techniciens.

Evidemment, si le parti se borne à mobiliser les cercles sociaux indiqués dans le point a il jouera le jeu formel de la bipolarisation des partis oligarchiques, ce qui semble être le désir secret des démocrates » du gouvernement Cette hypothèse s'écarte de la stratégie politique de mobilisation sociale et électorale du MDB.

Les couches et forces sociales mentionnées dans le point b, de par leur propre situation, pourront difficilement constituer l'avant-garde d'un parti démocratique, favrisoer à l'égalité sociale et organiser à l'échelle nationale. Sans sous-estimer le poids et la signification politique et morale de l'existence de larges masses « marginalisées » dans la structure brésilienne, le MDB considère cependant que, de façon prioritaire, son activité de recrutement de cadres et d'impulsion de l'opposition publique doit être basée sur les classes et groupes sociaux énumérés dans le point C. Ils doivent constituer la colonne vertébrale du Parti, autour de laquelle doivent confluer, dans l'avenir, la protestation et l'énergie de la majorité exploitée désignée dans le point B.

IV. Ceci étant posé, et nous rappelant que la direction tactique de l'opposition sera contre l'Act Institutionnel n° 5, et par conséquent pour le habeas corpus et les libertés civiles et politiques, nous pouvons parler de politique en tant que pédagogie et insister sur la formation d'une opinion publique active. Mais il est décisif de donner à cette action un contenu social égalitaire. En ce sens, insister sur le besoin d'activer les syndicats, les associations d'étudiants en vue de, formuler les questions concrètes qui les intéressent sans démagogie. En d'autres termes, il faut faire du MDB le « Parti des Salariés » et lui donner les structures dont ils ont besoin pour formuler leurs revendications.

Cette stratégie ne vise pas uniquement à créer un parti pour les revendications des salariés sur le plan social. Elle poursuit aussi des objectifs politiques clairs, avec un programme économique défini.

Le sens politique du programme du MDB dans la conjoncture actuelle est de dresser une barrière efficace pour empêcher que les formes corporatistes, ou de fascisme à la brésilienne se perpétuent dans notre pays.



Dans la mesure où il y aura un grand parti national, populaire, organisé, visant à informer la masse et à créer des mécanismes de décanation de l'opinion publique mais qui ne soit pas « de masses » dans l'acceptation fasciste - « populiste », visant à accélérer le contrôle direct des centres fondamentaux pour la décision des politiques au niveau des entreprises, de l'administration publique, de l'État, mais qui soit un contrôle ouvert et publique, il sera plus difficile l'implantation d'un ordre élitique - bureaucratique - technocratique.

En ce moment, au centre du système dominant cohabitant, de façon contradictoire, aussi bien des forces corporatiste-nationalistes - basées sur une sorte de « bourgeoisie d'état » ou « bourgeoisie-fiscale » — que des secteurs qui sont idéologiquement « démocratisants » (quoique non populaires et égalitaires).

Dans l'équilibre instable entre ces tendances qui se croisent avec les intérêts de la bourgeoisie internationalisée, avec la « bourgeoisie monopoliste » multi-nationale » et avec la « bourgeoisie étatique », il semble que la ligne de force pourra être rompue en faveur de cette dernière.

Nous savons qu'elle pactisera, sur le plan économique, avec les secteurs monopolistes externes, en créant les bases pour la consolidation d'un nouveau « palier de développement » basé sur le modèle « industriel, primaire et exportateur » auquel s'ajoute un secteur de production d'équipements qui éventuellement, permettra la future expansion du marché intérieur. Mais, sur le plan politique elle pourra être le tremplin pour un « fascisme actualisé ». L'angle social (la mobilisation et l'intégration économique sans participation politique) peut faire des ravages dans les bases potentielles de l'opposition. Si l'opposition y répond uniquement avec les arguments mystique des droits, elle sera vite battue.

Le MDB répondra aux initiatives du gouvernement en dénonçant l'exploitation des salariés, qui réduit de beaucoup les bénéfices qui pourraient trouver les travailleurs dans ce nouveau style de développement. Il montrera de façon concrète, en comparant les salaires avec les prix des produits de consommation populaire, les effets dramatiques de la hausse du coût de vie entraînée par la croissance dépendante et monopolisée de notre économie. Il proposera un autre style de développement, national et au bénéfice de la majorité du peuple.

Il faut répondre non aux firmes multinationales (et non pas peut-être), oui à l'Entreprise Publique (qui, elle aussi, est monopoliste), mais tout dépend de son contrôle démocratique. Comment ? Par le Parlement, mais aussi directement au niveau de l'Entreprise. Il faut critiquer davantage le nouveau modèle de dépendance externe, en montrant les distortions qu'il provoque dans la distribution et dans le contrôle des fruits du développement: Il faudra aussi réanimer la question agraire, discuter les politiques urbaines, dénoncer la vie chère. Pour nous résumer, il faut regarder les problèmes du développement en partant du point de vue de l'homme et des couches exploitées (travailleurs, femmes, jeunesse), comme le fait le manuel du MDB pour la campagne électorale.

Cela veut dire que le MDB n'accepte pas l'opposition entre le fascisme et la démocratie formelle, mais propose une Démocratie basée sur l'activité de toutes les couches de la société, sur le contrôle des décisions à la base, sur l'organisation formelle des sphères de compétence et de droit, sur l'orientation clairement égalitaire et nationale du développement économique. Au lieu du binôme factice de Sécurité (pour quelques uns) et Développement (aux dépens de la majorité) le MDB propose la participation, le contrôle démocratique, le développement en faveur de la majorité du peuple.

Institut d'Études Politiques, Économiques et Sociaux, de la Section du MDB de l'État de Rio Grande do Sul.



**Imprimé par nos soins  
Dominique Lahalle  
Directeur de la Publication**